

317
slip P.N.

Défense de l'Occident

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

FEB 28 1966

PERIODICAL
READING ROOM

Robert Anders

Le Japon basculera-t-il dans le Camp Communiste ?



Jean Mabire

De l'Algérie Algérienne à l'Europe Européenne



Pierre Fontaine

Le Vietnam et le pétrole



Giovanni Moneta

Vingt ans de Droite en Italie



Georges Dayras

La Première Internationale

Dans la même collection :

- *L'HEURE DES PAYSANS*, par P. FONTAINE et J. LEBLANC.
Penaud.
- *LA JEUNESSE*, par Maurice BARDÈCHE, Liliane ERNOUT,
J.-A. FAUCHER, Fr. FERRIÈRE, P. FONTAINE, F. LAROCHE,
Jean MABIRE, F. D'ORCIVAL, J. PORTAL.
- *LA QUESTION NOIRE AUX U.S.A.*, par Maurice BARDÈCHE,
D.-G. SMITH, Dorothy NOLAND, Ph. KOLT, J.-L. CAZALS,
F. LAROCHE, P. HOFSTETTER, P.-A. COUSTEAU.

AUX EDITIONS DES SEPT COULEURS :

- R. PATTEE. — *Le Portugal dans le monde*, 225 p. 12 F
- R. ANDERS. — *L'Afrique africaine*, 242 p. 12 F
- A. NICOL. — *La Bataille de l'O.A.S.*, 242 p. 12 F
- P. FONTAINE. — *Les Secrets du Pétrole*, 225 p. 12 F
- R. BRASILLACH. — *Lettres écrites en prison*, 225 p. ... 12 F

27, Rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6°)

© by *Défense de l'Occident*, 1965

Nouve

12^e

Rober
com

Jean
pée

Pierre

Giann

G. DA

P. HO

J. PL

CHRO

de l

REVU

27, ru

Nouvelle Série

12^e Année

Défense de l' Occident

Août-Sept. 1965

N° 51

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

- Robert ANDERS : *Le Japon basculera-t-il dans le camp communiste ?* 3
- Jean MABIRE : *De l'Algérie algérienne à l'Europe européenne* 12
- Pierre FONTAINE : *Le Vietnam et le pétrole* 24
- Gianni MONETA : *Vingt ans de droite en Italie* 30
- G. DAYRAS : *La première Internationale (à suivre)* 44

CHRONIQUES

- P. HOFSTETTER : *La vérité sur le Ku-Klux-Klan* 51
- J. PLONCARD D'ASSAC : *Chrétienté-Occident* 55
- CHRONIQUE DES LIVRES : Pierre d'ARRIBERE *La révolte de la vie*. F. d'ORCIVAL : *Notre bande* 61
- REVUE DE LA PRESSE D'OPPOSITION NATIONALE 76

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,50 F

Abonnements. — 1 an : 22 F

Etranger : 1 an : 27 F

Propagande : 50 F et 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Le Japon basculera-t-il dans le camp communiste ?

Certains « observateurs bien informés » se demandent si le Japon ne va pas tôt ou tard rallier le camp communiste. M. Hillaire du Berrier, écrivain et voyageur américain « bien renseigné » affirme que ce ralliement aura lieu avant cinq ans... Ce délai nous paraît un peu court. Il ne faut rien exagérer et il n'y a que les Américains pour passer si brusquement d'un optimisme suffisant à un pessimisme morbide. Car enfin, ce danger qu'ils découvrent, il ne date pas d'hier... Il n'est pas lié à la politique du Président Johnson, comme certains affectent de le croire. Les U.S.A. ont tout à gagner à résister au Viet-Nam.

Les erreurs de la politique américaine au Sud-est asiatique ont commencé en 1942 lorsque Roosevelt à l'aide de manœuvres habiles mais malhonnêtes, imposa la guerre au Japon. Elles devinrent catastrophiques sous le règne de Mac Arthur, soldat courageux et déterminé certes, mais proconsul médiocre, borné et entièrement voué à sa haine.

Inquiets, les Américains accusent aujourd'hui les Communistes (dont Irwing Brown) (1), de créer le désordre, de susciter des grèves au Japon. Mais pourquoi n'essaient-ils pas de comprendre par quels moyens les Communistes parviennent à s'infiltrer dans un pays qu'ils croyaient à tout jamais aligné sur leur politique. A la vérité les U.S.A. paraissent tout aussi incapables de lutter contre la pénétration d'idées subversives que contre celle des guerrilleros.

Il y a, au Japon, des problèmes politiques, mais ils sont en grande partie subordonnés aux données économiques (et sociales qui en résultent). Ces données économiques sont aujourd'hui prépondérantes parce que les pays occidentaux (et surtout l'Amérique) n'ont pas été réalistes avec le Japon.

Un bref rappel historique fera mieux comprendre...

Une politique de natalité : La surpopulation, c'est-à-dire le déséquilibre constant entre la croissance démographique et la croissance économique, pose actuellement un grave problème au gouvernement nippon. Ce problème est le résultat d'une politique de natalité conçue et appliquée bien avant la guerre de 1914.

Comme ils l'avaient fait pour l'Inde et la Chine, les Occidentaux tentèrent d'imposer au Japon une certaine forme de colonialisme économique. Pourtant, la réaction de ce pays fut inattendue. Aidé par des conseillers éclairés, le jeune Empereur Mitsu Hito décida de relever le défi. Sans fausse honte, il reconnut la supériorité technique et industrielle des Blancs et, contrairement aux « sous-développés » chroniques qui ne savent que réclamer de l'argent, soi-disant pour reconvertir leur économie, Mitsu-Hito décida de créer une industrie lourde, afin de faire accéder son pays au rang de grande puissance. Mais nous devons insister sur un point : comme nous le verrons plus loin, le Japon trouva en lui les forces nécessaires pour opérer sa révolution économique. Certains leaders du « Tiers-Monde » aussi habiles pour faire des discours que pour extorquer des fonds aux « colonialistes », feraient bien de prendre modèle sur le peuple japonais.

Pour créer cette sidérurgie, le Japon a besoin de techniciens occidentaux et de matières premières (2). Pour acquérir cela, il faut de l'argent et cet argent, les Japonais vont l'obtenir, non en mendiant des secours, mais en monayant leurs ressources locales. Quelles sont-elles ? *Le textile* en général. Mais, non mécanisée, l'industrie textile a besoin d'une main-d'œuvre abondante. Alors le gouvernement va entreprendre une politique de natalité, avec tout ce que cela comporte de risques pour l'avenir.

Jusqu'à 1870, le taux des natalités était à peu près stable car, guettés par la famine et les calamités naturelles, les paysans pratiquaient couramment l'infanticide. Mais Mitsu Hito prend des mesures énergiques visant à accroître rapidement la population. Les avortements sont interdits, on multiplie les dispensaires afin de combattre la mortalité infantile très élevée à l'époque, on distribue de fortes primes à la naissance, les familles nombreuses sont exonérées d'impôts, etc...

Les résultats sont inespérés. La population qui était de 43 millions en 1868 (chiffres approximatifs) passe à 70 millions en 1937.

Entre-temps, les exportations de textiles ont fait rentrer des devises et l'on passe à la deuxième partie du plan.

Une révolution économique sans précédent : Grâce au travail, à la discipline et à l'intelligence du peuple japonais, une concentration industrielle et financière est réalisée dans le sud de Hondo et au nord de Kiou-Siou. Une révolution sans précédent dans le Monde, est en train de s'opérer. A la veille de la guerre de 1940 le Japon accède au rang de grande puissance mondiale.

Jus
Les
Japo
L'e
1914
en 1
désé
plus
dans
date
sur c
rever
indus
atten
en fl
Le
d'aut
milit
fer,
Mo
écoul
conqu
En
indus
de c
excès
produ
plus
metta
améri
le ra
l'Alle
Il f
Adolf
loppé
ganis
Au
guerr
à ce
Japor
Son
d'une
bout
condi
que l
drait
Alo
naises

Jusqu'en 1939, le problème de surpopulation ne se pose pas. Les Japonais se contentent encore de peu et d'autre part, le Japon dispose de « soupape de sûreté ». Expliquons nous :

L'entrée en guerre (symbolique) du Japon au côté des Alliés en 1914 permet à ce pays de s'emparer des marchés orientaux. Mais en 1920, les Européens récupèrent leur clientèle provoquant un déséquilibre dans l'économie japonaise... déséquilibre d'autant plus grave que 1915 avait marqué le point de « non retour » dans l'évolution économique du pays. En effet, à partir de cette date le produit des ventes de l'industrie différenciée l'emporte sur celui des industries textiles (3). Désormais, le Japon ne peut revenir en arrière, il est prisonnier de sa formidable expansion industrielle et de plus celle-ci ne provoque pas l'infléchissement attendu de la courbe démographique qui continue de monter en flèche.

Le problème de surpopulation va dès lors se poser, orientant d'autant plus facilement le Japon vers une forme d'impérialisme militaire, que son économie est tributaire de matières premières (fer, charbon, pétrole, etc...) importées.

Momentanément, le péril est conjuré parce que le Japon peut écouler une partie de sa population dans les pays récemment conquis (plus tard vers la Mandchourie, la Corée, etc...).

En un mot, poussé par le rythme accéléré de sa croissance industrielle, le Japon va sortir de sa position de repli et tenter de conquérir des territoires d'une part pour y écouler son excès de population et de l'autre pour trouver « chez lui » les produits miniers qui lui manquent. Il aura donc de plus en plus tendance à s'imposer comme leader de l'Extrême-Orient mettant ainsi en cause la prépondérance blanche et surtout américaine dans ces régions. Cette recherche « d'espace vital » le rapprochera tout naturellement, entre les deux guerres, de l'Allemagne et de l'Italie d'où le *pacte tripartite*.

Il faut noter qu'à l'époque, avec une clairvoyance remarquable Adolf Hitler comprend le problème de ces masses sous-développées et traite le Japon comme seule puissance capable d'organiser cette « zone de tempête » qu'est l'Extrême-Orient.

Au fond de l'abîme : En 1941, le Japon est entraîné dans la guerre grâce aux savantes manœuvres de Roosevelt qui impose à ce pays un ultimatum inacceptable. Il est évident que le Japon ne tient pas du tout à risquer une guerre avec les U.S.A. Son industrie dépend trop encore de l'Etranger et, à moins d'une guerre-éclair, il ne peut pour l'instant espérer venir à bout de la plus formidable puissance du Monde. Mais les conditions proposées par le Président des Etats-Unis sont telles que les accepter (abandon de la Chine par exemple) équivaldrait à se livrer pieds et poings liés au bon vouloir des U.S.A.

Alors c'est Pearl-Harbour et le déferlement des forces japonaises à travers le Pacifique et le Sud-est asiatique. Si le

Japon veut gagner, il doit frapper fort et très vite... Conquérir en toute hâte les régions minières dont il a besoin pour faire face au géant américain. On sait comment Roosevelt, prévenu à temps de l'attaque japonaise « laissa faire » afin d'obtenir l'appui de l'opinion publique américaine qui jusqu'alors refuse de s'engager dans le conflit.

1945 : c'est le désastre et le Japon est au fond de l'abîme. Aucun pays, pas même l'Allemagne ne s'est trouvé au lendemain de la guerre dans la situation du Japon. Malgré les bombardements (qui ont surtout visé à toucher le moral de la population) le potentiel industriel de l'Allemagne n'est pas sérieusement atteint en 1945. Les U.S.A., par crainte des Russes n'appliqueront pas le plan de démantèlement des usines. Mieux que cela, le plan Marshall et l'aide américaine permettront aux Allemands de reprendre très vite une place de choix parmi les grandes puissances industrielles.

Le Japon, par contre n'a plus rien. Son industrie est ruinée. Ses usines sont démontées et cédées aux pays d'Extrême-Orient qui ont pris part à la guerre aux côtés des Alliés. La plupart de ses industriels, de ses financiers ont été tués à la tête des troupes qu'ils commandaient. Les survivants sont emprisonnés comme « criminels de guerre ». Quatre-vingts pour cent de sa marine de commerce a été détruite. Et, fait qui ne peut tromper les sociologues, une vague de suicides déferle sur le pays. A ma connaissance aucun écrivain occidental n'a jamais expliqué ce suicide collectif... Car à l'époque : le Japon tout entier sombre dans le désespoir. Il n'y a plus aucun espoir pour personne. Les cas « Hiroshima et Nagasaki » n'ont été malheureusement qu'un aspect (le plus spectaculaire sans doute) d'une gigantesque tragédie qui frappe le Japon tout entier.

De son côté Mac Arthur s'abîme dans l'assouvissement de sa haine et sa stupidité n'a d'égale que sa prétention. Il persuade le Président Truman de faire du Japon un état agricole. Remarquons ici le manque de réalisme des Américains. D'une part, en raison de l'exiguïté et de la pauvreté du territoire, le Japon ne peut en aucun cas se suffire (actuellement il ne produit que quatre-vingt pour cent de ses besoins alimentaires). En outre, certains colonialistes (je ne dis pas colonisateurs) ont parfois empêché la naissance d'une industrie afin de bénéficier des ressources minières des pays sous tutelle. Ici, on va tout simplement détruire une industrie rivale pour stériliser un concurrent dangereux.

Mac Arthur mise aveuglément sur la Chine alors nationaliste.

Mais 1949 va sonner le glas de ces ambitions démentielles : *Les avant-gardes de l'Armée rouge se présentent aux portes de Moukden.*

Il faut réarmer en toute hâte le Japon. La Chine est tombée. L'Indochine est à feu et à sang. L'incendie s'allume en Corée

et un
améric
hâtiver

Dès
advers
de Ma
Et nat
de l'op
il lui

Le J
On a l
d'hui)

ples v
trielle

Détru
truites
démén

Tosiba
la par
dans l
concer

Très
Elle e
plus é
binat

tonnes
L'étr
de cet
qui fe

— C
teur
fabriq
à not
sants

— I
mond
ct so
— I
specta

1945.
const
l'Itali
mobil
—
dial
No
—
coule

et un million de Chinois se ruent à la poursuite de l'armée américaine qui n'est sauvée du désastre que par un armistice hâtivement conclu.

Dès lors, le « chemisier Truman » (comme l'appelaient ses adversaires politiques) met un terme aux excentricités coûteuses de Mac Arthur et décide enfin de « jouer la carte japonaise ». Et naturellement, il la joue mal... Mais lui-même est prisonnier de l'opinion publique américaine et des hommes d'affaires et il lui est difficile de la jouer bien.

Le Japon devient troisième puissance économique du Monde : On a beaucoup parlé avant guerre (on en parle toujours aujourd'hui) de la fameuse « quincaillerie japonaise ». Quelques exemples vont montrer ce qu'est aujourd'hui la production industrielle nipponne.

Détruites en 45, les organisations industrielles furent reconstruites sur du neuf. Les « trusts » Mitsui, Zaibatzu, Yasuda, etc. démantelés après la défaite disparurent. Mais Hitashi, Fuji, Tosiba, Yawata, Toyota, Matsuhita, etc. se concentrèrent dans la partie méridionale de Hondo et aux environs de Nagasaki dans l'île de Kiou-Siou. Parallèlement, une réorganisation et une concentration financière sans précédent fut réalisée.

Très vite, la production d'acier d'avant-guerre fut rattrapée. Elle est aujourd'hui de 28,2 millions de tonnes soit quatre fois plus élevée que celle de 1939. Notons en passant que le combinat sidérurgique de Dunkerque doit produire 4 millions de tonnes d'acier. Celui de Tokyo en produit 10.

L'étude de l'évolution industrielle du Japon dépasse le cadre de cet exposé. Nous nous bornerons à donner quelques exemples qui feront comprendre au lecteur le « miracle japonais ».

— Constructions navales : Le Japon est le premier constructeur du monde. Les chantiers navals de Nagasaki, et Osaka fabriquent des supertankers pétroliers d'un tonnage supérieur à notre fameux « Normandie ». Six voyages par an sont suffisants pour ravitailler le pays en pétrole (2).

— En électronique, le Japon se classe au deuxième rang du monde (juste après les U.S.A.) par la qualité de sa production et son avance technique.

— Dans l'industrie automobile, les résultats sont encore plus spectaculaires. Le Japon n'avait aucune usine de construction en 1945. En 1962, ce pays se classe au cinquième rang mondial des constructeurs de voitures (juste derrière la France et avant l'Italie). Son parc automobile comprenait en 1962 : 300.000 automobiles et 600.000 camions.

— L'industrie chimique japonaise est au troisième rang mondial mais elle est étroitement contrôlée par les U.S.A.

Nous ne nous étendrons pas davantage. Ajoutons que :

— La Télévision japonaise possède six chaînes plus deux en couleurs. Que les quotidiens tirent à trente-cinq millions d'exem-

plaires par jour (le Journal ASA tire pour sa part à sept millions). Que sur neuf agences mondiales de Presse, huit sont américaines et la neuvième japonaise. Que la plus puissante banque du monde est japonaise. Que le Japon produit cinq cents films cinématographiques par an. Que les salles de spectacle de Tokyo ont deux programmes différents par jour. Que les Chemins de fer japonais ont construit à l'occasion des jeux olympiques une voie ferrée reliant Osaka à Tokyo en trois heures (512 kms).

Arrêtons nous là... On n'en finirait pas car au Japon, telle statistique, tel record établis une année n'ont plus aucun sens l'année suivante. L'essor de l'économie japonaise suit en effet un rythme effarant.

Mais le Japon pourra-t-il indéfiniment maintenir ce rythme, n'existe-t-il pas des signes certains de récession économique? Là est le problème fondamental. Le fait politique n'est qu'un réactif apparent qui ne fait que traduire la menace qui pèse sur l'économie japonaise.

L'économie japonaise est menacée si... De graves problèmes se posent actuellement à l'économie du Japon et compromettent le rythme de sa production industrielle.

D'abord, le Japon, réduit territorialement à la suite de sa défaite de 1945 manque d'espace vital pour ses quatre-vingt-quatorze millions d'habitants actifs et dynamiques. En outre, il a perdu ses possessions riches du point de vue minier (Mandchourie, Corée, etc.) et achète trop de matières premières.

Enfin, pour conserver le rythme de sa production, il est obligé de développer l'automatisation ce qui, à la longue, risque de provoquer un chômage d'autant plus grave que les salaires et le pouvoir d'achat montent sans cesse (4). D'autre part, ralentir l'automatisation c'est ralentir la production et provoquer à coup sûr ce chômage que l'on redoute tant. Et comme entre temps la courbe démographique continue de monter, malgré le coup d'arrêt ressenti de 1945 (5) on voit apparaître le spectre de la surpopulation. La production risque sous peu de ne plus correspondre à l'accroissement du nombre des habitants. Circonstances aggravantes contrairement à tous les pays Occidentaux : la courbe ascendante marquant l'extraordinaire essor industriel suit très exactement la courbe de l'accroissement démographique, d'une part et de l'autre l'augmentation continue du pouvoir d'achat donc des besoins de la population japonaise correspond à elle seule à une surpopulation psychologique.

Ici, on voit déjà poindre le bout du nez des Communistes.

Quelles sont les solutions qui s'offrent aux dirigeants japonais?

1) Réduire le pouvoir d'achat c'est d'une part mécontenter le peuple et *stimuler la gauche communiste*. C'est perturber gravement le marché intérieur ce qui est d'autant plus grave que

les mai
directe

2) Cl
que ce

Le J

dévelop

ces pay

toute

Cepe

pouvoi

mais à

nent n

La

pourra

à tout

à entr

sino-ja

Sou

semen

L'An

ne per

le Bre

vent

Qua

indust

coup

n'est

Res

condi

3) ?

qui s

rédui

—

Monc

—

Cet

mom

on l

enreg

En 1

milli

natio

nes

En

comp

vaud

Qu

les marchés extérieurs sont limités. C'est de toute façon menacer directement le rythme de productivité.

2) Chercher de nouveaux marchés extérieurs. Nous allons voir que ce n'est pas commode.

Le Japon exploite les clientèles pauvres des pays en voie de développement. Pour ce faire, non seulement il investit dans ces pays mais prête des sommes considérables à intérêts défiant toute concurrence.

Cependant l'Inde, le Pakistan et le Moyen-Orient n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant. L'Afrique est activement prospectée mais à part la République sud-africaine et l'Égypte, ce continent ne peut encore offrir un marché suffisant au Japon.

La Chine communiste ayant une économie complémentaire pourrait devenir un client intéressant mais les U.S.A. s'opposent à tout commerce avec Pékin (l'éventail des produits autorisés à entrer en Chine est très restreint). D'autre part le commerce sino-japonais passant par Hong-Kong est insuffisant.

Soucieuse de protéger ses industriels, l'Amérique filtre sérieusement les importations d'origine japonaise.

L'Amérique du sud, véritable colonie économique des U.S.A. ne peut aider le Japon car, outre la tutelle des Nord-américains le Brésil et l'Argentine sont en voie d'industrialisation et doivent de ce fait limiter les importations étrangères.

Quant aux pays d'Europe, ils ont contingenté les produits industriels japonais. De plus, le Marché commun inquiète beaucoup le Japon qui voit s'unir des puissances dont l'économie n'est pas complémentaire de la leur.

Reste la Russie qui veut bien aider le Japon *mais à la seule condition que ce pays secoue la tutelle américaine.*

3) Troisième et dernière solution au problème économique qui se pose au Japon : agir sur la population elle-même en réduisant d'une façon ou d'une autre le nombre des habitants.

— L'immigration reste insuffisante parce que pas un pays du Monde n'accepte de recevoir de la main-d'œuvre japonaise.

— Reste le « Birth control ».

Cette politique de réduction des naissances appliquée en ce moment avec « l'appui bienveillant » des Américains (et comme on les comprend...) ne suffit d'ailleurs pas. Tokyo continue à enregistrer quatre cent mille âmes supplémentaires par an. En 1967 le Ministère du Travail japonais aura dû trouver deux millions sept cent mille emplois nouveaux. Quant à l'Éducation nationale, elle devra prévoir l'entrée de deux millions de jeunes élèves dans les écoles.

En 1995, le Japon comptera 113 millions d'individus, ce qui, compte tenu de la fatale augmentation du pouvoir d'achat équivaudra à peu près au double.

Que conclure de tout ceci ? D'abord que, phénomène appa-

rent, le fait politique ne fait que traduire le malaise économique. Expliquons-nous :

Sensibilisé par une crise économique probable, le Japon vire au rouge.

Remarquons tout de suite que, du point de vue psychologique, tout pousse le Japon vers les Communistes. Ne prenons donc pas nos désirs pour des réalités. On voudrait que les Nippons aient oublié Hiroshima et Nagasaki... On ne veut plus en parler parce que ce souvenir gêne nos bonnes consciences, justes et démocratiques... Malheureusement, Hiroshima et Nagasaki sont là... Et il est difficile d'accuser les nazis de cet acte barbare et *inexcusable*. (Rassurons-nous, il y en a qui parviennent à rendre Hitler responsable mais leurs explications machiavéliques ne trompent certainement pas les survivants du bombardement atomique).

Et les Russes ne perdent pas une occasion pour rappeler « leur fraternel soutien au peuple japonais, victime de la barbarie américaine ».

Sur le plan économique quelles sont les solutions proposées par les Occidentaux ? *Aucune digne d'être mentionné*. On offre des solutions politiques à des industriels qui sentent poindre à l'horizon une des plus formidable récession économique jamais enregistrée. On propose des pactes militaires... pactes dirigés contre qui ? Contre les Communistes. Mais les Communistes ne menacent pas militairement le Japon. La seule agression qui compte est l'agression économique et ce sont les Occidentaux et surtout les Américains qui s'en rendent responsables. Si le Communisme marque des points à l'intérieur, c'est aux Américains qu'ils le doivent et à *eux seuls*, puisque ces derniers contrôlent plus ou moins l'économie mondiale.

En retour, l'U.R.S.S. offre au Japon l'industrialisation de la Sibérie orientale, sous réserve, je le répète, que le Japon se libère de l'emprise des U.S.A. La Chine fait elle aussi des avances aux Nippons et l'on voit mal comment ceux-ci pourraient refuser ces offres, quitte à faire quelques concessions politiques.

Et puis, ces concessions politiques sont inévitables. Si le Japon ne trouve pas de nouveaux débouchés, soit il acceptera l'offre russo-chinoise, *c'est ce que les Communistes attendent*, soit il s'engagera dans une politique hasardeuse de réduction du pouvoir d'achat des travailleurs japonais et c'est ce que les *Communistes espèrent* car alors des désordres sociaux iront en s'amplifiant et leur triomphe ne sera pas loin.

A moins que le Gouvernement nippon, contre toute morale poursuive sa politique de dénatalité. Alors 1995 verra un Japon fort de 113 millions d'habitants mais l'âge moyen de la population sera de quarante ans et ce pays sera alors habité par des vieux.

L'histo
aussi fa
Jadis,
ces cas-
cette ép
gera da
ses inté
Craig
lent tro
la Thaïl
tifs sec
A pa
le Japo
fort de
pressio
règne
dremer
deux a
rouges

(1) Irv
Centrale
(2) La
a) Ho
mais ce
l'époque
ce qui
b) Il
été rab
A l'ins
aux pa
c) Fe
d) Ba
Japon
Enfin
et que
importa
(3) E
plus re
(4) L
(5) E
compta
de la
Japon
retour
Ensu
1947
1948

L'histoire nous apprend qu'un grand peuple ne se résoud pas aussi facilement à disparaître.

Jadis, l'impérialisme militaire était une solution idéale dans ces cas-là. En 1945, les Américains ont appris aux Nippons que cette époque était révolue. Si le Japon veut survivre, il s'engagera dans une expansion commerciale dirigée dans le sens de ses intérêts : il acceptera donc « l'aide » des Communistes.

Craignons donc que les « politiciens » américains ne se réveillent trop tard. Il se pourrait bien en effet que le Viet-Nam sud, la Thaïland, la Birmanie ou l'Indonésie ne soient que des objectifs secondaires, l'objectif principal étant *LE JAPON*.

A partir de l'instant où sous une forme ou sous une autre le Japon aura basculé dans le camp rouge, un bloc compact, fort de plus de deux milliards d'individus exercera une énorme pression sur l'Australie, continent vide d'habitants. La fin du règne des Blancs en Asie sera suivie de près par leur effondrement dans le Pacifique et comme ils le firent, il y a vingt-deux ans seulement aux portes de Moukden, les avant-gardes rouges frapperont à celles de l'Occident.

Robert ANDERS.

(1) Irwing Brown : agitateur communiste bien connu, Président de la Centrale ouvrière américaine.

(2) La production minière du Japon est insuffisante :

a) *Houille* : la production japonaise équivaut à celle de la France (54 Mt) mais ce charbon n'est pas assez vieux (Les îles japonaises se sont formées à l'époque tertiaire). De plus les veines sont fracturées et proches de la mer ce qui provoque des infiltrations et donne un charbon de mauvaise qualité.

b) Il y a peu de *pétrole* et peu de *gaz* au Japon car les anticlinaux ont été rabottés. Cependant, la politique pétrolière du Japon est très intelligente. A l'instar des Italiens, les Japonais offrent 50 et même 75 % de bénéfices aux pays pétroliers et de ce fait accaparent tous les marchés.

c) *Fer* : la production japonaise est insignifiante (1/20 de celle de la France).

d) Bauxite, Uranium et métaux non ferreux en général ne se trouvent au Japon qu'en très petite quantité.

Enfin, il faut noter que le Japon achète son bois en grande partie à l'Etranger et que seules ses ressources d'électricité (4^e producteur du Monde) sont importantes.

(3) En 1938 le textile faisait rentrer 58 % des devises. En 1962 il ne fait plus rentrer que 30 %.

(4) Les salaires au Japon sont à peu près équivalents à ceux d'Europe.

(5) En 1944 le Japon comptait 73 millions d'habitants et en 1945 le Japon comptait 72,2 millions d'habitants et ce chiffre s'explique si l'on tient compte de la guerre et des troubles sociaux consécutifs aux conflits. Mais en 1946 le Japon compte 75,8 millions d'habitants. Ce chiffre s'explique en partie par le retour des Japonais exilés dans les anciens territoires d'outre-mer.

Ensuite, la population japonaise continue sur sa lancée :

1947 : 77 Millions,

1948 : 79,5 Millions, etc...

De l'Algérie algérienne à l'Europe Européenne

Si l'Histoire n'est pas obligatoirement l'éternel recommencement que prétend la sagesse populaire, il n'en est pas moins vrai que certaines expressions ont l'âcre et entêtante saveur du « revenez-y ». Depuis quelques mois le général de Gaulle, moins avare de formules et boutades que d'autoroutes et de logements, évoque avec la majesté sourcilleuse et prophétique qui caractérise les descentes sur cette terre du Sinaï élyséen, *l'Europe européenne*.

C'est une expression qui pour être digne de M. de La Palisse (grand maître à penser de notre Guide, en compagnie de Jeanne d'Arc et de Nicolas Machiavel) n'en est pas moins séduisante et originale. *L'Europe européenne*, cela ne voudrait-il point dire une Europe qui ne serait *ni soviétique ni atlantique*, une Europe souveraine et indépendante, bientôt arbitre et même « ordonnatrice » de l'univers ?

Pour ne point remonter au déluge, ni même au raz-de-marée qui submergea notre continent, voici tout juste vingt ans, je me contenterai de rappeler ici un texte peu connu. Il montre clairement quelles trompettes semble emboucher désormais l'oracle de nos téléviseurs.

Vous qui avez encore dans les oreilles les cuivres et les cordes des proclamations sur l'Europe européenne, lisez ces quelques lignes qui datent du mois de décembre 1952 — une bonne douzaine d'années qui ont pesé lourd dans nos vies — et ne sautez pas tout de suite à la signature :

« *A l'Europe tributaire de Strasbourg, nous opposons la notion fondamentale d'une Europe indépendante. Ceci veut dire pour nous que l'Europe occidentale ne doit pas être un ensemble d'Etats satellites de Washington opposés à une Europe orientale groupant des Etats satellites de Moscou. L'Europe que nous*

voulons
libre de
le voud
mondia
liberté
non au
liberté

Ce te
confiden
jauni e
thique
et que

Le gé
engagea
nale et
seiller
et plac

Ce qu
de haut
disseme
huppé
caisse
taire
maurra
à La N
Figaro
péché
préside
du Ro
pompe

Mais
rope e
odeur
leurs
d'un é
person
moins
plusieu
bre 19

Nous
tunisie
parce
assez
discou
absolu

voulons doit être une Europe absolument libre : elle doit être libre de choisir sa propre politique, libre de diriger comme elle le voudra son économie, et finalement, si une troisième guerre mondiale éclatait, une Europe devenue forte devrait avoir la liberté de déterminer elle-même et seule, si elle participera ou non au conflit. En dehors de ces conditions, il n'est pas de liberté véritable ».

Ce texte a paru dans le premier numéro d'un organe semi-confidentiel, publié sur un méchant papier aujourd'hui tout jauni et tout cassant. On ose à peine nommer revue ce sympathique petit pamphlet qui s'appelait DEFENSE DE L'OCCIDENT et que ni la misère ni la haine n'ont réussi à étouffer depuis lors.

Le général de Gaulle a-t-il rejoint la poignée de militants qui engageaient alors le combat « au service de l'indépendance nationale et européenne » ? Maurice Bardèche est-il devenu le conseiller secret de la politique étrangère de notre Guide, en lieu et place du très féal Couve de Murville ?

Ce qui pourrait d'abord en faire douter est que cet exercice de haute-voltige élyséenne se déroule sous d'assez maigres applaudissements où l'on distingue pourtant, entre le pianotement huppé des dames d'œuvres réactionnaires et l'encombrante grosse caisse des dirigeants communistes, le battoir vigoureux et solitaire de l'indispensable Pierre Boutang. La caution du très maurrassien directeur de *La Nation française* (qui est désormais à *La Nation* quotidienne ce que *Le Figaro* hebdomadaire est au *Figaro* quotidien) suffit à elle seule à laver le Guide de tout péché européen. Oint d'une telle huile hexagonale, le général-président est promptement rendu aux mânes de Saint-Louis et du Roi-Soleil, à la politique d'isolement et d'équilibre, à ses pompes et à ses mirages.

..

Mais j'en reviens à ce parfum de « revenez-y » qu'évoque l'Europe européenne. C'est pour moi un parfum très précis, une odeur inoubliable où la fumée, la crotte et la sueur conjuguent leurs effluves sous le soleil, une odeur d'Algérie dans l'agonie d'un été déconcertant, révélateur, magnifique... Les souvenirs personnels ne sont pas inutiles en la matière. Ils sont d'autant moins inutiles qu'ils sont fort peu personnels et que nous étions plusieurs millions d'auditeurs à l'écoute, un certain 16 septembre 1959.

Nous étions, il est vrai, dans ce petit poste de la frontière tunisienne, des auditeurs d'un genre particulier. Non seulement parce que nous étions revêtus de treillis verdâtres, au demeurant assez misérables. Mais surtout parce que nous attendions d'un discours officiel quelque chose qui ressemblât à la fois à une absolution et à un encouragement : Nous faisons la guerre,

ce qui ne va jamais sans doigts poissés de sang, et le sang des rebelles est aussi poisseux que le sang des camarades.

Une fois encore, on allait nous expliquer pourquoi on nous demandait, on nous imposait, on nous ordonnait de faire la guerre.

Je sais que c'est de l'histoire ancienne, très ancienne. Mais je n'y reviens que pour la suite de mon propos qui est l'Europe et non point l'Algérie.

Je n'ai pas sous la main le texte du discours du 16 septembre 1959. Je vois même assez mal le général de Gaulle faisant publier le texte intégral des discours qu'il prononça naguère. Mais, en dehors des fioritures habituelles, des effets de style et des habiletés à l'usage des parlementaires, des syndicalistes, des concierges ou des combattants, je me souviens qu'on y découvrait enfin une issue à cette guerre où nous nous embourbions.

Le général de Gaulle y évoquait les trois seules options possibles à ses yeux : l'intégration, l'indépendance et l'association. Le peuple algérien en déciderait lui-même ; et ce choix allait porter le nom, qui fit un moment fortune, d'autodétermination.

Les trois solutions pouvaient ainsi se résumer, pour nous qui avions le goût des choses simples et devions encore les simplifier davantage pour une troupe fatiguée et une population abrutie : *L'Algérie française, l'Algérie arabe et l'Algérie algérienne.*

Je passe rapidement sur les naïvetés des braves militaires qui firent dans chaque popote l'exégèse du texte sacré. Ils expliquaient doctement que, bien entendu, le général, étant pour « la solution la plus française », était pour l'intégration, que tout ce discours ampoulé n'était que baratin à l'usage de la prochaine et imminente session de l'O.N.U. et qu'on allait voir ce qu'on allait voir, c'est-à-dire les fellagha au poteau, le drapeau tricolore sur la casbah et l'armée française victorieuse défilant sous des arcs de triomphe de Dunkerque à Tamanrasset. Moins de trois ans plus tard, les chefs de la rébellion faisaient leur entrée dans leur bonne ville d'Alger, tandis que les neuf dixièmes et demi des militaires français, le petit doigt sur la couture du pantalon et l'annuaire d'ancienneté dans la poche du treillis, se demandaient encore ce que le général de Gaulle avait bien voulu dire le 16 septembre 1959. Même dans les pires vaudevilles, on ne trouve pas de maris cornards si grotesques, si aveugles et si bêtes...

Pourtant le choix semblait clair, par cette lourde journée de septembre où les mouches, terrassées de chaleur, zigzaguaient entre les croûtes de pain et les ronds de vinasse sur la toile cirée du poste de T... où nous avons gravement discuté de ces options qui nous apparaissaient comme des questions de vie ou de mort pour nos chasseurs et nos hussards, pour nos engagés et nos supplétifs, et pour les quelques milliers de civils

loquete
de nos

Si b
conclu

raison
à expr

tiser e
qu'un
allait

départ
Nous

arabe.
décent

l'Algér
dois d

tégrati
me pa

Franc
moins

bien v
liers

de Co
ment

quelq
mand

coloni
ne po

Cette
qui c

peut
imiter

A
n'étai

me p
siste,

Alber
à cel

blait
comp

aussi
le ca

métr
dans

les j
J'acc

autar
me
gure

loqueteux qui avaient, bon gré mal gré, demandé la protection de nos postes et la certitude de nos armes.

Si beaucoup réagissaient encore en militaires, c'est-à-dire en concluant, selon la devise fasciste : « Le Guide a toujours raison », nous étions quelques-uns, de carrière ou de réserve, à exprimer des avis que nous comptions bien un jour concrétiser en bulletins de vote. Nous ne nous doutions pas encore qu'un admirable tour de passe-passe électoral et référendaire allait nous obliger à répondre *Oui* ou *Non*, alors qu'il y avait au départ trois options et non point deux...

Nous avons exclu de nos propos la perspective de l'Algérie arabe. En un tel moment et en tel lieu, cela n'eut point été décent. Nos morts pesaient encore trop lourd. La mode était à l'Algérie française et la plupart y sacrifiait sans complexe. Je dois dire que cette solution, avec ses perspectives hardies d'intégration et le galopant lapinisme de nos frères musulmans, me paraissait conduire plus rapidement qu'on ne croyait à la France algérienne. Après une douzaine de mois de bled j'étais moins chaud que jamais pour cette opération. J'aurais assez bien vu une Algérie *européenne* avec l'arrivée de quelques milliers de Picards, de Lorrains, de Provençaux, d'Auvergnats ou de Corses, implantés entre Tlemcen et Constantine et solidement encadrés par quelques milliers d'Espagnols au Maroc, quelques milliers d'Italiens en Tunisie, quelques milliers d'Allemands au Sahara... Mais ce n'était là que rêverie irréalisable et colonialisme impénitent. Alors puisque la France, à elle seule, ne pouvait « tenir » l'Algérie, allons pour l'Algérie *algérienne* ! Cette formule d'association satisfaisait d'ailleurs le fédéraliste qui cohabite fort bien chez moi avec l'impérialiste. Si on ne peut pas agir comme Buffalo Bill avec les Apaches, il faut imiter Lyautey avec les Berbères !

A l'inverse de tous les partisans de l'Algérie française, je n'étais point gaulliste. Mais cette idée de l'Algérie algérienne me paraissait digne d'attention. Quitte à passer pour progressiste, après avoir été traité de raciste, j'avais toujours préféré Albert Camus au général Massu et la politique du respect mutuel à celle de l'assimilation délirante. L'Algérie algérienne me semblait ouvrir la porte à une politique enfin réaliste. On y tenait compte de la présence de neuf millions de musulmans mais aussi de celle d'un million de pieds noirs ; on reconnaissait le caractère particulier de l'Algérie qui n'était ni une province métropolitaine ni une terre coloniale ; on tentait de réaliser dans ce pays une expérience unique de cohabitation, en tenant les plateaux de la balance égaux entre l'Occident et l'Orient. J'acceptais de voir l'Algérie échapper à l'Europe sans pour autant rejoindre l'Islam. Cette lapalissade de l'Algérie algérienne me paraissait un peu utopique. Mais elle pouvait enfin inaugurer une politique de force et de justice.

Telles étaient mes opinions. Elles n'eurent pas le temps de se transformer en illusions. Les activistes tiraient d'un côté, les fellouzes de l'autre. Le peuple français s'en foutait. Et puis il apparut bien vite que le général-président se souciait de l'Algérie algérienne comme de sa première culotte de peau. Ces dix millions d'Algériens algériens n'étaient au fond pour lui que des bougnoules ou des pétainistes, races qu'il n'aime point. L'important était de terminer cette guerre au mieux des intérêts référendaires et pétroliers. Notre Cincinnatus avait d'autres charmes à faire passer avant les bœufs squelettiques et les chèvres hagardes de nos djebels.

Finalement nous avons découvert que ce que le général de Gaulle appelait l'Algérie algérienne n'était autre que l'Algérie arabe et que l'association ressemblait fort à l'indépendance, à la seule différence que nous allions financer l'opération. Les cruches des mouquères, si pittoresques sur les cartes postales de la fin du siècle dernier, devenaient autant de tonneaux des Danaïdes...

Cette entreprise que nous commanditons allègrement, quelle que soit la valse des présidents et des colonels entre le Forum et le Palais d'été, ne mérite pas un instant le nom d'Algérie algérienne. C'est uniquement d'Algérie arabe qu'il s'agit (arabe ou kabyle, ne chicanons pas sur ces petits détails ethniques). Quant au rêve d'une Algérie merveilleusement équilibrée entre l'Orient et l'Occident, il appartient au royaume des nuées.

**

Il n'y a aucune raison pour que la mirifique Europe européenne que nous propose aujourd'hui le Guide ne devienne étrangement semblable à cette exemplaire Algérie algérienne.

Nous voici à nouveau devant trois choix : L'Europe *atlantique*, l'Europe *soviétique* ou l'Europe *européenne*.

Comme au bonneteau les mêmes trois cartes servent indéfiniment. Mais comment hésiter ? Le jeu est si tentant et si simple ? Fi des ultras qui voudraient nous enchaîner à Moscou ou à Washington ! Tout comme cette Algérie idéale qui n'aurait plus été ni française ni arabe, la future Europe ne serait plus ni américaine ni russe ! Le beau rêve !

Il est facile de jouer les Cassandre. Et je sais que les gaullistes d'aujourd'hui vont se récrier comme les gaullistes d'autrefois. Mais, à une demi-douzaine d'années de distance, je suis encore certain d'avoir raison.

Les braves militaires de septembre 1959 ne croyaient pas que l'Algérie algérienne puisse un jour conduire à l'Algérie arabe. Les braves politiciens de juillet 1965 ne croient pas non plus que l'Europe européenne puisse un jour conduire à l'Europe soviétique. Ils haussent les épaules quand on leur parle du

renvers
et de c
Je les
moins c
Ils son
leur na
basse-fo
Nous
somm
reprodu
farouch
péenne
de cont
sera j
rement
y parve
après le
Oran e
va-t-il f

Il fai
pas poi
qui va,

Et pu
tant ce
tal que
europée
françai

L'Eur
raison
de Lou
saurait
celui d'
modati
lunes c
Empire
Charler
ne veu
homme
au tem
blique
des ent
le cadr
qu'irrit

renversement des alliances. Ils vous traitent de fous, de fascistes et de criminels si vous osez douter des intentions du Guide. Je les laisse dire. J'ai connu bien d'autres gaullistes, il y a moins d'années qu'on ne compte de doigts dans une seule main. Ils sont aujourd'hui à remâcher leur rancœur et à regretter leur naïveté dans le civil, dans l'exil ou dans quelque cul-de-basse-fosse...

Nous ne sommes pas contre l'Europe européenne. Nous en sommes même et depuis longtemps, comme le prouve la citation reproduite au début de cet article, les plus anciens et les plus farouches partisans. Mais nous sommes contre l'Europe européenne gaulliste parce qu'elle n'aura d'européenne que le nom, de continentale que le cadre et d'occidentale que la poudre qui sera jetée aux yeux des naïfs. Même si de Gaulle voulait sincèrement l'Europe européenne, la manière dont il s'y prend pour y parvenir ne peut aboutir qu'à l'Europe soviétique. Trois ans après le 16 septembre 1959, le drapeau vert et blanc flottait sur Oran et Tizi-Ouzou. Dans combien d'années le drapeau rouge va-t-il flotter sur Brest et Colombey ?



Il faut d'abord bien se rendre compte que de Gaulle n'est pas *pour* l'Europe mais qu'il est d'abord *contre* l'Amérique, ce qui va, fatalement, l'obliger à se trouver *avec* la Russie.

Et puis le défaut majeur de cette politique gaulliste n'est pas tant ce mouvement pendulaire d'Ouest en Est, mais le fait capital que la France sera *seule* à le faire. L'ennui est que l'Europe européenne dont parle notre Guide n'est en fait que l'Europe française.

L'Europe gaulliste est aussi condamnée par la morale et la raison que le furent en leur temps les Europes de Charle-Quint, de Louis XIV, de Napoléon ou d'Adolf Hitler. L'Europe ne saurait être le bien d'une nation en particulier et encore moins celui d'un monarque. La construction gaulliste n'est qu'une accommodation, au goût du jour et à la sauce du siècle, des vieilles lunes de l'Europe autrichienne, cette pâle imitation du Saint-Empire-Romain-Germanique. On remplace Vienne par Paris et Charlemagne par le grand Charles. Mais les peuples européens ne veulent plus de l'hégémonie d'une seule nation et d'un seul homme. Ils se souviennent parfois que la nation française fut, au temps de la monarchie absolue comme en celui de la république conquérante, la plus turbulente et la plus impérialiste des entreprises nationales. En voulant l'Europe, tout en refusant le cadre de la supranationalité, le général de Gaulle ne peut qu'irriter et qu'inquiéter nos voisins.



Avant de parler d'Europe, il faut d'abord faire table nette et nous débarrasser d'un certain nombre d'erreurs et de préjugés. Pour beaucoup de Français l'Europe ne saurait guère s'étendre au delà des quelques cantons suisses et des quelques provinces belges où l'on parle encore notre langue. Les plus hardis vont jusqu'à rêver d'une bonne vieille alliance avec nos « sœurs latines », Italie ou Espagne. Mais si l'on commence à parler de peuples plus sérieux, les visages se renfrognent. Parmi ceux qui veulent bien dépasser les frontières étroites de l'hexagone, il est rare de trouver des hommes qui soient à la fois ouverts sur le monde germanique et sur le monde britannique.

Maudits souvenirs de la dernière guerre civile européenne ! La plupart des partisans du rapprochement franco-allemand restent farouchement hostiles à l'Angleterre, perfide Albion... Et les fidèles de l'alliance franco-britannique continuent à se méfier de l'Allemagne, éternelle Germanie...

Quel que soit le respect que l'on doive à la vérité historique et à la mémoire des victimes, il est certain qu'il est tout aussi malhabile qu'anti-européen de souligner, comme on l'a fait encore récemment, le souvenir des massacres de Mers-El-Kébir ou d'Oradour-sur-Glane.

Si, après la guerre, la nécessité d'une réconciliation de part et d'autre du Rhin était évidente et primordiale, elle n'aurait dû en aucun cas se faire contre l'esprit anglo-saxon, composante essentielle du génie européen. Que le général de Gaulle ne se soit guère entendu avec les alliés qu'il s'était choisis le 18 juin 1940 ne regarde en rien un pays et un continent qui n'ont pas à subir le contre-coup des vexations d'amour-propre de l'ancien chef de la France Libre. Tels qu'ils sont, avec leurs qualités immenses, et leurs défauts non moins immenses, les Anglais et les Allemands appartiennent également à notre monde. Toute politique européenne sérieuse, sincère et même habile, ne doit pas chercher à les opposer les uns aux autres, pour mener quelque subtil jeu de bascule, mais au contraire à les rapprocher. Les Français, et particulièrement les Français gaulistes, auraient pu jouer un rôle considérable dans ce rapprochement. A quelques très rares exceptions près, ils ne l'ont pas fait.

Opposer l'Europe du Marché Commun et l'Europe du Libre Echange est un jeu criminel et imbécile. L'Europe occidentale doit être indivisible. Que serait une Europe qui obligerait les Norvégiens, les Portugais ou les Grecs à l'insularité ?



Ce terme même d'Europe occidentale conduit tout naturellement à aborder le problème clef des rapports entre l'Est et l'Ouest. Un bref rappel historique me paraît nécessaire.

Jus
de ne
tar a
depuis
tière
gnols
s'étai
europ
tional
conna
fenbe
des v
dans
Ma
en d
deux
soit
allait
que
Dach
tisan
à un
ser
Br
Les
sanc
sanc
des
c'est
une
plus
T
à l'
allia
com
com
sur
ralli
L
pée
syn
retr
vièr
s'or
con
de
prè

Jusqu'à la fin de la guerre il n'y avait, à part quelques îlots de neutralité fragile, qu'une seule Europe. Du détroit de Gibraltar au golfe de Finlande, elle se trouvait, depuis 1939 et surtout depuis 1941, en état de guerre civile. Il n'existait pas de frontière entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale. Des Espagnols et des Ukrainiens combattaient dans les deux camps. Il s'était formé, dans tous les pays, de véritables internationales européennes : internationale anti-fasciste d'un côté et internationale anti-communiste de l'autre. Même les pays les plus unis connaissaient d'incroyables abîmes : Tandis que le colonel Stauffenberg déposait sa bombe au Grand-Quartier-Général du Führer, des volontaires britanniques combattaient contre le bolchévisme dans la division SS Saint-Georges...

Mais, alors que l'Allemagne, devenue malgré tout européenne en dépit de détestables relents pangermanistes, combattait sur deux fronts et sauvegardait, que ce soit avec elle ou que ce soit contre elle, l'unité du continent, la victoire alliée de 1945 allait briser cette innovation révolutionnaire de la guerre. Alors que les frontières avaient disparu entre les Européens (à Dachau un résistant danois menait le même combat qu'un partisan italien et à Körlin un volontaire français ressemblait fort à un combattant hongrois) le fameux rideau de fer allait diviser l'Europe comme elle n'avait jamais encore été divisée.

Brusquement, il n'y avait plus d'indépendance européenne. Les Européens ne se définissaient plus par rapport à une puissance européenne, l'Allemagne, mais par rapport à deux puissances extra-européennes : l'Amérique et la Russie. Pendant des années, ils étaient réduits à choisir entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire à renier et à trahir une partie d'eux-mêmes. Et dans une stricte optique européenne, il n'était pas plus coupable ni plus absurde de choisir l'un ou l'autre camp.

Tant bien que mal les peuples, écrasés à l'Est ou indifférents à l'Ouest, se rallièrent aux nouveaux régimes et aux nouvelles alliances. Depuis vingt ans, malgré des épisodes burlesques comme les volte-face à tiroirs de Tito ou des épisodes sanglants comme la révolte de Budapest de 1956, la main-mise soviétique sur les pays de l'Est est un fait. Tout comme est un fait le ralliement des pays de l'Ouest à la conception atlantique.

L'Allemagne reste le symbole tragique de cette division européenne. Le mur de la honte n'est pas seulement un horrible symbole. Le jour où il s'écroulera et le jour où l'Allemagne retrouvera son unité, de la Rhénanie à la Saxe et de la Bavière au Brandebourg, ce jour-là, à nouveau, l'Europe pourra s'ordonner autour d'un noyau authentiquement européen. Mais comme il faudra craindre que se répètent de fatales erreurs et de funestes refus : devant ce gigantesque bloc continental de près de 100 millions de Germains, les pays du pourtour euro-

péen, à l'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, risquent de se trouver rejetés à la mer ou dans la steppe.



Le général de Gaulle a compris que le rôle que ne pouvait pas, pour l'instant, jouer l'Allemagne pouvait être repris par la France. Le calcul n'est pas mauvais sur le plan des idées. Malgré les déprédations des grognards de Napoléon, notre pays garde dans toute l'Europe, et très loin vers l'Est, une sorte de halo révolutionnaire. La France gaulliste pourrait donc prendre la relève de l'Allemagne hitlérienne et réussir là où elle avait échoué.

L'Europe européenne se ferait alors dans la paix et non plus dans la guerre, dans le libéralisme et non plus dans la dictature, dans la civilisation des loisirs et non plus dans l'univers concentrationnaire. Mais les « ennemis » resteraient les mêmes : Américains et Russes, capitalistes et communistes... On assisterait tout à la fois à la restauration de l'unité continentale, de la Bretagne à la Pologne, et à l'avènement d'un nouveau système économique, mi-libéral et mi-autoritaire que les spécialistes gaullistes définissaient naguère comme l'association du capital et du travail.

Mais si l'on descend des nuages aux réalités, il faut bien constater que la France n'a pas la taille des ambitions de son Guide. Sur le plan économique et social elle se trouve, par rapport à la Suède, prototype européen du pays « moderne », à la place qu'occupent le Chili ou le Ghana par rapport aux nations de l'Europe occidentale. Et sur le plan militaire la fameuse force de frappe n'impressionne guère que les badauds du 14 juillet.

La France gaulliste n'a et ne peut avoir les moyens de sa politique, ne serait-ce que pour de simples raisons démographiques et énergétiques.

C'est dire qu'on navigue en plein rêve, en pleine utopie, en plein délire. L'Europe européenne ne sera pas plus européenne que la politique française est nationale ou l'économie française socialiste.

L'Europe européenne aurait, à l'image de la France gaulliste, la politique intérieure la plus réactionnaire et la politique extérieure la plus communisante qui se puisse imaginer. Pour obtenir le renversement des alliances dont ils ont besoin, les Soviétiques sont prêts à pardonner au régime son orientation technocratique. Et pour devenir le Guide de 400 millions de sujets au lieu de 45, le général de Gaulle est prêt à solliciter l'investiture de Moscou et même de Pékin.



Reve
péens
vions
pas à
inopér
l'eau a
de la
vraient
avaient
le péri
que de
la nou
Malg
ni imm
il y a
démoc
demen
d'Arist
laient
hurler
remett
sépara
alliés
ne res
et des
était
Bier
sembl
d'addi
représ
que l'
Et l'i
plan r
guerre
Dan
nous
à-dire
Rallie
L'in
auton
des p
représ
leurs
cette
péenn
de l'E
boucl
Nous

Revenons à l'immédiate après-guerre et au désarroi des Européens appauvris sur un continent divisé. Nous qui nous trouvions en Europe occidentale, dans l'orbite américaine, n'avions pas à perdre notre temps en vains regrets et en lamentations inopérantes. Nous avions du travail. Non pas en apportant de l'eau au moulin anti-communiste. Les Américains se chargeaient de la partie négative de la besogne. Tant mieux. Ils découvraient à leur tour ce que nos aînés répétaient depuis 1917. Ils avaient mis une trentaine d'années à comprendre ce qu'était le péril bolchevique. Il n'y avait rien d'autre à faire de ce côté que de surveiller leurs progrès, sans pour autant rempiler dans la nouvelle croisade des démocraties.

Malgré Berlin et la Corée, la troisième guerre mondiale n'était ni imminente ni inévitable. Nous apprenions la patience. Et puis il y avait enfin une merveilleuse ouverture : A leur tour les démocrates d'Occident découvraient l'Europe. Oh ! Bien timidement. Mais enfin le vieux Robert Schuman prenait la relève d'Aristide Briand. Les démocrates, chrétiens ou socialistes, parlaient dans leurs congrès des Etats-Unis d'Europe. Cela faisait hurler les communistes et les gaullistes. Contre les chauvins remettant Déroulède à la sauce Debré et contre les camarades séparatistes du déserteur Thorez, nous avons enfin trouvé des alliés inattendus. Certes, l'Europe de messieurs les congressistes ne ressemblait guère à cette Europe des ouvriers, des paysans et des soldats dont nous rêvions. Mais enfin le premier pas était fait pour dépasser les haines et ouvrir les frontières.

Bien entendu, cette Europe, sous le parapluie américain, nous semblait fort bourgeoise. Mais nous avons enfin une occasion d'additionner nos forces. Même la « petite Europe » des Six représentait près de 200 millions d'hommes, sensiblement autant que l'Amérique ou la Russie. C'était mieux que nos 45 millions... Et l'intégration absolue sur le Plan économique, puis sur le plan militaire et enfin sur le plan politique rendait toute nouvelle guerre civile impossible.

Dans l'état où nous nous trouvions au lendemain de la guerre, nous étions prêts à payer la paix sur le Rhin au prix fort, c'est-à-dire en nous ralliant à la conception occidentale et atlantique. Ralliement que nous aurions voulu aussi sincère que provisoire.

L'intégration européenne des pays du Marché Commun aurait automatiquement attiré dans son orbite l'intégration européenne des pays du Libre Echange. Et l'Europe occidentale aurait alors représenté plus de 300 millions d'hommes, mettant en commun leurs ressources et leurs efforts. Riches de cette unité et de cette puissance nous aurions alors pu parler d'Europe européenne et attirer à nous les 100 millions d'hommes des pays de l'Est. Au besoin nous aurions pu marchander l'abandon du bouclier atlantique contre leur libération du joug soviétique. Nous aurions été assez forts pour nous passer des Américains

et notre neutralisme armé les aurait incité à exiger, à leur tour, le départ des Russes.

Mais, en menant la campagne acharnée que l'on sait contre la Communauté Européenne de Défense, première marche de l'escalier européen, les gaullistes et les communistes, étroitement associés, ont empêché il y a plus de dix ans le pas décisif vers l'Europe européenne. Comment ne pas nous méfier de leur bien étrange conversion ?

*
**

Le plan gaulliste d'aujourd'hui serait fort séduisant s'il se situait *après* l'unité de l'Europe occidentale. Mais il se place délibérément *avant*. C'est-à-dire que nous devrions abandonner la communauté atlantique pour nous trouver, solitaires et isolés, devant le bloc soviétique. Ce serait engager les indispensables négociations dans les pires conditions.

C'est là un jeu si dangereux que l'Allemagne elle-même, malgré sa colossale puissance industrielle et son prodigieux capital humain, n'ose pas encore le jouer. Il est possible que de Gaulle ait lancé cette idée d'Europe européenne parce qu'il sait qu'il s'agit là d'une échéance inéluctable et qu'il craint qu'un jour l'Allemagne le devance sur cette voie, en prenant à son compte le leadership du continent. Le général de Gaulle est de ces Européens qui veulent bien l'Europe mais à la condition exclusive qu'elle soit dirigée par un de leurs compatriotes et en particulier par « le plus illustre d'entre eux »...

L'unité de l'Europe orientale est faite, plus ou moins solidement, autour du pacte de Varsovie. Qu'ils soient communistes ou non, les Polonais, les Bulgares, les Roumains, les Hongrois, les Tchèques, les Slovaques ou les Prussiens ont pris conscience de leur unité. Par contre l'unité de l'Europe occidentale reste à faire et ce n'est pas de Gaulle qui la fait pour l'instant.

Vingt ans ont passé depuis la fin de la guerre et pour le jeu que veut mener notre Guide l'Allemagne est désormais infiniment mieux placée. Chaque jour qui passe repousse un peu plus dans le passé les mauvais souvenirs de l'aventure « européenne » de l'Allemagne entre 1941 et 1945. Les Allemands apparaissent aux yeux des Américains, comme aux yeux des Russes, des partenaires infiniment plus sérieux que les Français. Nous ne sommes plus au lendemain de sa défaite et l'Allemagne a repris du poids. A vouloir lui imposer l'Europe française on risque fort de la conduire à créer l'Europe allemande. Un renversement des alliances serait infiniment plus décisif s'il avait lieu à Bonn plutôt qu'à Paris. Mais les Allemands ne sont pas fous. Ils ne veulent plus jouer seuls et leur habileté de l'heure est d'étroitement lier à leur destin des peuples comme les Hollandais ou les Italiens, régulièrement à leurs côtés pour défendre

cette i
Europe

Nous
l'Europ
la Fra
l'Ouest
pas, p
la fois

Mais
à fait
un jou
l'Amér

Pas
des s
ments
notre

Dep
cert à
de la
finale
se fai
réveil
blanc
civilis

Ce
les au
plus
europ

Ce
nous
les p

cette idée de supranationalité, clef de voûte de la véritable Europe européenne.

..

Nous n'avons aucun intérêt à quitter l'Europe atlantique pour l'Europe soviétique. Et les ouvertures vers l'Est que multiplie la France gaulliste sont aussi néfastes que les concessions à l'Ouest des régimes précédents. L'Europe européenne ce n'est pas, pour nous, changer l'Ouest pour l'Est. C'est se dégager à la fois de l'Est et de l'Ouest.

Mais déjà les notions d'Est et d'Ouest ne signifient plus tout à fait la même chose qu'il y a dix ans. Et il nous faudra bien un jour, dans l'égalité et l'indépendance, regarder d'un œil neuf l'Amérique et la Russie.

Pas plus que ne doivent subsister aujourd'hui en Europe des sentiments anti-britanniques ou anti-allemands, les sentiments anti-américains ou anti-russes ne devront empoisonner notre univers.

Depuis vingt ans, Russes et Américains ont travaillé de concert à chasser les Européens de toutes leurs positions mondiales, de la Malaisie au Congo et de l'Inde à l'Algérie. Mais ils ont finalement travaillé contre eux-mêmes et ils sont en train de se faire coiffer au poteau par les Chinois. Devant le prodigieux réveil des peuples exotiques et la naissance du racisme anti-blanc, il faudra bien que se reforme un jour l'unité du monde civilisé, de l'Alaska à la Sibérie.

Ce jour-là, l'Europe européenne ne saurait se définir contre les autres continents blancs. Elle devra au contraire devenir le plus solide lien entre la Russie européenne et l'Amérique européenne.

Ce jour-là, nous aurons vraiment la seule récompense que nous attendons de notre combat politique : être reconnus comme les précurseurs et les prophètes de l'Ordre et de l'Unité.

Juillet 1965.

Le Vietnam et le pétrole

A la conférence du Caire, pendant la dernière guerre, le président Roosevelt avait proposé à Bao Daï de débarrasser son pays de la présence des Français.

Deux ans avant Dien Bien Phu, les *bussinessmen* américains attendaient à Saïgon, en sirotant des whiskies, que sonnât l'heure de la fin de la tutelle française.

En 1954, le refus de l'aide demandée à l'aviation américaine et britannique accula le corps expéditionnaire d'Indochine à la défaite.

En 1958, les autorités américaines offrirent des écoles, du matériel scolaire, des professeurs aux Vietnamiens du sud à la condition que l'enseignement relevât exclusivement de la langue anglaise.

Ces faits-jalons sont en liaison directe avec les événements actuels du Vietnam.

Il est temps, malgré les silences et les hypocrisies, de s'expliquer et de regarder derrière les masques. L'idéologie a bon dos. La diplomatie ne cache que des intérêts prodigieux. La guerre du Vietnam n'est qu'un des épisodes de la guerre mondiale du pétrole.



Depuis les années 1930, les Etats-Unis vivent dans la hantise du *shortage* c'est-à-dire de l'épuisement des ressources pétrolières pompées dans leur propre sol. Les techniques modernes permirent de refouiller des gisements réputés taris, de prospector de nouvelles couches. Désormais, les experts sont unanimes, le millésime 1980 verra la fin de l'indépendance américaine en produits pétroliers.

Les I
(379 mil
consom
pour la
des imp
malgré
cubes (
un cert
tirent
pétrole
pourcer
Les h
pour é
produit
plus en
des na
suffisan
nécessi
import
déficien

Parr
figurai
des ra
gues à
Dan
franço

« ...
nuels
plaine
« D
teur
nous
neme
il y
« I
le ne
Saïgo
quelc
près
de fo
« ...C
hydr
cons
l'em
leur
«

Les Etats-Unis sont les premiers producteurs du monde (379 millions de tonnes en 1964), mais ils sont aussi les premiers consommateurs de produits pétroliers (540 millions de tonnes pour la même année). Cela signifie qu'ils doivent faire appel à des importations pour environ 160 millions de tonnes par an, malgré une production de gaz naturel de 430 milliards de mètres cubes (pour 1964). Pour conserver le plus longtemps possible un certain pourcentage de production nationale, les U.S. ralentirent volontairement les débits de leurs puits au profit du pétrole extérieur. Mais, cette fois, l'échéance se précise et le pourcentage des forages improductifs se multiplie.

Les hommes d'affaires n'attendent jamais le dernier moment pour étudier des solutions de remplacement, surtout avec les produits pétroliers éliminant le charbon et conditionnant de plus en plus les activités économiques — donc le travail — des nations dépourvues de ressources énergétiques en quantité suffisante. Pour les grandes sociétés américaines de pétrole, la nécessité est impérieuse de trouver de nouveaux gîtes de pétrole importants prêts à prendre le relais d'une production nationale déficiente.

..

Parmi les pays pétroliers tenus en réserve par les trusts figurait l'Indochine française que nous n'exploitâmes pas pour des raisons autant occultes que diverses qui seraient trop longues à conter ici et qui n'intéressent que le passé.

Dans un de mes livres écrits en 1956, *Bataille pour le pétrole français* (épuisé) on trouve les lignes suivantes (pages 154 et 155) :

« ...Des livres documentaires sur l'Indochine et certains manuels de géographie signalent des traces de pétrole dans la plaine des joncs. Il ne fut jamais prospecté.

« D'une importante documentation de M. Lhaurensy, prospecteur physicien qui découvrit des gisements presque en surface, nous n'extrayons que ces quelques lignes : « ...Si le gouvernement de l'Indochine ne sait pas encore qu'il en a (du pétrole), il y a belle lurette que les sociétés le savent... » (4 avril 1933).

« Du pétrole non seulement dans le sud, mais aussi dans le nord, au Laos : « ...Les touristes, publiait *L'Opinion*, de Saïgon (avril 1935) qui, pendant les fêtes du Têt, ont passé quelques jours agréables à Savanakhet, ont dû s'étonner de voir, près de Tchéphone, des derricks au milieu des défrichements de forêt vierge... » Le journal *Avenir du Tonkin* précisait que : « ...ces puits représentaient des sondages pour la recherche des hydrocarbures... Des affleurements de ce produit avaient été constatés par des Laotiens qui extrayaient des pierres pour l'empierrement de la route; la manipulation de ces matériaux leur laissait une odeur de pétrole dans les mains... »

« En juillet de la même année, *La Journée Industrielle* (de

Paris) confirma : « qu'au kilomètre 149 de la route de Dongha, un entrepreneur annamite ayant mis à jour des grès hydrocarbonés, un ingénieur d'Hanoï avait procédé à des travaux de recherches. Les observations recueillies et une étude du service géologique du gouvernement général amenèrent ce dernier à prendre une réserve sur les terrains environnant Savanakhet... Le 23 avril, un puits à VINGT METRES DE PROFONDEUR permettait de recueillir une petite quantité d'huile... Une campagne de sondage fut entreprise avec un appareil Davys Calix à carottes permettant d'aller jusqu'à 150 mètres de profondeur (sic). Les indices sont encourageants. En plus de considérations géologiques importantes, il a été observé sur une vingtaine de kilomètres de fortes anomalies gravimétriques... »

« M. Henri Tirard, personnalité connue dans les milieux coloniaux, examinant les possibilités pétrolières indochinoises (*Le colon français économique et financier* du 3 juin 1933) conclut après avoir rappelé tous les indices relevés : « ...J'en ai assez dit pour que le gouvernement d'Indochine comme celui de Madagascar... consacre des crédits importants à la recherche des gisements de pétrole. Ça ne fera pas plaisir aux Américains et aux Anglais. Mais quand ils sauront que nous n'avons plus besoin d'eux pour nous alimenter en pétrole, et qu'au besoin nous pourrions sustenter une partie de la Chine du sud, parions que l'on traitera avec la France et l'Indochine d'égal à égal. En mettant à jour les gisements de pétrole de l'Indochine, les gouvernements français et annamite contribueraient grandement à la paix dans le Pacifique ».

Dès lors, on a la clé (demeurée jusqu'à présent sous le paillason) des événements d'Indochine et du Vietnam. L'éviction de la France devait permettre aux pétroliers américains de s'installer dans le pétrole indochinois appelé à s'inscrire dans les producteurs du sud-est asiatique... avec promesse du marché chinois à proximité, 650 millions de clients sous-motorisés faute de carburant en quantité suffisante.



Les pétroliers américains, appuyés depuis toujours par le *State Department*, rêvaient d'un empire pétrolier sur le continent asiatique leur évitant les coûteux frets maritimes. Ils commencèrent par supplanter les Anglais en Thaïlande, voisine de la Birmanie pétrolière, d'où le protectorat occulte U.S. à Bangkok. Le sud-est asiatique (O.T.A.S.E.) est, avant tout, une vue de l'avenir américaine pour l'époque du *shortage* définitif aux Etats-Unis. Mais ce plan n'est un secret ni pour Pékin, ni pour Moscou.

La Chine de Mao-Tsé-Tung tarde dans son développement faute de ressources énergétiques suffisantes ; ses 650 millions d'habitants sont répartis sur dix millions de kilomètres carrés. Ses efforts dans ce domaine sont appréciables ; en 1938, elle ne figurait pas sur les tablettes mondiales pétrolières ; en 1964,

elle s'ins
y compr
la houill
Le suc
que les
directes
la Chine
la derni
tement
pétrole
apparten
chinoise
au Laos
et en l
autant
dinaire
occiden
ves mo
de Nas
Le p

Pour
prêcha
che pé
1938),
mondi
vingt
de la
certai
pipe
en B
(Most
à Tri
saxon
occup
tière
Mo
man
taire
flotte
Amé
à le
des
voisi
pass
et a

elle s'inscrit pour 8 millions de tonnes en production indigène y compris un carburant de synthèse obtenu par distillation de la houille.

Le sud-est asiatique intéresse donc la Chine au même titre que les Américains pour s'assurer des ressources pétrolières directes sans passer par le bon vouloir de trusts. Le cas de la Chine est identique à celui du Japon qui négligea, pendant la dernière guerre, la Chine intérieure pour se diriger immédiatement vers la Birmanie et l'Insulinde pays producteurs de pétrole afin de contrôler des gisements de pétrole en exploitation appartenant aux Britanniques et aux Américains. La méthode chinoise est différente : Vietminh en Indochine (1), Pathet Lao au Laos, Vietcong au Vietnam, menées subversives en Thaïlande et en Birmanie... Bataille pour un empire pétrolier au moins autant que pour une idéologie ; elle est d'une importance extraordinaire pour les U.S. inquiets, d'autre part, de la tournure anti-occidentale prise par les pays arabes détenant 60 % des réserves mondiales de pétrole prouvées et qui, par l'intermédiaire de Nasser, glissent dans la zone d'influence soviétique.

Le pétrole, tel est le véritable enjeu de la bataille du Vietnam.

..

Pour accélérer l'évolution économique de l'U.R.S.S., Lénine prêcha l'électrification à outrance. Staline recommanda la recherche pétrolière. Avec 223 millions de tonnes en 1964 (contre 30 en 1938), l'U.R.S.S. s'est hissée au deuxième rang des producteurs mondiaux de pétrole. Malgré ses 230 millions d'habitants et ses vingt millions de kilomètres carrés de superficie, les restrictions de la motorisation particulière lui permettent de disposer d'un certain contingent à l'exportation. Elle organise un réseau de *pipe lines* (dans le cadre du *Comecon*) qui conduira le pétrole en Baltique, à Berlin, sur la frontière de l'Allemagne du sud (Most en Tchécoslovaquie) et, en combinaison avec les Italiens, à Trieste, en Adriatique via Vienne (Autriche). Bref, si les anglo-saxons pensent à leur pétrole, les Russes ont les mêmes préoccupations. D'où un pétrole devenant de plus en plus une « matière stratégique ».

Moscou n'ignore pas qu'après les minerais de fer, le pétrole manquera un jour aux Etats-Unis... qui deviendront ainsi tributaires des apports extérieurs effectués par voies maritimes. La flotte sous-marinière soviétique est la première du monde. Les Américains savent que la situation énergétique ne tourne pas à leur avantage. Leurs capitaux constituent 70 % de l'ensemble des investissements dans la recherche pétrolière du Canada, voisin mitoyen qui, de 870.000 tonnes de production en 1938 est passé à 37,5 millions de tonnes en 1964. Dans le même temps et après l'avoir combattu à boulets rouges, les pétroliers améri-

cains s'intéressent au pétrole de synthèse et ont obtenu la réouverture de l'usine expérimentale de Rifle (Colorado) qui doit permettre d'obtenir un carburant en partant des schistes bitumeux et des charbons maigres. Il y a longtemps que l'U.R.S.S. ajoute à sa production de pétrole naturel une douzaine de millions de tonnes de carburant de synthèse extrait de roches pétroligènes d'Esthonie.

Précisons que si le pétrole est remplacé un jour par l'énergie atomique, l'utilisation de cette dernière au stade individuel n'est pas prévue avant très longtemps. Ensuite, on tire des produits pétroliers plus de 3.000 succédanés divers qui laisseront au pétrole une nécessité industrielle de premier plan même en cas de substitution de carburant ou de remplacement du vieux moteur à essence par le moteur à air comprimé. L'actualité du pétrole ne s'éteindra pas de sitôt alors que l'Europe occidentale dépend à 90 % des produits pétroliers exotiques.



Tel est le drame qui met aux prises Washington, Pékin et Moscou. En 1956, le premier ministre britannique M. Antony Eden, disait que « l'Angleterre serait obligée de se battre pour le pétrole ». La vieille suprématie pétrolière anglaise a glissé dans les mains américaines, mais les intérêts des groupes pétroliers des deux pays sont étroitement solidaires que ce soit en Asie, en Afrique ou dans les Amériques. Ce qui explique certaines formes de la diplomatie internationale. Londres ne peut pas se séparer de Washington... qui constitue une sorte de paravent à ses propres intérêts.

La motorisation se développe partout ; les pays producteurs consommant de plus en plus de produits pétroliers auront des quantités disponibles à l'exportation de moins en moins fortes. Si la production mondiale actuelle marque une certaine abondance qui fait fléchir les cours, la production pétrolière dans dix ans demeure un objectif préoccupant. La Grande-Bretagne, pourtant deuxième productrice du pétrole du monde dit libre, se sent inquiète à son tour ; depuis deux années tout son territoire européen s'est couvert de permis de recherches pour tenter de trouver du pétrole *chez elle*, à l'abri de toutes interceptions maritimes éventuelles. Cet indice est capital dans les appréhensions d'un avenir pétrolier chargé de nuages. L'Aramco (américaine) abandonne peu à peu son exclusivité saoudite, chose impensable il y a seulement trois ans. L'Indonésie, qui possède le parti communiste le plus important du sud-est asiatique, a occupé administrativement les exploitations pétrolières anglaises et américaines. Quelque chose bouge dans le monde à l'insu des opinions publiques qui devraient être intéressées au premier chef puisqu'il s'agit du nerf-travail moderne.

L'Afri
relève
sation,
lions de
par les
mêmes

Main
ment d
est enr
La g

(1) S
Ho Ch
Améric
lui pe
Vietna

L'Afrique encore mal connue et peu exploitée prendra-t-elle la relève pétrolière de l'Asie? La question est en cours de réalisation, la réponse ne devrait pas tarder (Elle a produit 75 millions de tonnes en 1964). D'où l'intérêt porté au continent noir par les Américains, les Chinois et les Russes. En somme, les mêmes acteurs directs et indirects qu'au Vietnam...



Maintenant, vous savez exactement la raison du déclenchement de la guerre au Vietnam. Comme pour l'Algérie, le tout est enrobé dans de grands principes idéologiques.

La guerre du pétrole continue et elle n'est pas terminée.

Pierre FONTAINE.

(1) Selon le journaliste américain Hilaire du Berrier, ancien agent spécial, Ho Chi-minh, dans une prison chinoise en 1944, fut libéré à la demande des Américains qui le ramenèrent en Indochine et lui fournirent des armes pour lui permettre d'entamer sa guerre contre la France (Cf. *L'échec américain au Vietnam*, aux éditions de la Table Ronde).

Vingt ans de Droite en Italie

La guerre civile italienne qui eut ses deux pôles d'une part dans la R.S.I. de B. Mussolini au Nord et d'autre part dans la lutte aux côtés des troupes d'occupation ou dans la clandestinité dans presque tout le pays, ne se termina pas avec l'assassinat de Mussolini et le confus pouvoir « légal » des premiers jours de paix.

Ceux qui revenaient de l'un ou de l'autre côté ne s'étaient pas arrêtés devant le premier acte officiel et national du Référendum qui devait, dans une atmosphère équivoque, s'adjuger la République. Les idées pour lesquelles ils s'étaient battus dans la R.S.I., bien qu'ils sussent que désormais le sort en était jeté, ne pouvaient pas faire accepter, à qui avait survécu à ces vicissitudes, un arrangement qui était la résultante des « volontés en attente » des occupants. Elles ne pouvaient pas non plus, d'autre part, leur faire admettre que l'Italie et l'Europe entrent dans la sphère des intérêts d'Outre-Atlantique. Il y avait une réaction nette au communisme et à tout ce qui sentait l'américanisme. Mais il existait aussi l'accusation du nationalisme considéré comme un fait intimement lié au fascisme, et les dirigeants du pays n'écoutaient pas ce que des milliers de citoyens semblaient ressentir.

Au-dessus de la défaite, en vertu d'une bataille combattue sans espoir mais avec beaucoup de foi, le nationalisme essayait d'amener l'individu à englober les problèmes de la civilisation occidentale.

Et les premières polémiques vraiment âpres eurent lieu avec les soi-disant vainqueurs démocratiques, qui prétendaient parler de l'Europe, seulement parce qu'elle était en grande partie une Europe vaincue. D'autre part, ils ne pouvaient pas voir que l'idée nationale, dépassant le complexe de cette défaite, visait

au cont
Pour ce
et pass
lumière

Dans

pes que

dans d

le lanc

affiches

des pr

transm

Nous

dans le

de la

C'est

sèrent

d'Actio

une lu

mença

Mais

un pla

de fai

être r

Grazia

cette

réussi

quern

Cassil

défait

De

ment

factic

des i

tés p

polit

le fa

« le

inuti

bien

mem

mun

quel

été

dépr

« fa

en

N'o

« f

au contraire une Europe du respect, une Europe des valeurs. Pour ce motif, un certain nombre de personnes s'organisèrent et passèrent de la lutte clandestine à l'organisation en pleine lumière, pour une lutte sur le même plan, sur le même terrain.

Dans un premier temps, isolés, ayant plus le caractère d'équipes que d'une organisation politique, ces groupes s'employèrent dans des manifestations typiques de propagande fasciste, avec le lancement de tracts dans les théâtres et les cinémas, des affiches fascistes mises sur les édifices les plus représentatifs des principales villes, l'occupation de la radio de Rome pour transmettre l'hymne « Giovinezza ».

Nous assistons aussi à des actes de représailles, en particulier dans le Nord, contre des massacres perpétrés par des partisans de la résistance.

C'est pour cela qu'un certain nombre de personnes s'organisèrent et passèrent de l'organisation clandestine F.A.R. (Fasci d'Action Révolutionnaire) à l'organisation à ciel ouvert, pour une lutte sur le même plan que le régime des partis, qui commençait désormais à se dessiner.

Mais l'action continua dans un certain sens, même si sur un plan différent. On connaît, par exemple, la tentative bruyante de faire sauter le bateau-école « Christophe Colomb », qui devait être remis à la Russie comme réparation de guerre. Les jeunes Graziani et Dragani ne réussirent malheureusement pas dans cette tentative. Piero Buscaroli et Henri de Boccard, au contraire, réussirent à subtiliser le cippe qui rappelait, en Sicile, le débarquement des troupes américaines et la signature du pacte de Cassibile, un papier qui, pratiquement, marquait plus que la défaite des armes, la défaite morale.

De la clandestinité, voici donc que se forme le M.S.I. (Mouvement Socialiste Italien), que tout le monde accueille avec satisfaction ; mais, au même moment, beaucoup de protestations et des interpellations spéciales surgissent à la Chambre des Députés pour empêcher ce nouveau parti de prendre part à la vie politique. En fait, on essayait, dès lors, de frapper le M.S.I., en le faisant passer — ce qui aurait été anti-constitutionnel — pour « le parti fasciste reconstitué », mais les protestations furent inutiles, en partie parce que les jeunes qui y militaient avaient bien peu profité du régime passé ; au contraire, de nombreux membres du vrai régime fascistes étaient passés au parti communiste (n'oublions pas que le directeur en fonction il y a quelques années encore de l'« Unità », organe du P.C.I., avait été chef fasciste et avait écrit des livres racistes), ou étaient députés démocrates-chrétiens, socialistes. Il y avait moins de « fascistes » dans le M.S.I. que dans les autres partis. Beaucoup, en effet, avaient changé de bannière, reniant tout un passé. N'oublions pas que Nenni avait fondé en 1920 le siège du « fascio » de Bologne, que Fanpani avait été professeur de

mystique fasciste et ainsi beaucoup d'autres, parmi lesquels l'actuel Président du conseil Aldo Moro.

En même temps il y eut la répression et l'épuration sur tout le territoire national et comme l'apparat de la justice avait grandi exagérément pour les trop nombreux procès dans lesquels étaient mêlés beaucoup de partisans, survint l'amnistie Togliotti (qui était alors ministre de la Justice !) pour les crimes de la guerre civile.

Beaucoup de partisans purent ainsi, en sortant de prison, entrer dans les appareils bureaucratiques de l'Etat, laissés libres par les très nombreux fascistes épurés.

Entre temps trois journaux étaient nés : « La Révolte idéale » (titre tiré d'une œuvre historique d'Alfredo Oriani), « L'As de Bâtons » de Pietro Caporilli et « Le Méridien de l'Italie » dirigé par Franco de Agazio, qui sera ensuite remplacé par Franco Maria Servello, député du M.S.I., car le premier sera assassiné dans une embuscade après la parution, dans son journal, de toute une série d'articles sur l'arrière-scène de la lutte partisane.

Entre temps, le M.S.I. développait son organisation. Almirante en devient le secrétaire politique, tandis que Michelini représente le M.S.I. à l'étranger, et que Romualdi a la responsabilité de coordonner l'apparat et le s'occuper de la base à l'intérieur, ainsi que de la clandestinité de certains.

Pendant ce temps, d'autres groupes qui se reformaient pour des causes historiquement dépassées, comme les royalistes, se levaient faiblement. Parmi les autres mouvements citons le Parti Nationaliste de Patrissi et le Front des Italiens, qui eurent tous deux une existence très brève.

De toute manière le M.S.I. se substitua bien vite à ces petits regroupements. Enzo Erra, représentant de la jeune génération, sera un dirigeant des plus actifs.

Ces dirigeants du M.S.I. furent naturellement les anciens chefs du F.A.R. et parmi eux rappelons Giorgio Pini, Giorgio Almirante, Roberto Mieville, Giorgio Bacchi, Arturo Michelini, Messimo Aureli et Pino Romualdi ensuite jugé à Macereta où il sera défendu avec succès par l'avocat Iti Bacci de Fiume.

Romualdi deviendra ensuite directeur du quotidien du M.S.I. « Le Peuple Italien », et de la revue « L'Italien ».

Un autre dirigeant du M.S.I., Augusto de Marsanich, qui avait été sous-secrétaire au gouvernement avec Mussolini.

A côté de ces hommes que nous retrouverons dans toute l'histoire du M.S.I., à côté de Romualdi (condamné à mort par contumace et puis amnistié), se trouvaient donc des éléments encore jeunes, auxquels les premiers temps de la clandestinité avaient mûri l'esprit et le sens politique.

Ceux qui partiront d'abord ce seront Giorgio Pini, ex-rédacteur en chef du journal de Mussolini « Le Peuple d'Italie », Concetto Pettinato, spécialisé en Histoire Moyenâgeuse et célèbre jour-

naliste
« La
Voi
senta
Massi
Melou
En
intéri
plus
révol
jeune
D'a
lutte
« Le
Ta-P
adhé
sava
solie
avai
form
(une
les
E
pen
Nat
vell
d'A
S
Pét
For
/
C.I
qu
av
pa
et
m
F.
co
ci
fo
gl
et
di
p
N
n

naliste, Massimo Invrea, Codovilla, pour fonder un petit journal « La Première Flamme ».

Voici une première et brève liste des jeunes les plus représentatifs d'alors : Erra Rauti, Siena, Vitale, Furlanetto, Garufi, Massi, Melchiouda, Morrica, Fiorini, Accame, Sterpa, Dall Ougaro, Meloui, Pozzo, Petrounio, Buscaroli.

En principe, le M.S.I. doit nécessairement conserver une unité intérieure face aux autres partis politiques. Ceci était beaucoup plus facile à ce moment-là car c'était un mouvement de cadres révolutionnaires unis par l'action et comprenant beaucoup de jeunes.

D'autres journaux paraissaient pour encadrer certains types de lutte : « Le Défi » dirigé par Enzo Erra et Egidio Sterpa, « Le rouge et le Noir » dirigé par Alberto Giovannini, « Ra-Ta-Plan », « Contremémorial », de Spoupanato. Le nombre des adhérents augmentait continuellement. Les forces politiques savaient désormais qu'elles avaient à faire à un mouvement solide et qu'elles ne pouvaient pas l'ignorer. Les derniers qui avaient quitté « L'homme quelconque », parce qu'il s'était transformé en Front Libéral Démocratique de l'Homme quelconque (une sorte de poujadisme *ante-litteram*) pour la polémique sur les fascistes, vinrent renforcer avec autorité les files du M.S.I.

En 1949, le M.S.I. avait créé, comme premier organisme indépendant du mouvement le F.U.A.N. (Front Universitaire d'Action Nationale), dont les premières sections furent le groupe « Caravelle » de Rome, « Révolte Idéale » de Naples et « Gabriele d'Annunzio » à Pérouse.

Ses fondateurs étaient Luciano Bassi, Angelo Nicosia, Franco Pétronio et Mario Tedeschi auxquels s'unit par la suite Edoardo Formisano.

Après la fondation des N.A.D.A.S., qui bien vite devinrent C.I.S.N.A.L., sigles qui appartiennent à l'organisation syndicale qui aurait dû engager une lutte dans le milieu ouvrier, nous avons en 1913 la fondation de l'A.S.A.N. « Jeune Italie » fondée par Fausto Belfiori, Fabio de Felice et Fausto Gianfranceschi, et qui, elle aussi, aurait dû engager un certain type de lutte mais dans le milieu des jeunes des écoles. Les deux organisations F.U.A.N. et « Jeune Italie » obtinrent tout de suite beaucoup de consentements dans l'opinion publique, surtout pour la participation aux manifestations de Trieste, l'année même de sa fondation. Deux de ses militants furent tués par la police anglaise, et beaucoup furent blessés, parmi lesquels Cesare Pozzo et Fabio de Felice. En 1949 on peut immédiatement former une direction centrale de la jeunesse avec de nombreux dirigeants, parmi lesquels Mieville, Ciammaruconi, Tripodi, Erra, Caradonna, Nicosia et puis de nouveaux Caradonna.

Parmi les dirigeants de la jeunesse pendant cette période nous avons aussi : Adriana Palomby, Mario Pucci, Ventra, Casa-

lena, Gamba, Delfino, Brandi, Rao, Tricoli, Gordi, Gimignani, Vassallo, Marcelli, Ribotta, Zoughi, Loredan, Fascari, d'Agata, Fiuzi, Cesarini et Bondioli.

Les partis au pouvoir, n'ayant pu obtenir la dissolution du M.S.I., cherchèrent à compromettre l'organisation en frappant sa classe des dirigeants de la jeunesse par l'accusation des actes commis par les F.A.R. Nous sommes en 1950 et la police politique du ministre Scelba fait arrêter 300 jeunes. Ils sont accusés d'avoir fait exploser des bombes aux sièges de certains partis de gauche et les arrestations touchent aussi les organisations parallèles telles que la F.U.A.N.-Universitaire et « Jeune Italie », qui avaient été créées l'année précédente. Il ne faut pas oublier que le Ministre Scelba était inquiet de la force que le M.S.I. prenait avec ses idées accueillies avec enthousiasme par le public, surtout pour la situation particulière où se trouvait la ville de Trieste qui, restant sous l'administration anglaise, n'était pas rendue à l'Italie.

Dans un livre « Fascistes après Mussolini », Henry de Boccard retrace très bien cette période. Dans ce climat (primaient) Pino Romualdi qui avait été sous-secrétaire du P.F.R. (Parti Fasciste Républicain) au temps de la R.S.I.; Gianfranco Finaldi, un jeune réfugié du Nord qui avait commencé à écrire en prison, où il avait été finir, accusé de collaboration, les « Théories des révolutions » (un livre qui restera inachevé). Nous le trouverons ensuite directeur de « Croniques » et puis sous-directeur du « Miroir »; Mario Tedeschi auteur de différents rapports sur le communisme alors qu'il était encore interdit d'en dire du mal, et qui, ensuite, pris par Longanesi, dirigera pendant plusieurs années « Il Borghese »; Henry de Boccard, dont nous avons déjà parlé, représentait dès lors un brillant espoir littéraire avec Mario Castellacci qui avait donné le meilleur de lui-même dans une chanson que tous les combattants avaient chantée : « Les femmes ne nous aiment plus car nous portons la chemise noire... »; Egidio Sterpa, lui aussi journaliste connu auteur de divers essais et maintenant directeur du « Courrier Lombard » de Milan, Fabio Lonciari, Arturo Bellissimo, président actuel de la « Jeune Italie », Paolo Andriani et Clemente Graziani, actuellement dirigeants de « l'Ordre Nouveau ».

Au procès tous ceux-ci furent accusés et parmi eux Julius Evola qui, avec ses écrits, avait souligné les thèmes intéressants de sa doctrine et avait enflammé cette jeunesse qui lutte. Et le 10 octobre 1951, à la Cour d'Assises de Rome s'ouvre ce qu'on appellera plus tard « le procès des 36 » car beaucoup d'autres avaient été relâchés peu de temps après. On soutenait que les F.A.R. existaient encore et que donc, le M.S.I. devait être dissout pour « tentative de reconstitution du Parti Fasciste » lequel, selon la nouvelle constitution était accusé pour activités « illégales ».

A eux
pire ». C
meilleurs
ouveau
l'intérie
tte cont
Julius E
était, da
quement
énalistes
fense —
sant. Au
S.I. « l
sur « l
quittés
ment sa
classe
bins int
Le M.S.I.
tous, et
elles sur
ants son
es de l'
avance
es en p
classe
opter se
'est en
un con
me il
al avec
M.S.I.
e grosse
rifiera
parce q
a va. M
titulaire
s-secrét
du secon
De M
tous,
ssance
aussi d
re avec
o Latar
a droit
to Erra
« soci

A eux fut ajouté le groupe des membres de la « Légion noire ». C'est dans cette élite d'accusés — puisqu'il s'agit des meilleurs jeunes du M.S.I., dont certains formeront l'« Ordre nouveau » — que Pino Rauti (recueillera) les jeunes, d'abord l'intérieur du mouvement et plus tard à l'extérieur et en partie contre lui.

Julius Evola était parmi eux. Il fut transporté, infirme comme il était, dans la salle du tribunal et accusé d'avoir inspiré idéologiquement tous ces jeunes et le Mouvement. Un des plus grands (fascistes) italiens, Carnelutti, s'offrit gratuitement pour la défense — son plaidoyer — contre le délit de l'opinion fut retentissant. Aujourd'hui encore Evola écrit dans le quotidien du M.S.I. « le Siècle de l'Italie », sur « L'Italien » de Romualdi sur « Le National » de Gray. Toutefois, tous ceux-ci furent quittés pour manque de preuves à leur charge, et cet acquittement sauva aussi bien les accusés que le M.S.I. qui voyait sa classe dirigeante commencer un nouveau cycle de lutte non moins intéressant.

Le M.S.I. devient alors un véritable parti d'opinion ouvert à tous, et cela n'arrive pas sans avoir les conséquences habituelles sur l'équipe même de la direction. Beaucoup de dirigeants sont séduits par le jeu parlementaire et par les perspectives de l'union des forces nationales ; ils voient avec sympathie les avances faites par la vieille droite traditionnelle, les royalistes en particulier, si bien qu'on eut très vite à l'intérieur de la classe dirigeante des divergences soit pour la politique à adopter soit sur l'attitude à prendre.

C'est en 1951-52 que la polémique sur les royalistes se traîne à un congrès national du M.S.I. On retient effectivement, comme il en sera ensuite pour peu de temps, que l'accord électoral avec les royalistes élargit le terrain de lutte et les succès du M.S.I. Pour ce jeune parti, avec tous ses députés, ce fut une grosse pillule à avaler, si bien que, pour ces perspectives il attirera certains éléments précieux. Le courant « milaniste » parce que ses représentants étaient presque tous de Milan — à l'exception de la va. Même le professeur Ernesto Massi, Légionnaire de Fiume titulaire de géo-politique à l'Université de Milan et jusque-là secrétaire du M.S.I. avec Michelini, s'éloigne.

Le second congrès du M.S.I. de 1949 Almirante est remplacé par De Marsanich, mais ce dernier, même s'il jouit du respect de tous, a une certaine difficulté à se maintenir face à la concurrence au sein du Mouvement, d'une droite, d'une gauche et aussi d'un centre modéré, déjà de tendance antirévolutionnaire avec à sa tête Arturo Michelini, Nino Tripodi et Domenico Latanya.

La droite révolutionnaire était représentée par Pino Romualdi, Roberto Erra, Pino Rauti, Ernesto de Margio. Alors que la gauche, dite « socialiste » est représentée par Palamenghi-Crespi, Bacchi,

Massi, Brocchi, Marotti, Delfino, Mosillo, Moricca, qui se retrouveront dans le journal « Nous » de Bruno Spanpanato. C'est à cette époque que se dessinent les courants, dans un certain sens voulus par de Marsanich, pour montrer justement que le M.S.I. était tellement solide qu'il pouvait même se permettre le luxe de soutenir les courants.

Les tendances, ensuite, seront pratiquement toujours les mêmes si deux seulement s'affrontèrent, c'est-à-dire : d'une part le mouvement révolutionnaire (jeune) de droite, de l'autre soi-disant gauche socialiste.

La droite a presque toujours soutenu Micheline dans la lutte contre la gauche pour laquelle, ensuite, elle s'est toujours sacrifiée aux accords survenus de la part du centre.

Tous soutenaient la validité d'un certain type d'action politique à l'intérieur du système démocratique. La droite était inspirée par l'œuvre politique, philosophique et historique de Julius Evola avec certains disciples de Giovanni Gentile (le philosophe assassiné par les partisans communistes à Florence en 1944) mais la majeure partie était pour Evola, et ses disciples appelés « fils du soleil », se qualifiaient d'antidémocratiques. Une déclaration de Pino Rauti fit écho quand il définit, dans le congrès du M.S.I., la démocratie comme « la (syphilis) de l'esprit ».

Evola — auteur de nombreux volumes publiés de 1923 à nos jours, parmi lesquels le principal était « Révolte contre le monde moderne » — avait écrit en 1949 « Orientations », un opuscule publié par épisodes sur « Imperium » de Enzo Einaudi et en 1953 « Les hommes et les ruines ». Politiquement il se tenait des positions fascistes seulement en tant qu'elles représentaient dans le fascisme, la réapparition des principes traditionnels.

Dans ces deux premières œuvres d'après-guerre, Evola s'adressait à la jeunesse du M.S.I. plus qu'une orientation politique, une « Weltanschauung », un mode particulier d'être et d'agir. Il est intéressant de relever comment la préface des « Hommes et des ruines » a été confiée au Prince Borghese, héros de la guerre, presque avec l'intention d'unir à la force de la tradition et l'aristocratie guerrière. Quant aux théories de Giovanni Gentile, il faut dire que le philosophe s'était inspiré de Mussolini même pendant les jours de la défaite, dans la lutte mais sur son idéalisme il y avait eu durant plusieurs années une âpre polémique, au sujet de laquelle avait pris position même la revue digne de foi des jésuites, éclaircissant certains points obscurs par la plume du Père Riccardo Lombardi. Gentile était surtout célèbre pour la « Doctrine du Fascisme », qui, avec « La Carte du Travail » voulue par Mussolini et « La Carte de Gabriele d'Annunzio, pouvait être considérée comme le pilier de l'Italie du xx^e siècle.

De Gentile, nous voulons rappeler l'œuvre écrite peu de temps

avant d'être tué ; « Genèse et structure de la société », où il examine avec pénétration et clarté les thèmes essentiels et les problèmes urgents de la vie de l'homme contemporain, thèmes profondément liés au destin de notre civilisation et de notre culture. Pour Gentile la philosophie ne fut jamais un stérile exercice académique, mais une œuvre d'esprit née d'un intérêt vital et destinée à susciter de vifs intérêts. Sont restées célèbres les polémiques avec Benedetto Croce, qui fut plus historiographe que philosophe et studieux de la problématique historique. Mais revenons à notre étude dans un sens plus strictement politique.

Le procès des F.A.R. avait eu comme conséquence de provoquer indirectement l'interdiction du 3^e Congrès du Mouvement, qui devait avoir lieu à Bar. Il fut repris en juillet 1952 et marqua une nouvelle orientation vers la politique active. Le fait que le M.S.I., sans que ce soit nécessaire, se proclama républicain et s'allia aux royalistes, resta célèbre. On espérait encore à cette époque une conquête légale du pouvoir.

Les élections d'avril sont un succès et les députés augmentent en nombre, même si les résultats seront affaiblis par beaucoup d'annulations.

De nombreux membres, connus, avaient l'interdiction de parler en public, de se présenter candidats, de voter et d'écrire. L'épuration avait agi en discriminant des centaines de milliers de citoyens au nom de la liberté. Les discours interdits du Maréchal d'Italie Rodolfo Graziani, ex-chef des forces armées de la R.S.I. et une des figures les plus légendaires d'Afrique, et du prince Valerio Borghese, un autre héros célèbre et commandant de la X^e flotte M.A.S. Toutefois, De Marsanich, peu de temps après, démissionne. Il est remplacé par Michelini qui représente l'aile conservatrice du parti et Graziani et Borghese sont nommés présidents honoraires.

Le cabinet de Michelini durera sans interruption jusqu'à nos jours. Ainsi de 1951 à 1956 le M.S.I. aura un temps mort pour la politique et surtout pour les alliances parlementaires et les petits jeux politiques. Voulant former un Front National avec toutes les forces de droite, il se verra refuser la participation des libéraux, tandis que pour les royalistes qui s'étaient divisés en deux partis distincts, une seule aile adhéra au programme. 1956 est une période d'arrêt pour les résultats pratiques insuffisants qu'obtient le M.S.I., et la droite révolutionnaire divisée tente alors, une dernière fois à Milan, d'entrer en possession du parti et d'étendre inconsidérément les alliances sur toute la droite politique italienne pour donner le dernier assaut au parlementarisme et amener la Démocratie Chrétienne face au dilemme avec le P.C.I. Beaucoup d'amis et de dirigeants attendent à un acte décisif de la part de ces assises. Michelini, grâce à Romualdi et Erra l'emporte avec sept voix. Il

s'installe dans le cabinet, mais appelle peu après les opposants à se partager le pouvoir à l'intérieur du parti. C'est ici que la branche de Erra, qui s'affaiblira par manque d'efficacité, cède le Mouvement National Italien (M.N.I.), qui aurait voulu donner la possibilité à un large front (y compris l'autre branche royaliste qui n'avait pas fait bloc avec le M.S.I.) de présenter une équipe à opposer à la D.C. Pourtant, Enzo Erra échoue dans sa tentative et se retirera de la vie politique tandis que Nicola Foschini, l'un des dirigeants, élu député, passera à la Démocratie X^e.

Le seul qui fasse exception, c'est Pino Rauti, avec « Ordre Nouveau ». Ce groupe est surtout lié aux divers mouvements semblables en Europe et développera son action sur le plan européen. Toutefois, lui aussi, avec Erra et certains autres s'était mal tiré d'une expérience « démocratique » et, après avoir participé sans succès aux élections politiques de 1953, s'était voué seulement et exclusivement à son groupe. Pendant ce temps la « Jeune Italie » avait mené, avec son équipe, une importante opération activiste. Rappelons qu'avec son Président Angelo Nicosia, il y avait une direction nationaliste composée de Paolo Bartoli, Sergio Barouci, Gino Raguo et Aldo Diamanti. La rébellion du 13 mai 1958 en France impressionne beaucoup les dirigeants du M.S.I. et tous les groupes analogues. Et, plus que tout autre mouvement européen, le M.S.I. sympathise dans la mesure où il voyait des conséquences politiques possibles au sein de la politique italienne. Mais la montée au pouvoir de Ch. de Gaulle fut mal interprétée. En France aussi beaucoup furent trompés par cette nouvelle situation qui se formait et qui était interprétée comme le signe d'une révolution nationaliste. Soudain le M.S.I. fit sienne la cause de la bataille des nationalistes français, des « Comités de Salut Public » et puis, secrètement, de l'O.A.S. Entre temps certains groupes sont créés en dehors du M.S.I. et même s'ils font une certaine opposition il maintiendront toujours des liens avec quelques dirigeants du M.S.I. Rappelons le groupe de Tivoli de Renzo Toni, l'Avantgarde Nationale de la Jeunesse (A.N.G.) de Stefano des Chiaie qui, récemment, avec une initiative louable, a joué « Bérénice » de Brasillach, La Jeunesse Méditerranéenne de Gino Raguo et d'autres encore dans le Nord de l'Italie.

A l'Université de Rome sera créé le groupe « Barbarossa » dirigé par Giulio Maceratini qui deviendra ensuite l'un des dirigeants les plus en vue d'« Ordre Nouveau ». Toutefois, le F.U.A.N., dirigé par Franco Petronio, se distinguera par l'occupation du siège de l'organisme représentatif en signe de protestation contre Debré qui, venu à Rome, représentait l'Algérie Française.

En attendant, « l'Italien » est saisi pour avoir publié un numéro spécial sur les Européens massacrés en Algérie.

Mais la situation reste confuse sur les affaire franco-algériennes. Nombreuses sont les voix contradictoires qui parviennent de France et les éléments les plus étranges viennent prendre des contacts en Italie.

Pendant ce temps les F.N.G. (Formations Nationales de la Jeunesse), formées depuis peu, ont adopté la Croix Celtique avec l'Ordre Nouveau. Aussitôt apparaissent sur les murs de Rome, Florence, Naples et Bologne des : Vive l'O.A.S., Vive Argoud, Vive Salan. Ce nouveau groupe, dirigé par Alberto et Angelo Rossi, se distinguera par une Messe organisée pour Bastien-Thiry, Messe qui est interdite, parce que le martyr français est considéré « dangereux pour l'ordre public ». Les F.N.G. perdant ce jour-là sept dirigeants qui seront arrêtés par la police. Un manifeste de protestation pour l'inadmissible interdiction d'une Messe (alors qu'elle avait été accordée peu de jours avant pour l'assassin Grimou) sera lui aussi interdit à l'affichage. Les F.N.G. firent ensuite remarquer dans une manifestation avec Giulio Caradonna à Florence contre le maire La Pira, progressiste, et puis à Bolzano. A Rome surtout contre les films pornographiques de Pasolini, l'un des intellectuels communistes les plus en vue avec Moravia, et contre l'éditeur Einaudi qui avait présenté un livre blasphématoire contre la religion et contre l'Espagne. Ainsi se développeront d'une part les groupes universitaires d'Ordre Nouveau tandis que l'on voit naître sur l'initiative d'un jeune de Turin, Pierfranco Bruschi, l'organisation « Jeune Nation », qui prenait le nom de l'entête du journal lié aux F.N.G. et dont il ne sortit que deux numéros.

Avec « Jeune Nation » on avait voulu créer, sur un plan journalistique, un nouvel esprit de lutte européenne pour déterminer, avec les événements de France et d'Algérie, un nouveau courant de politique de la jeunesse en Italie.

Pierfranco Bruschi, qui prendra de l'importance sous la protection de l'organisation belge « Jeune Action », saura tirer avantage, pendant cette période confuse, des manifestations que les F.N.G. organiseront dans différentes régions de l'Italie étant donné que, aussi bien les tracts que les slogans sur les murs sont signés F.N.G. « Jeune Nation ».

Entre-temps, depuis l'avis gouvernemental sur l'évolution prévisible de l'Elysée, c'est-à-dire en 1959-60, le M.S.I. connaît une nouvelle division, entre ceux qui sont favorables à de Gaulle — et n'oublions pas qu'au temps des R.P.F., les gaullistes, et le même Malraux, dit-on, avaient établi des contacts continus avec le Mouvement — et ceux au contraire qui penchaient vers les activistes.

Cette position sert surtout à une polémique interne sur le manque d'autorité de l'Etat, et à polémiquer, hélas combiennement, au sujet des idées qui se formaient sur la nécessité d'une ouverture à gauche. Ces derniers, nombreux, et qui sont

désormais les seuls à avoir vraiment des jeunes, ne s'en tiennent pas au stade des intentions. S'il y eut quelques initiatives, elles furent personnelles et ne vinrent pas du M.S.I.

En 1960, le député sicilien du M.S.I. Filippo Anfuso, ex-ambassadeur à Berlin et écrivain (en prison à Paris il avait connu aussi Benoist-Méchin), un des meilleurs orateurs de la Chambre des Députés, qui mourra en 1963 alors qu'il parlait dans la salle de la question de Berlin, se rendra à Paris pour y rencontrer Jacques Soustelle et quelques autres parlementaires partageant les mêmes idées ; puis à Madrid, où il était allé souvent, comme ami personnel du Ministre des Affaires Etrangères et du général Franco, pour y rencontrer Lagaille, le général Salan et Serrano Suner.

Mais on ne put aboutir à des résultats positifs. De plus, dans le M.S.I., on ne sait pas très bien comment, peut-être pour une petite vengeance, le rapport Anfuso sortit du secret et un journal communiste en publia le texte, accusant Anfuso et le M.S.I. de tenter un coup d'Etat avec l'aide des révolutionnaires français.

Durant le putsch manqué de décembre 1960, il faut noter aussi que des rapports avaient été établis entre le colonel Godard et le M.S.I., Pino Romualdi est accusé publiquement de créer des liens avec les dirigeants de l'O.A.S. et de les protéger.

L'organisation F.N.G. qui continue à assumer la part active de l'opération, se charge de soutenir la politique de l'« Algérie Française », mais presque toujours à titre personnel. Certainement, parfois ces contacts furent pris sans distinguer ni connaître, comme l'a justement dit Fabrice Laroche, « ce que représentaient réellement tant sur le plan du potentiel que sur celui des idées, les hommes de l'O.A.S. ».

A la base du Mouvement, la politique française eut d'autres répercussions : en particulier l'influence très nette exercée sur les militants italiens par des organisations françaises qui combattaient pour l'Algérie Française. La croix celtique, comme nous l'avons dit, fut choisie par certains groupes de jeunes, directement à cause de leur adoption, à ce moment-là, par des nationalistes français. En même temps des œuvres de Paul Sérant, Henry Coston, Maurice Bardèche et de quelques écrivains de la jeune droite sont commentées en Italie. Tout cela grâce aux initiatives de Guido Giannetini, un journaliste dissident du M.S.I., qui devait être arrêté en 1961 à Madrid avec Pierre Lagaille, Orsiny et Argoud.

En 1960 se constitue un nouveau groupe de dissidents autour du général Arconovaldo Bonaccorsi (héros de la guerre d'Espagne), qui s'appellera « Parti Populaire Italien » mais qui disparaîtra prématurément. De toute manière, seulement une dizaine de personnes y avaient adhéré.

A cette époque la « Jeune Italie » et son journal « Action »

encadra
moment
toute la
le F.U.A
initiativ
tefois à
Peu à
plus ac
sation,
jours p
de ces
Italie »
la seule
dans le
Maria
le jour
loin, a
Ainsi
les jeu
las, sui
rien de
Le M
daires,
trouve
vient
tienne
tration
section
même
réconf
taire,
En
peut
20 ans
Pres
boren
camp
financ
facile
Tou
désigr
presq
Natio
verse
aussi
nemen
indus
partie

encadraient les étudiants à l'âge de 14 ans jusqu'à la maturité, moment où ils entraient dans le F.U.A.N., qui les suivait pendant toute la période universitaire. Avec Petronio, on distingue, dans le F.U.A.N., Giorgio Torchia et Raffaello de la Bona pour diverses initiatives dans le domaine culturel. De la Bona succèdera toutefois à Petronio en 1964.

Peu à peu la « Jeune Italie » apparut comme la partie la plus active et influente, tant dans l'action que dans l'organisation, à tel point que ses effectifs viendront se substituer toujours plus au regroupement de jeunes du M.S.I. et beaucoup de ces jeunes préféreront travailler au sein de la « Jeune Italie ». Un des derniers présidents ce fut Messimo Anderson qui, la seule fois où il prit position contre Michelini en se mettant dans le courant d'opposition avec Ernesto de Marzio et Ezio Maria Gray, fut remplacé. En 1963, vers la fin, il se mit dans le journal d'opposition « La Place » dont nous parlerons plus loin, avec Almirante et Turchi.

Ainsi, comme le parti se divisait pour des querelles internes, les jeunes eux aussi se divisaient. Cette fois, même les jeunes, las, suivaient l'un ou l'autre courant, sans pratiquement exprimer rien de nouveau ni d'un côté ni de l'autre.

Le M.S.I. qui, jusque-là, n'avait subi que des dissensions secondaires, qui n'aboutissaient jamais à la rupture du parti, se trouve cette fois-ci presque cassé en deux. Malgré cela, il parvient encore à avoir un million et demi de voix qui le maintiennent au rang des partis parlementaires avec une administration, une bureaucratie, des cadres, une organisation et des sections presque dans chaque province et commune. Le chiffre, même s'il paraît élevé, ne constitue toutefois pas un élément réconfortant, puisqu'il n'a aucune possibilité d'action parlementaire, sauf pour de rares exceptions.

En effet, en Italie le système parlementaire a un succès qui peut s'expliquer, à la base, par un contraste ressenti après 20 ans de fascisme et qui, en tout cas, a pris valeur d'institution.

Presque tout le monde a une carte du parti, et beaucoup collaborent activement, de différentes manières, surtout pendant les campagnes électorales. Cette interprétation explique ainsi le financement des grands partis, sur l'origine desquels il est facile de s'informer.

Tous les partis ont leurs banques et leurs groupes financiers désignés. Le M.S.I., par l'entremise de Arturo Michelini est presque exclusivement financé par Confindustria (Confédération Nationale des Industriels) — patronat privé qui de temps à autre verse aussi des subsides à diverses branches de l'opposition, aussi bien de droite que de gauche, souvent pour le rançonnement que la C.G.I.L. communiste (syndicat ouvrier) fait aux industriels au moyen des organisations de grèves. Une grande partie des financements était destinée, à l'époque de l'E.N.I. de

Enrico Mattei, et encore aujourd'hui, en même temps qu'au Parti Social-démocratique et au Parti Radical, à l'aile gauche de la Démocratie X^e.

La moitié du bilan du Parti Socialiste de Nenni est assurée. L'autre moitié est fournie par des groupes financiers du P.C.I. : coopératives, sociétés d'exportations, dont le communisme italien est très organisé.

Voici donc comment s'explique la récente division du Parti Socialiste, dont une partie, par l'opération de « l'ouverture à gauche », s'en est détachée pour former un autre groupe. Mais toutefois, Mattei a parfois été généreux aussi envers les royalistes auxquels il a donné des financements jusqu'à ce qu'un des leaders, Achille Lauro, pour ne pas avoir eu la concession du transport du pétrole E.N.I., a commencé lui aussi une forte campagne politique et journalistique contre l'Ente.

De toute manière l'histoire de la droite continue et, arrivée de nos jours, parvient, nous croyons, à ses derniers battements.

Au congrès de Rome de 1963 certains députés et dirigeants du M.S.I. qui, encore quelques mois auparavant faisaient partie de la direction du parti avec des charges importantes et propres à certains secteurs, donc sous la dépendance des directives du secrétaire de Michelini, se détachent pour constituer un courant d'opposition à la tête duquel se placent Almirante et Turchi (qui, peu avant le congrès, avait vendu « Il Secolo d'Italia » à Michelini, pour 156 millions de Lires, ce qui représentait sa part des 40 % d'apport, car l'administration était depuis longtemps gérée avec les 60 % au moins du secrétaire du Parti).

Turchi n'avait pas voulu que ce chiffre figurât dans les classes de la cession, mais il avait demandé qu'on y marquât, même si cela ne devait pas correspondre à la vérité, qu'il en avait été le fondateur. Venaient aussi ensuite De Marzio, animateur du « Centre de vie Italienne » (qui a maintenant cessé son activité), Franco Maria Servello, député de Milan et lié à l'Assolombarda (section lombarde de la Confindustria), Raffaele Delfino, du Cabinet de la Chambre des députés, Angioy député au Parlement Européen, Ezio Maria Gray directeur du « National » et ex-président du Sénat pendant le fascisme.

Beaucoup d'entre eux, comme on pourra le remarquer, se trouvaient ensemble, même si de tendances diverses, dans une lutte contre... pour une tentative de renouveau, qui devait ensuite s'avérer plus qu'un changement véritable, une substitution d'hommes. De Marzio et Gray qui avaient fait partie de la droite révolutionnaire et Almirante, Turchi et Delfino de la gauche « sociale ». Ils étaient avec Michelini, non pas tant par fidélité... que parce qu'ils reconnaissaient, comme ils l'affirment encore, qu'il représentait, à ce moment-là, un état de nécessité du parti ; Pino Romualdi sous-secrétaire du P.F.R. et directeur de « l'Italien », Filippo Anfuso, ambassadeur à Berlin, écrivain

et o
vain,
taire
Le
qui,
sans
une
l'aut
Le
tion
Ré
tion
un a
Mi
rant
du
Dire
des
enco
Cent
De
siti
Con
crat
desc
Au
son
qui
M.S
ram
De
cati
Plac
qui
de
C
avo
cré
lis
sub
dan
ser
cho
L
sur

et orateur célèbre, Alfredo Cucco, homme de Sciences et écrivain, et Gastone Nencioni, avocat, journaliste et l'un des propriétaires de « Borghese ».

Le seul qui resta sans prendre position, ce fut De Marsanich qui, avec l'idée de faire plaisir, donnait la possibilité, en réalité sans bénéfice ni dégât pour les deux tendances, de développer une polémique sur son nom qui, aussi bien d'un côté que de l'autre, avait un seul mérite, celui d'être respecté pour son passé.

Le courant Michelini gagna largement le congrès et l'opposition continue sa lutte avec le nom de « Renouveau ».

Récemment, toutefois (beaucoup ont soutenu qu'une opposition au M.S.I. ne dura jamais plus de 6 mois !) on parvint à un accord et au retour des opposants.

Michelini a actuellement négocié la liste des noms qu'Almirante lui a présenté pour les faire entrer au Comité Central du M.S.I., un des organismes les plus importants, après la Direction Nationale et l'Exécutif. Ce Comité Central qui, à cause des exigences du parti, s'est dévalué toujours plus, sera donc encore une fois élargi et il en résultera le plus grand Comité Central que l'Histoire puisse se rappeler.

Depuis plusieurs années, effectivement, n'importe quelle opposition qui traite un retour, le traite sur le plan des places au Comité Central car en ce lieu elle a certaines garanties démocratiques de vote, de discussions, et la seule aspiration semble désormais s'être réfugiée là.

Aux opposants de bonne foi, qui ont suivi toutes ces personnes, il ne reste qu'à attendre que le « mélange des cartes », qui est sans doute aussi le mélange des ambitions, amène le M.S.I. sur des positions de faillite, pour pouvoir éventuellement ramasser l'héritage et se reformer sur de nouvelles bases.

Du courant dissident, il n'est resté aujourd'hui que la publication d'une feuille de papier, à la place du journal « La Place », qui ne sort plus. « Ordre Nouveau » est le seul groupe qui est resté en dehors, en attente, même s'il avait la possibilité de s'emparer du courant Almirante et Turchi.

Comme nous l'avons vu, ces vingt ans de batailles que nous avons exposés le plus succinctement possible, n'ont servi qu'à créer des jeunes qui se sont distingués ensuite dans le journalisme et les professions libérales. La droite qui a, plus ou moins, subi l'influence du M.S.I., est restée lettre morte et s'est vidée dans une action politique qui trouvait sa fin en elle-même, et ne sera peut-être utile que si une crise profonde porte le pays à des choix décisifs.

L'Italie attend, comme toujours, que la politique étrangère surtout l'influence et la contraigne à poser cartes sur table.

Gianni MONETA.

La première Internationale

Le 28 septembre dernier, l'Association internationale des Travailleurs avait cent ans.

Nous nous serions attendus à de plus grandes manifestations de la part de ceux qui font profession de s'en réclamer.

Elles se sont faites avec une telle discrétion, si peu dans leurs habitudes, que nous pouvons pratiquement dire que cet anniversaire est passé inaperçu.

Peut-être y aurait-il une raison et pour ceux qui font du mauvais esprit, toutes les suppositions sont permises.

Une constatation a été faite, qui peut paraître étonnante : l'histoire complète de la première internationale n'a jamais été écrite.

Nos marxistes qui ne manquent pas d'historiens pour vanter leur Dialectique, célébrer leurs précurseurs et leurs martyrs, ne sont donc pas pressés d'écrire celle-là ?

Trouveraient-ils par hasard ce terrain glissant et impropre à la manœuvre ?

Nous pouvons être assurés d'une chose :

Si Marx avait été le vrai fondateur de l'Association, et si elle ne lui avait donné que des satisfactions, chaque militant en posséderait en belle édition, l'histoire complète.

De même que tout problème doit être repris à sa base et ses données vérifiées, il serait bon de revoir de plus près les origines de l'Association.

Pour cela il est utile de consulter ceux qui l'ont créée ou qui ont assisté à ses débuts, car rien ne serait plus faux de tirer des conclusions établies sur les témoignages de ceux qui ont intérêt à ce que nous n'y regardions pas de trop près.

Si la première internationale a été à son départ, la première tentative « pour aider le prolétariat à conquérir pacifiquement, légalement et moralement la place qui lui appartient », nous ne voyons pas en quoi un « nationaliste » y trouverait à redire.

Pourquoi donner à Marx le mérite de sa fondation, alors qu'il n'a rien fait pour la créer ?

Pourquoi ne pas lui attribuer toutes les idées sociales depuis l'antiquité, toutes les œuvres de philanthropie et de charité ?

Beaucoup de gens avaient pensé à une « société universelle » mais tout restait à l'état de projet. Il a fallu qu'un petit groupe d'ouvriers français et anglais en prenne l'initiative peut-être un peu plus pressé que les théoriciens, de la voir aboutir.

Elle a été créée pour être « une société d'étude et par une nouvelle charbonnerie », suivant le mot d'Henri Tolain, un de ses principaux fondateurs.

Une fois née, l'intérêt de son existence n'a échappé à personne, et chacun a proposé ses bons offices.

Des hommes aussi différents que Napoléon III, Mazzini, Marx, Blanqui et Bakounine ont tenté, plus ou moins de s'en emparer ou d'y faire sentir leur influence.

Trop composite, et par là même trop fragile pour résister à leurs tiraillements, elle a eu une brève existence.

Elle a connu plusieurs phases souvent contradictoires et a tenté d'unir les idéologies les plus opposées. Au point qu'elle peut être l'ancêtre et tous les mouvements socialistes du monde, même s'ils ignorent ou renient cette parenté.

Aucun malgré cela ne peut la revendiquer entièrement pour lui-même. Si Marx avait été assuré de la conserver pour lui seul, il ne l'aurait pas expédiée à New-York pour s'en débarrasser comme d'un colis encombrant.

Son étude réserve des surprises et on y trouve des mots étonnants comme celui-ci, prononcé au premier congrès par les membres de la section parisienne :

« Partisans de la liberté, nous déclarons protester contre tous les despotismes, condamner et réprouber énergiquement l'organisation et les tendances sociales du despotisme russe, comme devant conduire infailliblement au communisme le plus abrutissant ».

Si Marx peut, de nos jours encore, jouer à la grande figure de l'Association c'est qu'il s'est chargé de la rédaction de l'adresse inaugurale, rassemblant et résumant les propositions des uns et des autres, sachant se rendre utile. L'auteur principal semble bien être le proudhonien Tolain. Marx savait, à l'occasion, se camoufler et être l'interprète de celui qu'il haïssait le plus.

Le fait d'avoir habité Londres lui faisait occuper une position stratégique, qu'il n'aurait jamais eue s'il était resté en Allemagne.

Je me servirai de deux témoignages venant de deux personnages aussi différents que possible, l'un et l'autre antimarxistes, Fribourg et James Guillaume, dont l'autorité est indiscutable.

..

Voici « l'avertissement » du livre Karl Marx pan-germaniste et l'association internationale des travailleurs de 1864 à 1870 de James Guillaume (Armand Colin 1915).

« Les pages qui suivent ont été écrites avant la guerre, dans le courant de juin et juillet 1914. Elles devaient servir d'introduction historique à la réimpression en un volume des comptes rendus des trois célèbres procès de l'Internationale parisienne : mars-avril 1868, mai-juin 1868, juin-juillet 1870.

L'exécution de cette réimpression, projetée pour commémorer le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Association internationale des Travailleurs a été empêchée par les événements. Elle pourra se faire plus tard : ce sera une utile contribution à la connaissance de l'histoire si agitée des cinq dernières années du second Empire. Mais nous imprimons en attendant, sous un titre qui les rattache aux événements de l'heure présente — Karl Marx pangermaniste — les pages qui devaient former l'introduction historique. Elles apportent au public des renseignements très utiles à connaître, et des documents de la plus haute importance, dont la plupart seront, pour les lecteurs, une véritable révélation.

De ces pages ressortent, avec une lumineuse évidence, les deux conclusions que voici :

1° Il n'est pas vrai que l'Internationale ait été la création de Karl Marx. Celui-ci est resté complètement étranger aux travaux préparatoires qui eurent lieu de 1862 à septembre 1864. Il s'est joint à l'Internationale au moment où l'initiative des ouvriers anglais et français venait de la créer. Comme le coucou, il est venu pondre son œuf dans un nid qui n'était pas le sien. Son dessein a été, dès le premier jour, de faire de la grande organisation ouvrière l'instrument de ses vues personnelles. Ne la trouvant pas en France, assez docile à son gré, il n'a cessé, de 1865 à 1870, de montrer de la malveillance à l'égard des ouvriers français (des crapauds, comme Engels et lui s'amuse à les appeler dans leurs lettres intimes), et de les poursuivre de son dénigrement et de ses sarcasmes. En 1866, il bafoue les délégués des ouvriers de Paris, qui appartiennent dit-il, à la « vieille ordure » ; en 1867, il complotte pour « donner le coup de grâce » aux militants parisiens l'année suivante, à Bruxelles ; en 1868, il se félicite que les juges de l'Empire aient mis sous les verrous les membres de la commission parisienne ; en 1870, à la nouvelle de la proclamation de la République et à la réception de l'Appel au peuple allemand lancé par l'Internationale parisienne, Engels et lui se répandent en injures contre « les imbéciles de Paris et leur ridicule manifeste », contre la vieille « infatuation française » ; Engels répète ce que Marx lui avait déjà écrit le 20 juillet, que « les Français ont besoin d'être rossés ».

2° Dès sa constitution sous l'inspiration de Marx, la Sozial-Démokratie allemande a été un parti impérialiste, c'est-à-dire visant à la fondation d'une Allemagne centralisée, fût-ce par le militarisme prussien, et voyant en Bismarck qu'il fallait se résigner à subir. En 1870, Marx et Engels, patriotes allemands avant tout, ont applaudi aux victoires des armées allemandes, parce qu'elles devaient assurer « la prépondé-

rance
et qu'e
de gr
abusé
seil g
tariat
drait,
vait a
de bo
été un
intérêt
Ce s
naître
et d'ai
Les
présen
Ils sor
et d'E
volum
tirés d
indiqu

Apr
l'appu
voici
Nou
ration
Marx
« L
sion
frança
Une
élus
envoy
l'Expo
Dan
sentan
vaillet
mant
férent
trouve
que c
chain
pays
en pr
l'écha
nales
sembl
L'ai
plus
Angle
sent

rance du prolétariat allemand sur le prolétariat français » et qu'elles « transféraient de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier européen ». Et ils ont abusé alors de leur situation pour essayer, au nom du conseil général de l'Internationale, de « dissuader le prolétariat français de lutter contre les envahisseurs » : il faudrait, écrivait Engels à Marx le 12 septembre, « si on pouvait avoir quelque influence à Paris, empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix ». Leur attitude, à ce moment, a été une véritable trahison envers l'Internationale au profit des intérêts pangermaniques.

Ce sont là des choses qu'il est nécessaire de faire connaître à tous les républicains, socialistes ou non, de France et d'ailleurs.

Les passages de lettres de Marx et d'Engels cités dans le présent opuscule ont été traduits en français par l'auteur. Ils sont presque tous extraits de la Correspondance de Marx et d'Engels récemment publiée à Stuttgart en quatre gros volumes, chez l'éditeur Dietz. Pour ceux-là seulement qui sont tirés d'autres recueils de lettres, la source a été spécialement indiquée (Note de J. Guillaume).



Après cette entrée en matière qui résume, avec textes à l'appui, l'attaque de James Guillaume contre Marx et Engels, voici extrait du même ouvrage création de l'A.I.T.

Nous rappelons que J. Guillaume a été le chef de la fédération jurassienne et disciple de Bakounine contrairement à Marx il prend la défense du socialisme français.

« L'Exposition universelle de Londres en 1862, fut l'occasion d'un échange d'idées et de projets entre les ouvriers français et les ouvriers anglais.

Une délégation ouvrière, composée de deux cents ouvriers élus par leurs collègues des ateliers de Paris, avait été envoyée à Londres, aux frais du gouvernement, pour étudier l'Exposition et rédiger des rapports techniques.

Dans une grande fête offerte le 5 août 1862, par des représentants des trades-unionistes anglais aux envoyés des travailleurs de France, les Anglais lurent une adresse exprimant le vœu d'un rapprochement entre les ouvriers des différentes nations. « Espérons — disait l'adresse — que nous trouverons quelque moyen international de communication, et que chaque jour verra se former un nouvel anneau de la chaîne d'amitié qui doit unir les travailleurs de tous les pays ». Les ouvriers français présents répondirent à ce vœu en proposant « que les comités ouvriers fussent établis pour l'échange de correspondances sur les questions internationales d'industrie » : Cette idée fut acclamée par toute l'assemblée.

L'année suivante (1863), l'insurrection polonaise éveille les plus vives sympathies dans la classe ouvrière, tant en Angleterre qu'en France, les ouvriers de Londres organisent un grand meeting en faveur de la Pologne, pour le

22 juillet, et invitent les Parisiens à y envoyer des délégués. Six ouvriers de Paris se rendent à cette réunion, où une adresse enthousiaste est votée.

Dans un second meeting, le trade-unioniste Odger, après avoir parlé de la paix universelle demande que les ouvriers organisent des congrès internationaux pour s'entendre sur les moyens de mener la lutte contre le capitalisme, et d'empêcher l'introduction, d'un pays à l'autre, d'une main-d'œuvre non organisée qui fait baisser les salaires. L'idée lancée l'année précédente se précisait. Encore un an, elle allait prendre corps.

L'année 1864 voit le mouvement grandir au sein des classes ouvrières des deux pays. Tandis qu'en Allemagne la propagande socialiste nationale, commencée par Ferdinand Lassalle en 1862, est brusquement interrompue par la mort tragique de ce militant, tué en duel pour une cause futile (août 1864), la France et l'Angleterre vont constituer une organisation internationale prolétarienne. En Angleterre (avril), une réception enthousiaste est faite à Garibaldi par les trades-unionistes qui manifestent également leurs sympathies pour les fédéraux de l'Amérique du Nord en guerre contre les esclavagistes du Sud.

En France (mai), sur l'initiative de l'Empereur lui-même inquiet de l'attitude des travailleurs, le corps législatif supprime du Code civil la prohibition absolue des « coalitions ». En septembre, par une adresse envoyée aux ouvriers parisiens, les ouvriers de Londres les convoquaient à un nouveau grand meeting en faveur de la Pologne vaincue et martyrisée, pour le 28 septembre à Saint Martin's Hall. En suite de cette invitation, trois délégués — Tolain, ciseleur, Perrachon, monteur en bronze, et A. Limousin, passementier — allèrent porter aux travailleurs anglais une adresse, en réponse à la leur, et un projet, celui d'une association internationale. Le meeting fut présidé par le jeune professeur Edward Spencer Beesly, philosophe positiviste et ardent radical, qui parla des peuples opprimés et dénonça les violences de gouvernements, et exprima l'espoir que l'union projetée entre les travailleurs de tous les pays serait réalisée de cette assemblée. Odger donna lecture de l'adresse envoyée aux ouvriers de Paris. Tolain lut la réponse des ouvriers parisiens, qui disait :

« Travailleurs de tous pays qui voulez être libres, à votre tour d'avoir des Congrès ! C'est le peuple qui revient sur la scène, ayant conscience de sa force, et se dressant en face de la tyrannie dans l'ordre politique, en face du monopole du privilège, dans l'ordre économique... Il faut nous unir, travailleurs de tous les pays, pour opposer une barrière infranchissable à un système funeste qui diviserait l'humanité en deux classes ».

Le Lubez, un jeune professeur de français, élevé à Jersey et à Londres, traduisit l'adresse de Tolain, puis expliqua le plan d'organisation apporté par les Français, plan qui fut chaleureusement applaudi. Ce fut le trade-unioniste Wheeler qui présenta la résolution soumise au meeting par le comité d'initiative ; il dit en termes d'une humoristique cordialité,

« que
que c
poste,
à Lo
fois d
quand
ainsi
« L
çais, l
progr
vaillet
intern
s'adjoi
pour
La
devait
Il fut
union
Westo
Angle
polon
et le
d'élab
ouvrie
Ain
que
Assoc
Bibal,
févrie
en no
Kar
son a
qui vo
— co
Martie
a que
des o
avaier
Parisi
laquel
électi
étaient
convo
Odger
cil, e
qui es
taire
avaier
des T
rique
Garib
dema
ouvri
un o

« que les Français avaient toujours l'avantage sur les Anglais ; que ces derniers avaient envoyé leur adresse à Paris par la poste, tandis que les Français apportaient eux-mêmes la leur à Londres, avec un plan d'organisation, prouvant ainsi une fois de plus que le progrès vient toujours de France, même quand les Français sont le plus opprimés ». La résolution était ainsi conçue :

« Le meeting ayant entendu les réponses de nos frères français, nous proclamons encore leur bienvenue, et, comme leur programme est de nature à améliorer la situation des travailleurs, nous l'acceptons comme base d'une organisation internationale. Le meeting nomme un comité, avec pouvoir de s'adjoindre d'autres membres, afin de rédiger des règlements pour cette association ».

La résolution fut adoptée à l'unanimité, et le Comité, qui devait avoir son siège à Londres, fut nommé séance tenante. Il fut composé en majorité d'Anglais, parmi lesquels les trades-unionistes Odger, Cremer, Wheeler, Lucraft et l'Oweniste Weston ; Le Lubez et deux ou trois autres Français établis en Angleterre y représentaient la France, Fontana et le major polonais Wolff (mazziniens) l'Italie, l'ouvrier tailleur Eccarius et le Dr Karl Marx l'Allemagne. Ce comité reçut le mandat d'élaborer un projet de statuts, et de convoquer un congrès ouvrier en 1865.

Ainsi fut fondée l'Association internationale des Travailleurs que les Anglais appelèrent « International Workingmen's Association ». C'était selon le mot de l'instituteur socialiste Bibal, un des signataires du Manifeste des Soixante en février 1864 « un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres ».

Karl Marx a raconté, dans une lettre du 4 novembre 1864 à son ami Frédéric Engels — qui habitait alors Manchester, et qui venait de rentrer en Angleterre après deux mois d'absence — comment il avait été amené à assister au meeting de Saint Martin's Hall. Il écrit (nous traduisons de l'allemand) : « Il y a quelque temps, des ouvriers de Londres avaient envoyé à des ouvriers de Paris une adresse relative à la Pologne, et les avaient invités à une action commune dans cette affaire. Les Parisiens, de leur côté, envoyèrent une délégation à la tête de laquelle était Tolain, le candidat ouvrier lors de la récente élection à Paris, un homme très bien. (Ses camarades aussi étaient des garçons tout à fait bien.) Un meeting public fut convoqué pour le 28 septembre à Saint Martin's Hall, par Odger (cordonnier, président du London Trades Unions Council, et aussi de la trades Unions Suffrage Agitation Society, qui est en relation avec John Bright) et Cremer (maçon secrétaire de la Masons' Union). Ce sont ces deux hommes qui avaient organisé, sous la direction de Bright, le grand meeting des Trades Unions, à Saint James Hall, en faveur de l'Amérique du Nord, ainsi que la manifestation en l'honneur de Garibaldi. Un certain Le Lubez me fut dépêché pour me demander si je voulais prendre part à la chose, pour les ouvriers allemands, et spécialement si je pourrais fournir un ouvrier allemand comme orateur au meeting, etc... J'ai

fourni Eccarius qui a été excellent dans son rôle, et j'ai assisté moi-même à la réunion comme personnage muet sur l'estrade. Je savais que, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient cette fois des « puissances » réelles qui entraient en scène ; c'est pour cela que je m'étais décidé à me départir de ma règle habituelle de refuser les invitations de ce genre ».

J. Guillaume raconte comment Marx, à partir des projets des délégués européens, arriva à rédiger les statuts de l'Association. Le texte diffus et confus de Weston fut écarté, ainsi que ceux de Wolff représentant Mazzini dont il se méfiait. Il ne put empêcher que les « sentiments » de Le Lubez fussent acceptés, bien que « fermement décidé à ne pas laisser subsister une seule ligne, si possible, de tout ce fatras ».

Marx s'arrange pour ne placer qu'à la fin des préliminaires les phrases de Le Lubez pour qu'elles ne fassent « pas de mal ».

Les voici dans le texte officiel :

« ...Pour ces raisons, le Congrès de l'Association internationale déclare que cette association ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la « vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité » (les guillemets viennent de Marx, indiquant qu'il ne tenait pas à se solidariser avec ces mots à majuscules et même avec cet anti-racisme qu'il devait juger puéril).

Le Congrès considère comme un devoir de réclamer non seulement pour les membres de l'Association les droits de l'homme et du citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs.

« Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits ».

(à suivre)

Jacques DAYRAS.

La
le

Le p
Ku-Klu
chonné
« marc
Detroit
enfants
« high
transp
selon
des in
Klan. L
coup p
meurtr
une ba
jours
de voy
Wallac
80 », c
que le
lence,
feue V
de pol
Le 2
Klan :
qui, d
revolve
de nui
Mon p
ma vi
sont

La vérité sur le Ku-Klux-Klan

Le président Johnson a, on le sait, décidé de sévir contre le Ku-Klux-Klan, qu'il appelle une association de « bigots encapuchonnés ». Pourquoi le Ku-Klux-Klan ? Parce que, lors de la « marche » des Noirs en Alabama mars dernier, une femme de Detroit, donc du Nord, Viola Liuzzo, qui avait abandonné ses enfants par amour de la négritude et s'était rendue sur le « highway 80 » contre l'avis de son mari, fut, alors qu'elle transportait des « marcheurs » dans son auto (où l'on se livra, selon certains témoignages, à des orgies sexuelles), abattue par des inconnus qu'on a aussitôt dénoncés comme membres du Klan. Mort regrettable, on veut bien, mais dont on a fait beaucoup plus de cas, à dessein, que, ce même mois de mars, le meurtre à coups de couteau d'un étudiant blanc de 16 ans par une bande de nervis nègres, et à Detroit justement ; que toujours en mars, l'assassinat d'un Blanc de 17 ans par un gang de voyous nègres dans le métro à Brooklyn. Le gouverneur Wallace d'Alabama a observé fort justement que le « highway 80 », dans son Etat, reste en dépit de tout infiniment plus sûr que le métro de New-York, où les incidents, les actes de violence, quasiment tous perpétrés par les petits amis nègres de feu Viola Liuzzo, viennent de nécessiter la présence de renforts de police dans presque toutes les gares.

Le 26 mars dernier, Johnson déclarait à propos du Ku-Klux-Klan : « M^{me} Liuzzo fut assassinée par les ennemis de la justice qui, depuis des décennies, se sont servis de la corde et du revolver, pour terroriser leurs voisins. Ils frappent généralement de nuit, car leur dessein ne peut supporter la lumière du jour. Mon père les a combattus au Texas ; je les ai combattus toute ma vie parce que je crois que, partout où ils se trouvent, ils sont une menace pour la paix de chaque communauté. Je

continuerai à les combattre parce que leur loyauté ne va pas aux Etats-Unis, mais à une association de bigots encapuchonnés ».

Commençons par constater que le président s'est bien abstenu, jusqu'ici, de montrer la même fermeté à l'égard du communisme et de la subversion mondiale entretenus par Moscou ; ou croit-il vraiment, cet héritier « spirituel » de Roosevelt, que quelques « bigots encapuchonnés » représentent un plus grand danger pour l'Amérique que les Alger Hiss, les Rosenberg, les Harry Dexter Weiss, les Lattimore, les Abel ? Ensuite, il n'est pas vrai, comme le prétend Johnson, qu'il a combattu « toute sa vie » le Ku-Klux-Klan. A celui-ci on reprochait autrefois, et même encore il y a quelques années, de lyncher des nègres coupables des pires méfaits parce que la justice américaine est souvent bien lente (on l'a vu dans le cas du meurtrier et sadique Chessmann ; on le voit dans le cas de Rubinstein, l'assassin d'Oswald). Tout le monde est d'accord : le lynchage, et quelle qu'en soit la victime, est horrible. Or, en 1949, au Sénat, Lyndon Johnson annonçait : « Je suis opposé à la loi anti-lynchage, parce que le gouvernement fédéral n'a pas le droit d'émettre une loi contre une forme de crime plutôt qu'une autre ». Ce faisant, ne défendait-il pas le Ku-Klux-Klan, essentiellement en cause ?

On s'étonne au surplus que Johnson puisse prétendre que son père combattit le Klan, autrefois, au Texas. On n'a pas connaissance qu'il y ait jamais eu, en ces temps-là, d'hostilité ou seulement de résistance dans le Sud à la célèbre organisation. Et pourquoi y en aurait-il eu ? Le Ku-Klux-Klan fut fondé par six officiers sudistes, la veille de Noël 1865, à Pulaski dans le Tennessee. A l'origine une sorte de club, il devint vite une société, plus ou moins secrète, destinée à maintenir la suprématie blanche, les traditions nationales et chrétiennes, dans les Etats de l'ancienne Confédération soumis à la fêrule du Nord.

C'était l'abominable époque dite de la « Reconstruction ». Pendant douze ans, la soldatesque nordiste occupa le Sud, et, pendant qu'un million de Blancs était près de la famine, les ilotes nègres, les esclaves libérés d'un coup de plume par Lincoln, se livraient à une corruption inouïe, encouragés par les « carpetbaggers » yankees. Les élections étaient truquées ouvertement, et la canaille fit élire comme gouverneur de Louisiane, cette vieille terre chargée de culture et de tradition, un exécrationnel nègre nommé Pinchback ; la Chambre des Représentants de la Caroline du Sud eut une majorité de Noirs, qui étaient d'ailleurs illettrés pour la plupart. Un impôt sur le coton fut imposé par Washington, qui rafla ainsi 70 millions de dollars en trois ans. Les Yankees se comportèrent en conquérants et pillards : en 1875, soit dix ans après la fin de la guerre civile, les quatre cinquièmes de la ville de Greenville, au Mississippi, furent mis en vente pour couvrir des taxes imposées illégalement par les « carpetbaggers » ; à la même époque,

437'000
une se
ton. L
Nordis
natoir
le No
C'est
Klux-K
la piét
sionne
de gra
le visa
supers
vaudou
la vue
avec s
chées
qu'il b
Noirs
Quatre
devint
où vit
Le l
l'oubli
Il proc
les pri
tère, de
le patr
aussi,
cathol
rester
sance
verneur
lui. Le
tesque
lique, A
mière
en œuv
Hoover
sans de
Sud.
Isolat
mouven
vers 19
terme à
parler
jourd'h
siècle. I

437'000 acres de terre en Caroline du Sud furent saisies en une seule année par des collecteurs d'impôts venus de Washington. Les chemins de fer du Sud furent « rachetés » par des Nordistes, qui introduisirent des tarifs de transport discriminatoires pour empêcher les industries sudistes de concurrencer le Nord.

C'est pour protester contre tout cela que fut fondé le Ku-Klux-Klan. Et, d'abord, pour protéger les familles sudistes contre la piétaille nègre levée par les « carpetbaggers ». Pour impressionner les Noirs à l'imagination naïve, les Klansmen revêtent de grandes robes blanches, avec capuchon en pointe qui masque le visage. Ils portent une croix sur la poitrine. Sur les nègres superstitieux, s'adonnant encore au grotesque culte africain du vaudou, le Ku-Klux-Klan exerce un effet d'épouvante. Autrefois, la vue d'une éclipse frappait de terreur des populations entières ; avec ses rites secrets, ses rendez-vous mystérieux, ses chevauchées fantastiques dans la nuit (et les grandes croix de bois qu'il brûle dans les parcs), le K.K.K. impressionne si bien les Noirs que les Blancs, finalement, redeviennent maîtres du Sud. Quatre ans après le départ des Yankees, en 1881, la ségrégation devint officielle et légale dans le Tennessee (l'Etat, justement, où vit le jour le K.K.K.). Tout le Sud suivit.

Le Ku-Klux-Klan, étant ensuite quelque peu tombé dans l'oubli, réapparut au lendemain de la première guerre mondiale. Il proclama que son but officiel était « d'inculquer à l'homme les principes sacrés de la chevalerie, de développer le caractère, de protéger le foyer et la chasteté de la femme, de soutenir le patriotisme et de maintenir la suprématie blanche ». Mais aussi, il se fixa pour but de mettre un frein à l'immigration catholique (Irlande, Pologne) et surtout juive. L'Amérique devait rester un pays protestant. Le K.K.K. acquit une grosse puissance et s'étendit pratiquement à tous les Etats-Unis ; les gouverneurs d'Indiana, du Kansas, du Colorado furent élus grâce à lui. Le Klan déploya sa puissance en 1925, lors d'un gigantesque défilé à Washington : époque, justement, où un catholique, Alfred E. Smith, brigua la Maison-Blanche pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis. Le K.K.K. mit tout en œuvre pour lui barrer la route et si, finalement, Herbert Hoover emporta une victoire écrasante sur Smith, il le dut, sans doute, en partie, aux grands hommes blancs masqués du Sud.

Isolationniste en 1939-41, le K.K.K. souffrit, comme tous les mouvements du même genre, de la dictature de Roosevelt. C'est vers 1954, avec la décision de la Cour suprême de mettre un terme à la ségrégation dans les écoles, qu'on a recommencé à en parler pour la troisième fois. Cependant, le Klu-Klux-Klan d'aujourd'hui est loin d'avoir la force qu'il connut il y a près d'un siècle. Les conditions ne sont plus les mêmes. Le Noir américain

a perdu de sa superstition ; soutenu par diverses organisations, la plupart en mains juives, il se sent protégé ; le gouvernement fédéral, qui a acquis ces dernières années une puissance extraordinaire (depuis Roosevelt), soutient le nègre contre un Sud dont le traditionalisme fait obstacle aux plans des internationalistes. Les hommes en robes blanches et capuchons à pointe sont devenus, en une époque de guerre psychologique, plus ridicules qu'ils ne font peur. Pourquoi Johnson veut-il sévir contre eux ? Cherche-t-il un prétexte pour bâillonner l'ensemble des mouvements de droite aux Etats-Unis, et notamment la « John Birch Society » anticommuniste dont l'influence s'accroît régulièrement ?

Le Ku-Klux-Klan est une société secrète, soit (moins secrète que d'autres, pourtant, puisque ses dirigeants combattent à visage découvert et n'hésitent pas à faire état de leurs idées) : mais les Etats-Unis sont, par tradition, le pays des sociétés secrètes. On ne peut en interdire une et laisser les autres dans l'ombre. Si Johnson était honnête et juste, il ne s'en prendrait pas seulement au K.K.K., mais aussi au B'nai B'rith, l'influente loge juive de gauche, et à sa Ligue contre la diffamation, qui, sous le prétexte de lutter contre l'antisémitisme, a diffamé, sali quantité d'intègres Américains, de Lindbergh à Forrestal et McCarthy.

Pierre HOFSTETTER.

Ch

Ce
jour
sous
du cl
a dû
saien
d'une
On a
nais,
cité
félici
ques
Qu
parfi
a pa
des
tion
Le
d'ail
tion
orga
de s
parfi
a p
crat
méc
long
méc
et c

Chrétienté - Occident

Ce qu'on a appelé *l'affaire Pax* prend des proportions chaque jour plus graves. Cet organisme communiste polonais, connu sous le nom de *Mouvement Pax*, exerce sur une notable partie du clergé occidental une si pernicieuse influence que le Vatican a dû, plusieurs fois déjà, faire les mises au point qui s'imposaient. Mais les avertissements de Rome rencontrent le silence d'une presse catholique progressiste profondément contaminée. On a même pu voir l'organe officiel du parti communiste polonais, la *Trybuna Ludu* du 10 novembre 1964, saluer la complicité de la « presse catholique progressiste française » et se féliciter de l'attitude bienveillante « d'un certain nombre d'évêques et de cardinaux français ».

Qu'on ne se récrie pas que cela est impossible. Nous savons parfaitement qu'une notable partie du clergé et de la noblesse a participé à la préparation de la Révolution française au sein des Loges maçonniques malgré les interdictions et condamnations portées par le Pape.

Le phénomène auquel nous assistons est le même. Il faut d'ailleurs nous habituer à considérer qu'il n'y a jamais de situations tout à fait nouvelles. C'est la grande leçon de l'empirisme organisateur, ce qui donne un caractère scientifique au résultat de ses recherches. Supposez, par exemple, quelqu'un qui aurait parfaitement assimilé les méthodes de conquête de la démocratie par les sociétés secrètes du XVIII^e et du XIX^e siècles, où le mécanisme des groupes de pression de la Ploutocratie tout au long du libéralisme, eh bien, il comprendrait immédiatement le mécanisme de ce qu'on appelle aujourd'hui la guerre subversive et qui n'est qu'une répétition, parfois identique, de méthodes de

propagande révolutionnaire dont on trouve des exemples tout au long de l'Histoire.

M. Jean Madiran faisait remarquer (1) récemment la méthode d'attaque employée justement contre le cardinal Wyszynski et contre le cardinal Ottoviani par le *Mouvement Pax*, qui sait que ces deux hommes avertis l'ont démasqué : on leur accole l'épithète d'*ultra-néo-fascistes*.

« La technique communiste, fait remarquer M. Madiran, est celle du *renforcement verbal indéfini de l'étiquette infamante*; et notamment du renforcement par la note *ultra* ».

L'observation est exacte, mais le truc était déjà employé sous la Restauration par les agents des Loges maçonniques qui, n'osant s'attaquer directement à la Monarchie, avaient lancé contre les meilleurs défenseurs du Roi l'épithète qu'ils voulaient infamante d'*Ultras* et le même mot — parce qu'il éveillait les mêmes réflexes conditionnés par l'Histoire déformée par l'enseignement républicain — a resservi pour désigner à la vindicte populaire les défenseurs de l'Algérie française.

Ces techniques de l'intoxication de l'opinion publique devraient être connues. L'ennemi perdrait alors une grande partie de son emprise sur l'opinion non-avertie.

L'audace et la pénétration des progressistes chrétiens dans les mouvements catholiques atteignent les proportions effarantes. Un syndicaliste chrétien aussi bon démocrate pourtant que M. Jacques Tessier pouvait écrire dans *La France Catholique* du 30 octobre 1964 que « le groupe le plus résolu à détruire le syndicalisme chrétien est formé, pour l'essentiel, des militants de mouvements d'Action catholique spécialisée dont le comportement, depuis une quinzaine d'années, a été trop identique, de Lille à Perpignan et de Brest à Mulhouse, pour permettre de douter de l'existence de *chefs d'orchestre invisibles*. Parmi ces militants d'Action Catholique, une fraction peu nombreuse, mais très « dynamique » comme on dit, appartient à une formation politique résolument pro-marxiste, le P.S.U. (Parti socialiste Unifié) dont elle a appliqué les consignes de *noyautage de l'appareil interne de la C.F.T.C.* (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens).

On a du mal à soupçonner la profondeur de la pénétration des marxistes dans les masses catholiques.

M. Madiran rapportait par exemple qu'au cours de la dramatique séance du Congrès de la C.F.T.C. où la majorité décida d'ôter à l'association le mot « chrétien » qui figurait dans son titre, on vit, « lorsqu'un orateur de la 'minorité' chrétienne se

(1) *Itinéraires*, déc. 1964.

réclama
dérision
Mich
« pour
les « n
des ch
qui att
M. M
ces int
tente c
aucun
l'Eglise
tion du
l'Eglise
du soc
dispari
général
person
qui, à
à conv
acquis
leur d
l'Eglis
On
vivait
le voc
Pas
espèce
vers l
pourta
de la
pôles
Nou
pourq
les fa
d'aille
tentier
nous
qui n
pour
somm
« l'é
sens
le Ch
dire c

(1) I

réclamait du Christ à la tribune, les majoritaires entonner *par dérision* des cantiques à la Sainte Vierge » (1).

Michel de Saint-Pierre, dans les *Nouveaux Prêtres* disait que « pour répondre à l'attente d'un monde qui n'attend rien d'eux » les « nouveaux prêtres » « ne répondent plus du tout à l'attente des chrétiens ; ni non plus à l'attente de ceux des incroyants qui attendent réellement quelque chose du prêtre ».

M. Madiran va plus loin dans l'analyse de la conjoncture : ces intelligences déviées, perverties, répondent, en fait, à l'attente des chefs communistes, « à l'attente de ceux qui, sans aucun dessein d'entrer jamais dans l'Eglise (...), espèrent que l'Eglise peut devenir l'auxiliaire extérieure de leur « construction du socialisme ». Ils attendent d'ailleurs simultanément de l'Eglise qu'en souscrivant et collaborant à la « construction du socialisme », elle souscrive et collabore aussi à sa propre disparition ultérieure, progressive, sans douleur, sous anesthésie générale. Ils attendent de l'Eglise qu'elle ne convertisse plus personne. Et les nouveaux prêtres ont une pastorale nouvelle qui, à cette attente répond en effet : « Nous ne cherchons plus à convertir ». La disparition de l'Eglise est ainsi virtuellement acquise. Là où les hommes d'Eglise eux-mêmes acceptent que leur dessein et leur fonction ne soient plus de conversion, l'Eglise a disparu... »

On a dit, à propos du Concile du Vatican II que l'Eglise vivait sa « Révolution d'Octobre ». Cela seul montre à quel point le vocabulaire communiste a pénétré dans les esprits.

Pas seulement le vocabulaire, d'ailleurs, car il faut noter cette espèce de goût du suicide qui précipite certains esprits malades vers le dialogue avec Satan. En voilà un qu'on oublie ! Et pourtant, tout le christianisme, toute l'explication chrétienne de la destinée humaine ne tourne-t-elle pas autour de ces deux pôles du monde invisible : Dieu et Satan ?

Nous le voyons dans l'Evangile tenter le Christ lui-même, pourquoi ne tenterait-il pas l'Eglise de Pierre, faible de toutes les faiblesses humaines ? Elle n'a jamais cessé d'être tentée d'ailleurs — là comme ailleurs, abandonnons cette attitude prétentieuse de croire que nous vivons une époque unique, que nous sommes en face de problèmes nouveaux, contraignants, qui nous obligent à suivre le « sens de l'Histoire ». Balivernes pour sous-développés intellectuels que cette prétention. Nous sommes engagés dans ce que M. Madiran appelle très justement « l'éternel dialogue » qui met face à face l'Eglise et les « deux sens » du monde. Le monde des pécheurs et des Saints « que le Christ est venu sauver » et « le monde du péché », c'est-à-dire celui de Satan, le monde pour lequel le Christ n'a pas prié.

(1) *Itinéraires*, déc. 1964.

Alors que le monde des pécheurs attend de l'Eglise, la Foi, les paroles de la vie éternelle, les sacrements du Salut, s'ouvre avec le monde du péché, le monde satanique, le monde *intrinsèquement pervers*, ce que M. Madrian appelle « le nouveau dialogue », où l'on voit le monde du péché attendre de l'Eglise qu'elle « collabore à la construction du socialisme, qu'elle aide à construire la Tour de Babel et qu'elle condamne tous ceux qui restent fidèles au premier dialogue.

Vaine attente, écrit l'éditorialiste d'*Itinéraires* (déc. 1964) parce que « la révolution doctrinale, la révolution théologique, n'avaient aucune chance mystique. Elles ont eu leur heure dans le domaine des apparences et de l'opinion. Mais le premier coup d'arrêt a été donné aux révolutionnaires dans l'Eglise. De la Constitution sur l'Eglise, dont on nous racontait tant de choses, le Pape a dit : « On ne peut en faire de meilleur commentaire qu'en disant que, vraiment, cette promulgation ne change en rien la doctrine traditionnelle ».

L'étonnant n'est pas que le Pape l'ait dit, mais qu'il ait été obligé de le dire.

C'est très bien de parler du « respect de la personne humaine », des « droits de la conscience », mais on glisse insensiblement au rousseauisme, on va faire de la conscience le principe absolu. Or sincérité n'est pas nécessairement vérité.

Dans cette encyclique *Ecclesiam Suam*, dont on parle bien peu, Paul VI, qui avait vu le danger, faisait observer, à propos des religions monothéistes non chrétiennes, que l'Eglise ne pouvait évidemment « partager ces différentes expressions religieuses », ni « demeurer indifférente comme si elles s'équivalaient toutes, chacune à sa manière, et comme si elles dispensaient leurs fidèles de chercher si Dieu lui-même n'a pas révélé la forme exempte d'erreur, parfaite et définitive, sous laquelle il veut être connu, aimé et servi ; au contraire, par devoir de loyauté, nous devons manifester notre conviction, que la vraie religion est unique et que c'est la religion chrétienne ».

A plus forte raison, on ne peut admettre que la liberté de conscience soit illimitée.

« Si Dieu n'existe pas tout est permis », a fort bien dit Dostoïewsky. Dès lors, moins la société sera religieuse, plus l'Etat sera obligé d'être autoritaire, afin d'obtenir la discipline sociale nécessaire au bien commun que n'inspirerait plus les convictions religieuses.

Mais, dans le même temps, l'Etat se trouve discuté, puisqu'il n'y a plus de loi morale vis-à-vis de laquelle dirigeants et dirigés se sentent soumis à des obligations communes.

Dans l'incohérence où glisse alors la société, l'Etat devient l'enjeu des groupes de pression, des coalitions d'intérêts.

La société religieuse, elle-même, est troublée par l'apparition

de cette nouvelle doctrine dont elle respire les miasmes depuis 1789. « Ce que les enfants du siècle demandent à l'Eglise, disait Bourget (1), c'est d'abord de ne pas leur ressembler, c'est de leur donner à eux, intelligences décomposées par l'esprit critique, ce point fixe, au-dessus de toute discussion dont ils ont besoin ».

Et Bourget parlait de ces « sensibilités éternelles par la Révolution et ses éternels recommencements ».

Que nous assistions à un de ces « recommencements », ne fait pas de doute. Nous sommes à une de ces époques où les têtes tournent avant de tomber.

Si, comme le disait Paul VI, la mission de l'Eglise est bien de dire le vrai et de dire qu'elle est le seul vrai, comment concilier cela avec une conception des droits de la conscience d'autrui qui interdirait pratiquement tout prosélytisme ?

Peut-on prêcher le vrai sans détruire le faux ? Lorsqu'une société vit sur des principes vrais a-t-elle le droit de les laisser en but aux attaques de l'erreur ? Et lorsqu'une société glisse vers l'erreur, faut-il la laisser faire ?

« Je ne connais rien de plus dangereux, disait Le Play, que les gens qui partagent des idées fausses sous prétexte que la nation ne voudra jamais y renoncer. Si elle n'y renonce pas, elle périra. Mais ce n'est pas un motif pour accélérer la décadence en adoptant l'erreur ».

Cet artifice du diable qui consiste à « opposer la vie spirituelle aux institutions temporelles » fait des ravages.

« Sous prétexte de libérer les chrétiens de certaines collusions avec le péché du monde, a dit le Père Calmel (2) on leur a persuadé d'abandonner jusqu'à la pensée d'une civilisation chrétienne ». Or, faisait-il observer, remarquez plutôt, à travers l'histoire, comment l'Evangile ne s'est jamais implanté dans un peuple qu'il n'y ait fait naître et grandir certaines institutions ».

C'est en ce sens qu'on a bien tort, à mon sens, de vouloir « libérer » l'Eglise de son « occidentalisme », car cette civilisation occidentale est le résultat d'une accumulation séculaire de coutumes et d'institutions qui se sont toutes développées à l'ombre de l'Eglise.

Sans doute, depuis 1789, cette civilisation s'est profondément dégradée. Mais faut-il l'achever ou la restaurer ?

L'étonnant de notre temps, c'est la complicité inconsciente d'une Chrétienté qui meurt avec les principes qui la tuent.

Dans sa *Grande Peur des Bien-Pensants*, dernière torche allumée dans le crépuscule de Rome, Bernanos annonçait avec

(1) Pages de critique et de doctrine, p. 260.

(2) R. Th. Calmel, O.P. *Itinéraires*, janvier 1965.

l'accent du prophète : « Tout ce que la cathédrale avait jadis rassemblé le long de ses flancs énormes, le troupeau des grands humains, s'éloigne, se disperse. Le prêtre médiocre les voit d'ailleurs partir sans regret. L'innocent se croit de force à les remplacer toutes ».

Mais la chute de ce monument immense ne concerne pas que les clercs. Nous vivons dans la Cité temporelle, comme chrétiens et comme citoyens. Si elle s'effondre, nous en pâtissons dans nos deux qualités et, si l'appui nous manque du côté des clercs pour défendre la Cité, il nous faudra le faire sans eux, comme citoyens.

Le Père Calmel disait fort bien que l'Évangile « n'est pas fait pour être vécu seulement par des condamnés, relégués dans le désert ou les catacombes, ou déportés aux mines de sel, mais par des citoyens libres au sein d'une civilisation honnête ».

Sans doute l'Église a été aux Catacombes, mais elle en est sortie et elle a considéré cette sortie comme une victoire. Par quelle étrange aberration certains clercs éprouvent-ils le désir masochiste de l'y replonger ?

Jacques PLONCARD D'ASSAC.

La
Un
doré
Un
Son
des s
il y a
durée
être
L'a
nouve
les t
gauch
s'app
Pour
aussi
Au
C'est
on s
lier
poud
c'est,
beau
au d
c'est
nous
bien
qui
la n
l'imp
rien
reve
du
La
emp
vie
jour

La Révolte de la Vie

Un minuscule coup de tonnerre vient d'ébranler le monde doré des intellectuels progressistes.

Un livre vient de paraître qui les consterne et les irrite surtout. Son auteur se présente lui-même comme « un ancien membre des sections d'assaut des intellectuels de gauche »... Après avoir, il y a quelque temps déjà, demandé des permissions de longue durée qui avaient parues suspectes, il demande maintenant à être dégagé des cadres... Il ne rempile plus...

L'aventure qui vient d'arriver à Jean Cau n'est certes pas nouvelle. Bien d'autres avant lui se sont vus forcés de désertier les troupes nombreuses et bien nourries de l'Intelligentsia de gauche après avoir marché avec elles en toute bonne foi. Ils s'appelaient Céline, Orwell, Saint-Loup, Paraz, par exemple. Pour des motifs divers ils avaient abandonné la gauche eux aussi autrefois.

Aujourd'hui, ce sont les motifs de Jean Cau qui m'intéressent. C'est d'eux dont je voudrais parler. A la lecture de son livre, on s'aperçoit que ce n'est pas un événement politique particulier qui provoque sa désertion. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres, ce n'est pas Budapest ou la Guerre d'Algérie. Non, c'est, semble-t-il, quelque chose de beaucoup plus grave. De beaucoup plus profond. L'incompatibilité se situe plus loin bien au delà de la politique. Et nous découvrons en le lisant que c'est au même niveau que se situe la fissure qui nous sépare nous aussi irrémédiablement de la gauche intellectuelle. Je dis bien de la gauche intellectuelle. Des braves gens qui votent ou qui militent à gauche peu de choses nous séparent si ce n'est la méconnaissance et l'incompréhension qu'ils ont de nous et l'impossibilité où nous nous trouvons de leur faire savoir que rien ne nous éloigne d'eux et surtout pas leurs plus légitimes revendications. Il ne faut en effet jamais confondre la gauche du peuple avec les « intellectuels de gauche ».

La gauche populaire, c'est une masse de petites gens, ouvriers, employés qui tente de défendre ses intérêts, qui lutte pour une vie moins dure, plus digne. Jamais en dehors des partis et des journaux dits de gauche, elle n'a trouvé une aide dans sa lutte

émancipatrice. Nous devons avoir l'honnêteté de reconnaître que sans le combat ininterrompu qu'ont mené les syndicats et les partis révolutionnaires pendant des années, rien des acquisitions sociales actuelles n'aurait été réalisé. Nous le reconnaitrons d'autant plus facilement que nous n'avons rien de commun avec les partis de droite traditionnels, et surtout pas l'argent...

Guy Mollet a dit que nous avons la droite la plus bête du monde. Nous ne saurions le démentir. Ces Messieurs n'ont su que freiner, résister devant des revendications souvent bien modestes. Ils ont rêvé d'avoir des ouvriers conservateurs, mais ils ne leur ont jamais rien donné à conserver... C'est leur sottise qui a permis cet accouplement contre nature entre le bon peuple de France et une mafia d'intellectuels en délire. D'une part le peuple aux objectifs terre à terre, peut-être, mais précis et de l'autre des déséquilibrés qui ne rêvent que de « réaliser la philosophie ». Chez eux l'intelligence est comme une machine sans frein, qui tourne folle. Le frein se nomme le réel et ils en ont perdu la notion. Le prolétariat n'est pour eux qu'une entité envisagée au travers d'une démarche dialectique qui le dépasse... Et c'est là qu'est la méprise et dans une certaine mesure la malhonnêteté. Les buts des uns ne sont pas ceux des autres... Le prolétariat naïf et peu doué par nature pour l'analyse n'a pas vu où ses « intellectuels » le menaient et combien ils différaient de lui.

Mais, pensez-vous maintenant, l'auteur s'égare doucement, il ne s'agissait pas de nous entretenir des contradictions internes entre la gauche et le prolétariat. Il s'agissait de Jean Cau!!

Eh bien, justement, je ne m'égare pas. Je suis même au cœur du sujet. Le prolétariat, ou plus simplement en français ordinaire : le peuple, le peuple réalité de chair et de sang, c'est lui qui est à l'origine de l'affaire Jean Cau. Il faut commencer par lui, si l'on veut comprendre l'aventure de notre auteur. C'est son origine populaire qui a déterminé son comportement.

Car Jean Cau, à la différence des intellectuels de gauche qui sont tous issus de la bourgeoisie, Jean Cau est un fils du peuple. Il n'est pas né dans le XVI^e arrondissement. Il n'a pas fait ses études à Janson-de-Sailly ou chez les bons pères. Il n'a pas eu de gouvernante anglaise. Ses parents étaient des ouvriers. Il a été à la bonne vieille école communale comme tout le monde. Cela pourrait sembler un détail dans une carrière politique de gauche, or c'est capital. Pour faire un bon intellectuel de gauche, il faut être bourgeois à 100 %. Il nous l'explique dans son livre. Son aventure est celle d'un fils d'ouvrier que des dons brillants ont transformé en universitaire et qu'une suite de hasards ont fait atterrir dans le monde bizarre de l'Intelligentsia progressiste. Le mot même est bien caractéristique. Il vient tout droit des pays slaves. C'est en Pologne ou dans ces pays là qu'on parle « d'intelligentzia ». Chez nous

on dira
cela d
chante
apparte
Tous le
excités
qu'ils f
habitue
sont n
cette é
sait fa
de voi
pourqu
temps
ignore
de cla
science
sonnai
du pe
de cor
coméd
faire
peuple
papier
maison
C'était
Il s
ordre,
laisser
désaff
ratioc
d'eux
des «
leurs
les tz
tout
leur s
vent
goûts
peintu
ghetto
gève,
d'un
où il
plates
femm
par u
Sau

on dirait un historien, ou un poète, ou un peintre. Intellectuel, cela désigne aussi bien un peintre comme Picasso, qu'une chanteuse comme Juliette Gréco. Etre « un intellectuel », c'est appartenir à une caste, aux contours imprécis, ouverte à tous. Tous les écrivailleurs, peintres obscurs, historions plus ou moins excités ont le droit de se couvrir de cette étiquette, pourvu qu'ils fassent profession de foi marxiste. Il suffit de consulter les habituelles protestations « d'intellectuels » dont les journaux sont remplis pour se convaincre du caractère hétéroclite de cette étrange corporation... Mais dans le peuple, seul celui qui sait faire du pain peut se dire boulanger... Et c'est une façon de voir dont on ne se départit pas facilement. Cela explique pourquoi un beau jour, Jean Cau n'a pu supporter plus longtemps ces faux révolutionnaires parlant du prolétariat dont ils ignorent tout. Révolution, aliénation, désaliénation, conscience de classe, frustration, culpabilité, construction du socialisme, science bourgeoise, analyse dialectique, etc... etc... Tout ce jargon sonnait faux, surtout dans un salon du XVI^e. Jean Cau, fils du peuple embourgeoisé s'est senti ridicule lui aussi. Qu'avait-il de commun avec ces gens-là ? Pourquoi participer à cette auto-comédie ? La culpabilité ne l'habitait pas. Il n'avait rien à se faire pardonner. Le peuple, ce n'était pas cette caricature. Le peuple c'était son père quand il roulait une cigarette avec du papier « Job ». C'était les « engueulades » des parents à la maison. Un monde rude mais sans détours, sans « problèmes ». C'était son enfance dans l'univers familial de son midi natal.

Il s'en souvient, et dans son livre, il nous la raconte sans ordre, mais avec un talent incontestable. Et peu à peu apparaissent au lecteur comme en filigrane les vrais motifs de la désaffection de Jean Cau pour ses anciens compagnons, ces ratiocineurs et psychanalysants éternels. Au fond ce qui l'éloigne d'eux c'est toute leur manière d'être, leurs façons féminines — des « précieuses » dit-il — leurs jérémiades perpétuelles et leurs haines hystériques. On est méchant avec le peuple, avec les tziganes, avec les nègres, ou avec eux... Ils s'entichent de tout ce qui est plus ou moins opprimé, puis, de là, étendent leur sollicitude à tout ce qui est louche, dégradé, trouble. Souvent invertis dans leurs mœurs, ils le sont aussi dans leurs goûts artistiques. Leur penchant pour le chaos que ce soit en peinture ou en musique est quasi morbide. Vivant dans le ghetto doré qui va du XVI^e à Saint-Trop, en passant par Meungève, ils rêvent d'une noyade encanaillante dans la masse... d'un Univers qui ne serait plus hostile à ces bourgeois, névrosés où il n'y aurait plus aucune lutte, où les montagnes seraient plates et les roses sans épines. Mentalement ce sont des femmes... le fait qu'ils tendent de justifier leur étrange attitude par un déluge dialectique ne change rien à l'affaire.

Sauvé par sa vigueur populaire, Jean Cau, lui, a gardé soli-

dement au fond de lui-même les caractéristiques de notre peuple — quand il est sain — Il aime la force, la jeunesse, la santé, et une certaine allégresse animale l'habite. Certes il est très sensible à la justice et à la vérité et son livre le montre clairement, mais au nom d'une pensée qui reste près des choses. Il ne délire jamais. La nature est là qui lui enseigne l'équilibre. Elle lui enseigne aussi la beauté et c'est en parlant d'elle que Jean Cau terminera son livre.

Le type humain qui est caractérisé par les lignes qui précèdent ne saurait être que l'antinomie absolue de l'homme de gauche. L'univers mental de l'homme progressiste se définit en effet d'une manière radicalement différente. C'est le concept (et non pas la nature) qui confère l'objectivité à la vérité, à la justice, au « bien ». La nature ? Elle « est impuissante à réaliser le concept... !! » Pour les hommes du « Logos » elle est plus ou moins suspecte. Elle donne un enseignement dangereux qui pousse à préférer la santé à la maladie, la force à la faiblesse, la beauté à la laideur, l'action à la parole. Elle mène lentement à la race, le « péché vraiment capital »...

La beauté enfin qui est la référence suprême pour Jean Cau (comme d'ailleurs pour les occidentaux vrais de tous les temps), la beauté n'est jamais mentionnée à gauche. Son essence est mauvaise. Elle mène à l'esthétique, au luxe, à la volupté, elle éloigne donc de la révolution... ou du salut ! comme vous voudrez. Car il y a une identité dans la structure de la pensée entre les révolutionnaires judéo-chrétiens des premiers siècles et les marxistes de notre temps. Les uns et les autres haïssent la beauté.

Entre les deux voies divergentes, les deux attitudes antagoniques, Jean Cau devait choisir. Homme du peuple passé par l'université, et capable d'un choix raisonné, il a pris le parti de quitter le marxisme. Car, sans prononcer une seule fois le mot, c'est de cela dont il s'agit constamment dans « le meurtre d'un enfant ».

En effet, si on a choisi l'individu, on rejette la masse, si l'on prône la beauté, la jeunesse, la force, le soleil, c'est qu'on prend la nature pour loi suprême et que l'on rejette le monde du concept pur. Cela signifie que la raison ne s'entend plus que par référence au réel, donc que l'on rejette (consciemment ou non) le marxisme. Ainsi d'ailleurs que tous les universalismes..

Jean Cau a-t-il pour autant « trahi » comme l'en accusent ses anciens amis ? A mon avis, en aucune façon... Certes, il nous parle d'une manière insistante d'un jeune tankiste SS qui a fortement impressionné ses yeux d'enfant un jour d'été pendant la guerre. Mais je ne suis pas assez sot pour croire que subitement Jean Cau est devenu Nazi. Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Ce qu'il traduit là c'est cette nostalgie qui sommeille au fond de nous tous, hommes d'Occident, pour la virilité et la jeunesse auréolée par le soleil d'été. L'amour de la vie.

Je
dans
nou
C'e
Il n
être
et sa
santa

N

Je
senti
s'est
mati
que
mote
para
sont
jama
vécu

Ma
com
Hu
dans
pens
avec
enter
rien.

No
nelle
Nous
seule
çaise
mots
C'éta
mots
dise
fait
dépa
soi.

Jean Cau n'a pas renié la cause du peuple. Il nous le dit dans son livre. Ses anciens amis ne veulent pas l'admettre. Mais nous, nous le comprenons, car le marxisme n'est pas le peuple...

C'est pour cela qu'on ne saurait accuser Jean Cau de reniement. Il n'a rien trahi, rien apostasié. Il a retrouvé simplement son être profond. Il est revenu à la voie éternelle, celle de l'Occident, et sa révolte contre l'Orient spirituel n'est que la révolte de la santé, la révolte de la vie.

Pierre d'ARRIBÈRE.

Notre Bande

Je ne connaissais pas Jean-René Huguenin. J'ai presque le sentiment d'un remords. Mais je sais pourquoi : Huguenin s'est tué en voiture en 1962. 1962 ou la fin d'une comédie dramatique. Je sais que nous avons beaucoup brûlé à l'Algérie, que nous avons consumé infiniment d'énergie — comme une moto *brûle* de l'essence, comme une bougie *consume* de la parafine. Je ne le regrette pas — vains sont les regrets qui ne sont que faiblesses, impuissances ou peines perdues — car, jamais sans doute, il ne nous sera donné ce que nous avons vécu d'aventures et d'amitié combattante.

Mais il fallait que tout fût très simple : élémentaire même, comme : « — Hola ! l'homme, qui va là ? Ami ou ennemi ? »

Huguenin avait oublié de répondre à cette question lancée dans la nuit algérienne. Je n'avais pas reconnu son visage. J'ai pensé très vite qu'il préférerait François Mauriac, qu'il passerait avec ceux-là son chemin. J'ai dit à la sentinelle : « — Tu as entendu quelque chose ? » Et elle m'a répondu : « — Non, rien. Rien ».

Nous avons laissé passer Jean-René Huguenin, car les sentinelles n'étaient pas nombreuses et notre empire bien fragile. Nous brûlions les quelques cartouches récupérées pour l'Algérie, seulement pour l'Algérie. Le mot de passe était « Algérie française ». Il recouvrait tout : les symboles les plus forts, les mots les plus purs. Il sonnait patrie, fierté, honneur, hauteur. C'était un chant de sol et de sang. Huguenin employait lui les mots de volonté, de tendresse, d'honneur. Maintenant, tous disent les mêmes choses, ils ont tous le même sens. Huguenin fait partie de la bande. La bande du danger, du risque, du dépassement de soi pour le seul bonheur de gagner encore sur soi. Huguenin parle déjà au pluriel, il dit « nous » :

— Tout à coup, dans cette fatalité même, dans la certitude même de mourir, nous découvrons une joie étrange. La joie peut-être de faire face, a-t-il écrit dans l'un des articles réunis sous le titre « *Une autre jeunesse* ».

Qu'est-ce que la grandeur si l'on ne risque rien ? La grandeur de la vie, la valeur de la vie est dans le risque de la mort. La vie ne supporte pas le vague et l'imprécis, les vapeurs et la mélancolie érigées en principes, les rêvasseries que l'on appelle idéal, un mot qui ne souffre aucun artifice. Notre génération — comme toutes les générations de notre âge — exigeait de la vie qu'elle fût d'abord la flamme qui consume la sécheresse, la futilité ; la flamme, infini mépris, qui a le pouvoir à la fois divin et diabolique de transformer.

— La jeunesse est lasse de cette complicité des philosophes, des psychiatres, des révérends Pères et autres savants, et autres malins, pour prévenir ses folies, étouffer ses rêves, et lui fabriquer une belle conscience raisonnable et stérile, écrivait encore Jean-René Huguenin.

Et nous avons, pourtant, tellement envie de hurler à la mort, pour rire, d'être parfois les « conquérants de l'inutile » pour le plaisir de croire en nous, pour nous compter et nous mesurer à l'épée, au poing, à la mitrailleuse, comme on voudra ! Nous voulons être des princes de vingt ans qui aiment leurs connétables, leurs bêtes de guerre, tels ce Willsdörf de la 317^e Section qui sait dire « Putain ! » avec le sens du tragique dans la peau. « Le tragique remplace l'absurde » a dit aussi Jean-René Huguenin. L'absurde est absence de valeur, il est né du mensonge et de l'hypocrisie. Nous ne voulons pas croire aux fausses morales, aux manichéismes primaires, au Bien absolu et au Mal absolu.

..

Chaque génération est une aventure. Elle croit inventer ce que les aînés ont déjà découvert. Le merveilleux est dans l'instant de la découverte : l'amitié, les batailles, l'amour, ce chant confus qui se précise tandis que l'on pénètre dans la forêt.

Quelle sera notre aventure ? Parlant des générations littéraires, du « hussardisme », et des « nouveaux hussards », Bernard George a récemment écrit dans *Combat* :

« — Ce sera là notre tâche que de réconcilier Kierkegaard et Stevenson ». Autrement dit : l'angoisse et l'aventure.

Nous nous sentons étrangers à l'angoisse, « métaphysique » ou non. Je ne voudrais pas que cela prenne figure de manifeste, et cependant je crois qu'en effet nous sommes les êtres les plus sûrs d'eux-mêmes — au sens de sécurité — dans la plus grande sérénité.

Nous ne demandons rien à quiconque. Il ne nous sera rien

donne
non
enfan
atten
en m
d'être
L'au
Des é
ils co
sont
de to
labou
qui g
nous
« je
dange
du r
autre
cela.
Car
a ses
d'elle
chang
mond
même
vidu.
L'arbi
homn
Pasca
mais
que l
ne pe
que V
d'excl
follet.
Nos
de n
gaiem
toute
se ret
un de
Nou
et di
que l
—
de ce

certitude
La joie
s réunis
grandeur
mort. La
rs et la
appelle
nération
it de la
cheresse,
la fois
osophes,
ants, et
èves, et
écrivait
a mort,
> pour
mesurer
! Nous
conné-
Section
a peau.
an-René
u men-
fausses
au Mal
ter ce
s l'ins-
chant
ét.
litté-
rds »,
ard et
que »,
mani-
êtres
ns la
rien

donné si nous ne le prenons nous-mêmes. Nous n'attendons rien non plus. L'angoisse naît de l'attente. Autrefois, comme des enfants, nous avons attendus. Aujourd'hui nous devons tout attendre de nous. Il n'y aura pas de surprise effrayante. C'est en nous qu'il faut croire d'abord pour avoir un jour la joie d'être fier de soi et des siens.

L'angoisse naît aussi des incertitudes, des rêves, de l'errance. Des êtres rudes et larges foulent cette terre qui les épouse car ils connaissent ses couleurs, sentent son souffle, et savent qu'ils sont nés et nourris d'elle. Elle résonne de tout notre savoir, de toutes nos richesses. Elle connaît chaque homme, celui qui laboure, celui qui construit la route et celui-ci encore, l'écolier qui gambade avec son gros cartable. De ces êtres larges qui nous protègent — et permettent de dire « nous » au lieu de « je » — des équipées solitaires et joyeuses, des aventures dangereuses dans le désert, des camarades partis à la conquête, du regard de celui qui s'est découvert en chantant avec les autres, sont nées nos propres certitudes, et nous vivons pour cela.

Car seule la terre est féconde. Elle n'obéit à personne, elle a ses propres lois, ses signes cachés. On peut vouloir se séparer d'elle : c'est se dessécher à l'état du fruit mûr tombé qui se change peu à peu en fumier. Dieu est d'abord la beauté du monde. Il est de l'univers. Les étoiles et la terre concourent au même univers. Le corps et l'âme participent d'un même individu. Il n'est pas de vie hors l'union de ces deux puissances. L'arbitraire qui les sépare détourne de la vie et pourrit les hommes. Pourquoi la *chair*, la *connaissance*, et le *cœur*, selon Pascal, ne seraient-ils pas, non des « étapes » successives, mais des états de sensibilité différents ? Péguy a dit lui-même que l'éternité était dans la temporalité. La « métaphysique » ne peut être que l'incantation des actes de la nature, de même que Valéry écrivait du lyrisme qu'il était l'incantation d'un point d'exclamation... Tout le reste n'est qu'ombre de la nuit, feu follet, ou venin.

Nos couleurs dans l'existence sont celle d'une quête passionnée de notre propre musique. Un jour nous nous sommes pris gaiement à fredonner un refrain et nous voulons connaître toute la musique. Notre liberté s'exprime par cette volonté de se retrouver soi-même. Nous ne voulons pas être mystifiés par un double ou un médium.

Nous voudrions parvenir au bout de la vie en pleine lumière et dire, le genou en terre devant notre fée, une fois assurés que la vie aura été donnée à d'autres :

— O Princesse, voici des hommes libres. Voici les seigneurs de ce temps. Ils sont les *filis de la terre et des étoiles*.

Au milieu de ses buildings d'acier et de plexiglass, de ses feux rouges et de ses sunlights, Jacques Tati — qui tourne *Playtime* — m'expliquait l'autre jour le thème de son film :

— Là-dedans, tout le monde fait des gestes automatiques. Jusqu'au jour où les gens ont besoin du tournevis de Marcel et qu'ils veulent dire « salut Paulo », alors petit à petit, ils reprennent le dessus.

Toute la question est là : pourrions-nous reprendre le dessus ? Car les buildings à toit plat, aux milliers de fenêtres et de cages identiques, sont l'un des produits fabriqués par notre société. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas les seuls, que l'univers de l'architecture alvéolaire, structurelle et spatio-dynamique s'accompagne de correspondances dans tous nos cadres de vie. Parce que les hommes sont nombreux, on ne veut plus reconnaître de différences entre eux, ce serait trop long, trop difficile, les ordinateurs et les statistiques ne donneraient plus les solutions chiffrées. Ou bien, s'il y a des différences, elles sont mauvaises : elles gênent, elles gâchent le travail, elles réduisent la productivité. Les technocrates qui construisent et font bâtir ces immenses cités lugubres n'ont pas la volonté arrêtée de sacrifier des milliers d'individus. Ils ne s'en rendent pas compte. Seul le résultat compte : conformément aux plans et aux projets — et encore ! — tant de milliers de cages ont été construites en 1965, il en faudra encore tant en 1966 et ce, jusqu'à épuisement...

Cela fait notre déséquilibre. La société actuelle repose en politique sur le mensonge, et pour le reste sur la confusion. De l'informel à l'insensé ou les contradictions superficielles de la société bourgeoise en mutation : l'équivoque dans les esprits.

Autrefois maître de sa terre ou de sa boutique, se défiant des gendarmes et des inconnus, l'homme savait ce que serait son année et ce qu'il lui fallait prévoir de dépenses et de travaux. Aujourd'hui il est coutume de ne plus rien savoir, de ne plus croire en rien. Le scepticisme est une règle de morale. L'ironie est devenue un rire sardonique et méchant. Aux non-initiés on propose la passivité et l'ennui.

Je ne crois pas qu'il faille pour cela retourner sur son champ et rallumer les lampes à pétrole. Mais on peut prendre les choses différemment. Il y a toujours à l'époque du Rayon Laser une manière d'être un bâtard et une manière d'être un homme de race. Cela se reconnaît du premier coup d'œil. Ce n'était pas autrefois l'âge d'or ou le bonheur, ni plus ni moins que de nos jours. Mais, parce que l'on vivait plus près de la nature, on était inscrit dans une harmonie, dans un équilibre qui ont disparu.

Les hommes de race font des révoltés dans la société actuelle. Ils font des mercenaires. Nous n'avons pas de goût particulier pour le nihilisme, mais que l'on nous accorde alors la liberté.

Puis
vacan
Qu'o
liers
cela
Ma
leurs
peur

—
écrit
insai
juste
Des
Défi
les
Matz
diver
conci
jeune
quelc
banq
Cel

homi
porta
un si
che
brian
jama
soit
cela
crisp

—
c'est
deux
Pre
tête
adore
autar
certa
pude
peut-
l'inso
Nietz
du su
Le

Puisque les moyens existent, nous voulons un an de vraies vacances dans notre pays pour reprendre le goût de la nature. Qu'on ouvre les portes et les fenêtres : des centaines de milliers de garçons et de filles qui partiraient à l'assaut du pays, cela ferait un beau vacarme !

Mais vous avez vu : tout à l'heure les bourgeois ont fermé leurs fenêtres, le nez dans les interstices des persiennes. La peur au ventre, ils regardaient la bande qui dévalait la rue.



— Je suis par tempérament le contraire d'un sceptique, a écrit Gabriel Matzneff dans son *Défi*. En vérité, rien n'est plus insaisissable que le fort intérieur de M. Matzneff. Il serait aussi juste de le dire Orthodoxe épicurien que pessimiste stoïcien. Des mots qui rappellent Michel de Montaigne... Les feuillets du *Défi* seront-ils aussi souvent placés sur une table de chevet que les *Essais* ? Voilà une question embarrassante. Car Gabriel Matzneff écrit bien, son premier livre est composé d'essais très divers et très ondoyants, son inspiration est toujours libre. Il concilie de fort profitables lectures, donne des sages avis aux jeunes gens et jeunes filles de notre temps, et sait envoyer quelques belles volées de bois vert à qui le mérite, depuis les banquiers vendus jusqu'aux gaullistes obtus.

Cela dit qui donc peut être ce Matzneff ? un grand jeune homme mince, blond, aux traits fins, longues mains soignées, portant l'hiver une toque d'astrakan tout à fait rigolote, et l'été un slip de bain sur les quais de la Seine où il habite. Il approche de la trentaine. Il est journaliste. Il veut devenir un Chateaubriand, le sourire aux lèvres, sans se prendre trop au sérieux, jamais l'air très grave. Et s'il arrive — par malheur — qu'il soit soucieux, ou même en colère contre un individu malfaisant, cela se voit, tout de suite à son air sombre, pointilleux, à peine crispé :

— Je trouve cela parfaitement ridicule dira-t-il ; non mais, c'est incroyable ! Enfin pour qui me prennent-ils ces petits merdeux ? d'ailleurs j'ai horreur de ces façons de faire...

Prenez-garde ! c'est un slave, grands dieux ! un slave de la tête aux pieds et jusqu'au bout des ongles ! Il aime le vin rosé, adore les jolies filles, est amoureux de la Méditerranée, avec autant de fantaisie et d'allégresse qu'il pourra prêcher une certaine forme d'ascétisme, blesser les demoiselles dans leur pudeur, et se faire détester de quelques pieds noirs. Comment peut-il en être autrement ? Gabriel Matzneff préconise à la fois l'insouciance et le sentiment tragique de la vie, à la fois Nietzsche et Berdiaev, à la fois le goût de vivre et la beauté du suicide...

Le jeu de Gabriel Matzneff — ce serait une passion s'il était

passionné, mais je le crois plutôt sensible et même sensuel — est d'agacer — il dit lui-même « au sens de l'Ecclésiaste » nos dents furent agacées — son lecteur, de le surprendre, d'obtenir un effet de lumière qui fera illusion au début mais l'entraînera au bout ensuite. Matzneff agite sans cesse le carreau de sa fenêtre sous un rayon de soleil, le réfléchissant sur un petit oiseau dans l'ombre, et provoquant son chant. Il y a quelque chose de féérique et de merveilleux dans ce rayon de soleil.

— Rester capable d'émerveillement, écrit-il, précisant encore : ne vous laissez pas voler votre âme.

Matzneff lance son *défi*, à la tête des piétons sans âme, des bureaucrates sans ferveur, des filles sans amoureux, des militaires sans passions. Il se lance à l'aventure, le pouce droit levé dans la direction du bonheur et de la mer. Il prend des automobiles, découvre des chemins nouveaux, s'essaye à d'autres pas de danse.

Le bonheur, la mer... Voilà qui est grave. Gabriel Matzneff nous a pour le moment raconté les désirs et les espiègleries d'un garçon insolent et poli, sérieux et bohème. Mais le bonheur ? Le bonheur éteint, la mer étouffe. De l'un à l'autre, on disparaît. Il croit au bonheur. En amour, il cite Reverdy : « il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour ». Je crois aussi qu'il n'est pas de bonheur, mais qu'il est sans doute et surtout des instants de bonheur. Je ne voudrais pas qu'une illusion de bonheur éteigne la bonne étoile de Gabriel Matzneff.

Je voudrais maintenant qu'il se précise un peu lui-même, qu'ayant livré la règle d'or (« soyez tragique avec aux lèvres un sourire ») il nous dise un peu comment tout cela réagit sur une vie et quelle symphonie cela compose donc — Le roman, Gabriel ! le roman ! Après nous reprendrons chaque page du *défi* comme chaque jour un pianiste doit reprendre sans lassitude ses exercices de doigts, et ses gammes de solfège. Car je voudrais bien, quand je serai grand, pouvoir écrire quelque chose comme « qu'est-ce qu'un aristocrate ? »

François d'ORCIVAL.

Lectures : J. R. HUGUENIN : Une autre jeunesse (*Seuil*).

Roger NIMIER : Journées de lecture (*Gallimard*).

Gabriel MATZNEFF : Le défi (*La Table Ronde*).

Pierre SCHOENDOERFFER : La 317^e Section (*La Table Ronde*).

La Presse d'Opposition Nationale

La Revue « Occident Université » n° 8 rappelle le devoir de défendre l'Occident partout où il se bat :

« Parce que les nationalistes français n'oublient pas le rôle anticolonialiste et antioccidental joué par les U.S.A. durant la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie, ils réproouvent au même titre l'activité neutraliste du Gaullisme en faveur du Vietcong.

« Partout où il se bat, l'Occident doit être défendu. C'est l'intérêt national qui le veut puisque la victoire finale du communisme à laquelle croit M. De Gaulle signifierait l'anéantissement de la France.

« Que l'on n'aille pas dire que le Nationalisme est l'ennemi de la défense de l'Occident, puisqu'il en est le moteur sentimental essentiel. L'Occident n'existe qu'à travers les solidés communautés politiques que constituent les Nations. La disparition des liens naturels qui unissent les membres d'un même peuple constitue toujours un progrès pour le communisme.

« La nécessaire subsidiarité des éléments divers du corps social constitue le pivot fondamental de notre combat pour la Patrie et pour l'Occident.

« Défendre l'Occident, c'est combattre le communisme en exigeant la mise hors-la-loi de ses partisans.

« Défendre l'Occident, c'est affirmer que la France ne saurait être neutre dans le conflit qui menace notre civilisation ».

Le Bulletin du Cercle d'Information Civique et Sociale du 1^{er} juin rappelle certaines paroles du Père Chaigne que le « Monde » oublie de citer dans les lignes qu'il lui consacre :

« ...Disons qu'aux chrétiens engagés nous proposons des éléments de recherche, des textes, des expériences qui doivent les aider à bâtir le monde nouveau qui ne peut pas ne

« pas être, d'une manière ou d'une autre, socialiste. Et ce
 « n'est même pas là un choix que nous faisons, mais une sorte
 « de fatalité que nous ressentons vivement et qu'il nous appa-
 « raît urgent de diriger et d'administrer.

« ...Nous ne pouvons pas nous contenter de monnayer les
 « enseignements de ce qu'il est convenu de nommer la « doc-
 « trine sociale de l'Eglise ». Modestement, petit à petit, nous
 « voulons collaborer à l'édification d'une doctrine sociale
 « pour le temps de Bandoeng.

« Il envisage comme solution « le socialisme scientifique
 « que la théorie et la pratique du marxisme ont contribué
 « d'une façon sans égale à élaborer » ».

*Dans le Bulletin du Cercle d'Information Civique et Sociale
 du 15 mai nous relevons, dans un article de Gilles de Coues-
 sin :*

« Les prisonniers rentraient, les camps de la mort s'ou-
 « vraient devant les rescapés. Les témoignages vécus à
 « Buchenwald, Bergen-Belsen, Flossenbourg et autres lieux
 « tristement célèbres où hommes et femmes avaient été enfer-
 « més, souvent sans jugement, sous le seul prétexte de ne pas
 « appartenir à la race élue ou pour être restés fidèles à leur
 « patrie, sont trop connus pour que nous en parlions.

« Les hommes étaient en droit de penser que les horreurs
 « qui avaient entraîné la guerre et la domination nazie
 « n'étaient plus que de mauvais souvenirs et que le cauchemar
 « était terminé.

« Mais hélas ! il n'en est rien. Le régime concentrationnaire
 « qui existait en U.R.S.S. bien avant le début de la seconde
 « guerre mondiale n'a pas pris fin. Peu de nos contemporains
 « ont sans doute entendu parler des camps de concentration
 « de Vorkuta, Taichet et Kinguir et ne soupçonnent pas leur
 « existence. Organisés pour recevoir les Russes qui ne pou-
 « vaient se plier au bon vouloir des despotes rouges, ils ont
 « également servi aux 500.000 Lithuaniens que le commis-
 « saire du N.K.V.D. Serov envoya en déportation pour briser
 « la résistance d'une population de 3.000.000 d'âmes dont
 « 80 % étaient catholiques romains.

« C'est peut-être dans ces camps que moururent entre 1940
 « et 1941 les 30.000 Lettons condamnés à mort parce que
 « chrétiens et disparus sans laisser de trace.

« Mais depuis le 8 mai 1945, ces camps se sont refermés
 « sur ceux qui n'ont pas accepté le régime de leurs soi-disant
 « libérateurs, Roumains ou Polonais, Tchèques ou Bulgares...
 « Hongrois rescapés des mitrailleuses et des tanks russes il
 « y a seulement 9 ans...

« A l'heure actuelle, personne ne veut entendre les cris
 « déchirants qui veulent percer les rideaux de fer ou de bam-
 « bou et qui pourtant fusent de toutes parts des geôles que
 « remplissent les communistes dans les pays où ils s'ins-
 « tallent ».

*Venant faire écho au dernier numéro spécial de « Défense
 de l'Occident », cet article de « Lectures françaises » du mois*

de juillet sur les camps de concentration soviétiques dont parle le professeur yougoslave Mihajlo Mihajlov dans son livre « Un été à Moscou » :

« Des millions de citoyens soviétiques dépérissent dans les camps de la mort et de travail forcé, avait-il déclaré, des millions d'êtres humains appartenant aux nations non russes sont privés de leurs droits, déportés et exterminés dans les taïgas sibériennes. Certaines de ces nations... sont aujourd'hui totalement rayées de la surface de la terre par les méthodes les plus brutales qu'Hitler pourrait envier... »

« Il y a un an, Khrouchtchev avait déclaré que les rédactions des revues littéraires avaient reçu environ 10.000 romans, contes et mémoires ayant trait aux camps de concentration, ce qui à vrai dire n'est pas énorme, si l'on considère qu'au cours des trois dernières décennies, on a déporté, à une cadence régulière, 8 à 12 millions d'hommes.

« Il est symptomatique que la presse soviétique, d'une part, parle de moins en moins du fascisme et des camps de concentration nazis, et que, d'autre part, elle évite de faire des comparaisons avec les camps de concentration soviétiques ».

LES PREMIERS CAMPS DE LA MORT ETAIENT SOVIETIQUES

« Cela est d'ailleurs compréhensible : les premiers camps de la mort n'ont pas été institués par les Allemands, mais par les Soviets. C'est en 1921 qu'aux environs d'Arkhangelsk a été inauguré le premier « camp de la mort », Holmogor, destiné uniquement à l'anéantissement physique des détenus et qui a fonctionné avec succès pendant des années pour l'extermination des alliés d'hier : les membres des partis révolutionnaires non bolcheviks (les socialistes révolutionnaires, les menchéviks et d'autres). L'auteur émigré, Ivan Smeljov, tout récemment réhabilité, a décrit dans son célèbre ouvrage « Le soleil des morts », préfacé par Thomas Mann, les années terribles qui ont suivi la guerre civile, où, de 1920 à 1921, on a fusillé sans jugement en Crimée 1.200.000 hommes et femmes. On raconte aujourd'hui encore qu'à cette époque travaillait à Odessa une certaine jeune fille, Vera Grebenjakova, connue sous le pseudonyme de Dora, qui avait martyrisé et tué de ses propres mains 700 détenus.

« Même en matière de génocide, Hitler n'a pas eu la primauté ».

La Nation française du 23-6-65 rappelle les massacres que l'on oublie de commémorer...

MEMOIRES DE KATYN (feuille d'avis de Neuchâtel)

« A la feuille d'avis de Neuchâtel, René Braichet ne veut pas oublier Katyn et ses massacres.

« On a commémoré récemment le martyre des rescapés et des disparus des camps de la mort d'Auschwitz et d'autres sinistres lieux. Et l'on a ainsi fait acte de juste pitié. Mais

« pas un mot dans la presse, du moins à notre connaissance,
 « du vingt-cinquième anniversaire des massacres opérés à
 « Katyn, dans la région de Smolensk, par ces « bons Sovié-
 « tiques » dont on cherche à l'envie l'alliance aujourd'hui, sur
 « la personne de milliers d'officiers et de soldats polonais.

« Une seule exception : une conférence donnée l'autre jour
 « à Berne sous les auspices de l'Institut suisse « Niemals ver-
 « gessen », cependant qu'une messe du souvenir était célé-
 « brée le 15 juin à l'église Notre-Dame de Neuchâtel en l'hon-
 « neur de ces martyrs (...).

« L'avance de l'armée rouge opérant dans l'Est du pays eut
 « comme conséquence l'emprisonnement de quelque 280.000 of-
 « ficiers et soldats polonais. Le gros des officiers fut interné
 « dans trois camps, dans la région de la source de la Volga,
 « en Russie centrale et près de Kharkov. Ils purent d'abord
 « communiquer avec leurs familles, sous le régime de la cen-
 « sure soviétique bien entendu. Brusquement, cet échange de
 « lettres cessa : en mars 1940. Notez bien la date, c'était
 « quinze mois avant l'ouverture des hostilités germano-russes
 « (22 juin 1942) (...).

« Par la suite, le gouvernement de l'Union soviétique relâ-
 « cha certains internés polonais pour qu'ils pussent se grouper
 « autour du général Anders. Mais le gouvernement polonais de
 « Londres, qui était le seul légitime au même titre que celui
 « de la reine de Hollande et du roi de Norvège, entreprit des
 « démarches à Moscou, ayant appris par des survivants que
 « le gros de l'armée polonaise avait été dirigé vers la région
 « de Smolensk. Reçu par Staline, l'ambassadeur Kot se heurta
 « à un mur.

« « Il est étrange, remarque notre correspondante, qu'on ne
 « mentionna pas au cours de ces conversations, ni dans les
 « notes soviétiques, la possibilité que ces camps fussent tom-
 « bés entre les mains des Allemands. Du côté des Polonais, on
 « n'y songea même pas puisque le silence des disparus datait
 « de près d'une année avant l'attaque allemande contre la
 « Russie et que par là on déduisait que le n.k.w.d. (police
 « d'Etat soviétique) s'était débarrassée de ces prisonniers...
 « C'est ainsi qu'on perdit la trace des 15.000 officiers polo-
 « nais ». Jusqu'à 1943, date à laquelle furent retrouvées les
 « fosses de Katyn ».

*Politique Eclair du 29 juin souligne les contradictions de la
 politique gaulliste :*

« A la vérité, le gaullisme intervient parfois dans les affai-
 « res des autres pays. Deux précisions édifieront les scepti-
 « ques :

« 1° Nous intervenons à l'occasion des événements de
 « Saint-Domingue, en faveur du camp communiste ;

« 2° Nous intervenons au Vietnam et préconisons une neu-
 « tralisation approuvée par Moscou et Pékin.

« Mais nous n'intervenons pas quand il s'agit d'un règle-
 « ment de comptes entre « anticolonialistes » ».

Politique Eclair du 22 juin relève :

« La France connaîtra, dans quelques mois, une agitation d'un genre nouveau : les noirs, originaires d'Afrique et les Algériens descendront dans la rue pour défendre leurs revendications.

« Ces « travailleurs » ont abandonné les territoires « libérés ». Les voici installés chez nous, et, prétendent nos démocrates, « on les traite fort mal ». Les Algériens ne cessent d'affluer en métropole ; on en compte plusieurs centaines de milliers. Quant aux noirs, on en aurait dénombré environ cinquante mille, selon une statistique officielle. Mais, en vérité, le recensement serait encore très incomplet.

« Dès qu'ils arrivent chez nous, ces « travailleurs » demandent un emploi. Souvent, ils sont directement pris en charge... par les hôpitaux ! La Sécurité Sociale, déjà déficitaire, est obligée de tenir compte de cet envahissement... ».

Politique Eclair du 22 juin nous fait remarquer au sujet du coup d'état en Algérie :

« Le général n'avait pas prévu le coup d'Etat qui vient de se produire en Algérie. Il a fort mal accueilli cette nouvelle. Certes, le colonel Boumedienne est anti-occidental et partisan du neutralisme, ce qui ne peut que satisfaire Paris, mais sa révolution a sensiblement modifié les données de la fameuse conférence afro-asiatique. La conférence, apprenons-nous de bonne source, devait condamner l'Alliance atlantique et approuver le « plan de paix » de De Gaulle ».

La revue du S.P.E.S. de mai dernier attire notre attention sur un fait que beaucoup ignorent encore :

« 1) Je maintiens que plus de 10.000 patriotes, en raison de la répression, en Algérie et en France, ont subi des détentions plus ou moins longues qui ont plongé dans la misère 40 à 50.000 innocents : épouses, enfants, vieux parents, etc...

« 2) Selon M. Foyer, Garde des Sceaux, 3.493 condamnations ont été prononcées pour des faits en relation avec les événements d'Algérie. Je maintiens que le chiffre réel avoisine 4.000, car plusieurs centaines de condamnations ont été prononcées comme des condamnations de droit commun, alors qu'elles étaient manifestement « en relation » avec les événements d'Algérie ».

Dans un article du 23-6-65 la Nation française parle des « nouveaux nationalismes » en Extrême-Orient :

NOUVEAUX NATIONALISMES (réalités cambodgiennes)

« Les réalités cambodgiennes font un sort aux propos du professeur américain Hilsman qui répond, avec plus d'intelligence, à la préoccupation de Lippmann :

« L'expression : « pays émergents » a été lancée, on le sait, par le président Soekarno. M. Hilsman affirme que c'est en Indonésie et non pas au Vietnam que la politique étrangère américaine a connu son plus grand échec. Au Vietnam, l'échec porta sur l'incapacité de Washington à se rendre compte de la puissance de la guerre de guérilla. En Indonésie, les Etats-Unis ont fait pis : « Ils n'ont pas compris le dynamisme des nouveaux nationalismes ».

« « L'Indonésie », estime M. Hilsman, « représente un cas typique de ce nouveau nationalisme qui est particulier aux nations émergentes. Elle a des cousins dans l'Egypte de Nasser, le Ghana de N'Krumah, le Cambodge de Sihanouk, pour ne citer que les plus évidents ».

« M. Hilsman, s'il devait faire une prédiction, penserait que « l'avenir pour les pays émergents du monde n'est ni le communisme, ni le capitalisme, mais le nouveau nationalisme ».

« Pour l'ancien secrétaire d'Etat, les Américains ne considèrent le « néo-colonialisme » que comme un slogan communiste. « Mais, ajoute-t-il, ce n'est pas vrai. Soekarno, Sihanouk et N'Krumah peuvent dire beaucoup de choses qui ont un son amèrement anti-américain et qui ont un son pro-communiste mais ils ne sont pas communistes ».

« M. Hilsman précise : « Beaucoup de verbiage du nouveau nationalisme est emprunté au marxisme-léninisme, en particulier son opposition au « néo-colonialisme », mais ce n'est pas la même chose. Il est vital pour le gouvernement et le public américain de comprendre qu'il y a une différence entre le nouveau nationalisme et le communisme et de maintenir cette distinction dans notre politique ».

« A la fin de son exposé, M. Hilsman dit que les « leaders » de ces nouvelles nations sont « d'une race entièrement nouvelle, ayant la capacité de toucher et d'exciter les masses populaires comme on ne l'avait jamais vu auparavant en Afrique et en Asie » ».

Dans Europe Action du 21 juin nous relevons l'article :

QUI FINANCE LES NOIRS ?

« La « Ford Foundation » a alloué 1,16 millions de \$ à un programme destiné à favoriser l'octroi aux Noirs d'emplois industriels. C'est un fait constant aux Etats-Unis que les gros affairistes misent sur la communauté noire, qui les menace de « détériorer le marché » en fomentant de nouveaux troubles.

« Un fond de 10 millions de \$ a été constitué par le « Conseil Mondial des Eglises », annonce le « National Lutheran Council ». Cette somme doit venir en aide aux « réfugiés » d'Afrique noire, et plus généralement aux mouvements africains « en lutte pour leur indépendance ».

« L'escroc-syndicaliste Jimmy Hoffa, de son côté, a généreusement fait don au pasteur King de 25.000 \$ pour alimenter ses campagnes. Que ce gangster veuille s'acheter une

« conscience est une chose. Que le Dr King accepte d'y con-
 « courir en est une autre. Quant au *Dr Edward Fields*, à Bir-
 « mingham, il y a vu à juste titre « une véritable injure aux
 « travailleurs ».

« La conclusion est peut-être donnée par M. Jean Daridan
 « dans son livre « Noirs et Blancs » (Calmann-Lévy). On y
 « lit : « En dépensant pendant 10 ans 5 milliards de \$ par
 « an, les E.U. n'arriveraient pas à sortir leur population noire
 « de son indigence actuelle » ».

*La Revue québécoise volume n° 2 laisse entendre que les
 « autonomistes » pourraient bien répondre un jour à la force
 par la force :*

« En réponse à de simples slogans indépendantistes, la
 « police n'a pas craint de provoquer, d'assommer des mani-
 « festants et des journalistes. Qu'arrivera-t-il le jour où les
 « travailleurs québécois voudront s'organiser pour prendre le
 « contrôle du pouvoir politique en détruisant l'appareil d'Etat
 « capitaliste ? On peut prévoir d'ici que ce ne sera pas autour
 « d'une table ronde que cette lutte se jouera.

« Est-il besoin d'ajouter que les conseils chrétiens de Pel-
 « letier et de Ryan n'ont aucune signification pour les tra-
 « vailleurs qui veulent en finir avec l'exploitation ? Ceux-ci
 « n'ont aucun intérêt à écouter des bobards sur une démo-
 « cratie formelle qui n'existe pas. Leur unique intérêt est de
 « s'organiser, à partir de leurs syndicats et d'un parti qui les
 « représente, pour prendre le pouvoir... face à une puissance
 « armée jusqu'aux dents.

« Ce n'est pas par la vertu, mais par la force et l'intelligence,
 « qu'ils y parviendront.

*Dans le numéro « La Liberté se joue à Saïgon » des Edi-
 tions de la Ligue de la Liberté, Suzanne Labin nous explique
 ce qu'est « la vraie escalade dont on ne parle pas ; celle
 du neutralisme en communisme » :*

« La revendication d'une « neutralisation » prend toujours
 « naissance à l'heure même où elle s'accorde avec un gam-
 « bit communiste. Les maîtres de Moscou ou de Pékin dési-
 « rent-ils s'emparer d'une région jusqu'alors libre ? C'est
 « bien simple. Ils installent dans cette région une guérilla
 « pré-fabriquée et, dès que les balles sifflent, un pasteur
 « britannique, un ministre français et une « tête d'œuf »
 « de l'Université de Harvard réclament une Conférence inter-
 « nationale pour « résoudre la crise politiquement » par la
 « « neutralisation » de la région anticommuniste. C'est ce qui
 « s'est passé pour le malheureux Laos où rien, finalement, n'a
 « été résolu « sans les armes ».

« La voie proposée pour « neutraliser » un pays est tou-
 « jours la même : établir un gouvernement de coalition
 « nationale comprenant des communistes. Et tout le monde
 « sait où ces gouvernements aboutissent après un court laps
 « de temps : dans la marmite communiste.

« C'est pourquoi la « neutralisation » d'un pays ne serait

« honnête que si elle s'accompagnait de la suppression des
 « activités communistes dans le pays en question, puisque
 « ces activités ne ressortissent pas à la compétition normale
 « des idées mais ont la nature d'une intervention militaire
 « étrangère. Alors qu'on nous propose exactement le con-
 « traire, à savoir : neutraliser en... installant les communistes
 « au gouvernement. Ceux qui préconisent cette « solution »
 « pour le Laos et le Viet-nam veulent ignorer que ce genre
 « de « neutralisation » signifie tout simplement la reddition
 « aux communistes, mais ajournée dans le temps et camou-
 « flée dans un traité ».

*Dans Europe Action de juillet-août nous relevons ce mes-
 sage de St-Loup : La Jeunesse.*

« Nous ne naviguions pas dans les mêmes eaux que Bra-
 « sillach. J'étais un homme de gauche. En 1935, avec la
 « S.F.I.O., la Ligue de l'Enseignement, le syndicat national
 « des instituteurs et Léo Lagrange, j'avais créé, animé, le
 « Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse.

« Nous lancions des mots d'ordre : « Jeunes de tous les
 « pays, unissez-vous », sans soupçonner que nous appor-
 « tions de l'eau au moulin des conspirateurs du métissage
 « universel.

« En repensant depuis à cette époque, j'ai cru d'abord
 « que notre « temps des loisirs », qui n'a pas accouché de sa
 « révolution, marquait le dernier sursaut du romantisme, que
 « nous étions les héritiers de Rousseau ou de Lamartine. Quelle
 « erreur ! Cette ruée vers les mers et les montagnes représen-
 « tait une révolution plus profonde : c'était la résurgence du
 « paganisme éternel ! Laïques, nous avions évincé les phan-
 « tômes du christianisme qui nous bouchaient l'horizon. Nous
 « partions à la recherche de nouveaux dieux. Aucun homme
 « mieux que Giono n'a su traduire cet élan des Aryens que
 « Jésus laissait sur leur faim avec ses mythes orientaux, étran-
 « gers à nos grands espaces verts, nos forêts profondes. Comme
 « Martin Luther, il a senti la nécessité d'une Réforme et,
 « malheureusement, a, comme lui, disparu dans la nuit de
 « l'Ancien Testament.

« Les jeunes générations sont mieux armées que la nôtre pour
 « vivre la mutation qui se prépare. Le dieu des Aryens est
 « mort et déjà ressuscité. Le capital de martyrs est énorme
 « et, pour une fois authentique, car il fleure encore le sang
 « chaud. Les Evangiles sont écrits en termes de science. Les
 « Catacombes retentissent de plaintes et de cris d'espoir. Les
 « porteurs de la nouvelle croix sont en marche à travers les
 « nations, derrière des prophètes dont la transparence assure
 « l'efficacité ».

*Dans la revue américaine « l'Ordre Nouveau » organe du
 parti national socialiste de Californie nous relevons un très
 intéressant article intitulé : « Le nouvel empire ». L'auteur en
 quelques pages montre le rôle de l'Internationalisme dans le
 déclenchement de la guerre, guerre déclenchée par le « sio-
 nisme », dans l'intérêt du sionisme et faite par... les Aryens.*

S'adressant au peuple américain, l'auteur rappelle que :

« Lorsque Adolf Hitler a dénoncé la collusion entre les Juifs et le Bolchevisme et la menace qui de ce fait pesait sur le peuple allemand, les Juifs du monde entier ont gémi : « nous sommes une pauvre minorité persécutée. Hitler et tous ceux qui nous accusent sont des menteurs... ». Les Américains et leurs alliés entrèrent en guerre contre l'Allemagne et détruisirent ce pays, libérèrent les juifs... »

« Vous nous avez sauvés et avez détruit les menteurs » dirent les juifs du monde entier aux Américains, comment pourrions-nous jamais vous remercier... ? »

« Ainsi parlait Julius et Ethel Rosenberg, Harry Gold, David Greenglass, Myra et Jack Sobble, etc..., etc... »

« Dans le même ordre d'idée, nous ne saurions passer sous silence l'intéressante publication sud-africaine : « Boomerang » qui se propose de dénoncer les véritables ennemis de la République qui sont les mêmes que ceux qui menacent actuellement les U.S.A. à l'intérieur. Dans le monde entier on assiste à la même action souterraine des forces internationalistes et il faut bien reconnaître une fois encore que l'élément Sioniste est prépondérant (75 % des terroristes arrêtés en République sud-africaine lors de l'opération Rivonia appartenaient à cette « minorité persécutée dans le monde entier... ». Rappelons que la dite minorité est la plus riche d'Afrique du Sud... Monsieur Oppenheimer étant considéré comme un des hommes les plus fortunés de la Terre ».

Dans un article de M. Fraissinet (Mérional de mars 63) nous lisons en effet que la fortune de Harry Oppenheimer qui est à la tête de la De Beers, est évaluée très au-dessus de 140 milliards de francs, ce qui ne l'empêche pas d'être membre du gauchiste « progressive Party ».

Boomerang est une revue trop dense pour qu'il soit possible de résumer les articles en quelques lignes. Bornons-nous à donner à nos lecteurs le titre des sujets qui sont traités :

- 1) Les Africains noirs ne sont pas nos ennemis.
- 2) La conspiration internationale.
- 3) Stratégie de la guerre moderne.
- 4) Nous connaissons parfaitement nos ennemis (article d'une remarquable lucidité).
- 5) Qu'est-ce que l'Internationalisme.
- 6) Nous ne pouvons blâmer les Juifs.
- 7) Rendez-moi ma fille (le drame d'un père noir qui refuse de marier sa fille avec un Européen qui la lui a enlevée).
- 8) Sauvez-nous de l'Internationalisme.
- 9) Pourquoi la presse est silencieuse.
- 10) Pourquoi l'Afrique du Sud est-elle haïe.
- 11) Le succès sioniste.
- 12) Ce qu'il faut penser de Barry Goldwater. Est-il un patriote ou un Internationaliste ?

Etc...

Dans un tract dont nous ne pouvons évidemment mentionner l'origine, nous relevons un point de vue intéressant :

« L'auteur rappelle que le huit mai ne saurait en aucun cas être célébré comme une fête par les nationalistes français puisque cette date marque le démembrement de l'Europe. Le huit mai ne représente pas la défaite de l'Allemagne mais l'abandon d'une partie de l'Europe au bolchevisme.

« L'auteur invite les nationalistes européens à oublier les horreurs de cette guerre et à s'unir ».

Le Gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. DEVE et Cie — EVREUX
N° d'impression : 632

mention-
ressant :
en aucun
tes fran-
de l'Eu-
le l'Alle-
bolche

blier les

LECTURES FRANÇAISES

Ces Camps de la Mort

dont on ne parle plus

Le reportage d'un professeur serbe désabusé sur
l'univers concentrationnaire soviétique 3,00 F

Dans la même collection :

- **VOTRE JOURNAL NE VOUS LE DIT PAS.** Pourquoi
la presse dite d'information vous cache la vérité 1,50 F
- **LE FAUX NATIONALISME DE M. DE GAULLE**
Les points sur les i 2,00 F
- **LA FRANCE COLONISEE PAR LES TRUSTS.** Des
précisions 3,00 F
- **LE TROMBINOSCOPE DE LA V^e.** Voilà les princes
qui nous gouvernent (192 pages) 7,80 F
- **LA HAUTE FINANCE ET LES REVOLUTIONS**
En France, en Russie, en Allemagne, en Italie 6,00 F
- **LA REPUBLIQUE DES ROTHSCHILD.** Qui gouverne,
en fait, notre pays 4,50 F

Envoi contre mandat adressé à H. COSTON,
B.P. 92-18, Paris XVIII^e C.C.P. 2048-96
Magasin de vente à Paris, 27, rue de l'Abbé Grégoire (6^e)

